Patrick Buisson
« La vraie trahison, c'est celle de Sarkozy »

Tous avec les flics !
Police partout, État nulle part

L'Europe galante
Au temps des chevaliers servants

CAUSEUR.fr

CAUSEUR

La radio publique est à tout le monde

FRANCE INTER AUX FRANÇAIS !

ISSN 1966-6055
Belg : 6.60 € – Lux : 6.60 € – Suisse : 10.60 CHF – Canada : 12.50 CAD – Maroc : 66 MAD – Dom surface : 6.60 €

M 02252 - 40S - F: 5,90 € - RD

www.causeur.fr – Surtout si vous n'êtes pas d'accord – mensuel n° 40 – novembre 2016

LA LIBERTÉ D'OPINION EST MENACÉE...

AIDEZ CAUSEUR À LA DÉFENDRE !

Pour que le journalisme redevienne une profession intellectuelle, pour que l'on puisse continuer à penser et à se parler librement, nous avons besoin de vous.

Soutenez *Causeur,* faites un don !*

Rendez-vous sur www.jaimelinfo.fr/causeur/

* Les dons au profit de Causeur via l'association J'aime l'info sont déductibles à 66% de votre impôt sur le revenu (dans la limite de 2O% du revenu imposable et de 0,5% du chiffre d'affaires pour les entreprises).
Ainsi, un don de 100 euros ne vous coûtera après déduction fiscale que 34 euros.

L'ÉDITORIAL D'ÉLISABETH LÉVY

ONZE MILLE VIERGES OUTRAGÉES

Je n'ai pas de sympathie particulière pour Jean-Marc Morandini. Pas d'antipathie non plus. Le fait que la profession semble assez largement le tenir pour un gros beauf joue plutôt en sa faveur. Il m'est arrivé de participer à son émission à Europe 1, comme animateur, je l'ai toujours trouvé très pro, et il ne m'a jamais demandé de me dénuder. Si ça se trouve, je ne suis pas son genre. Pour le reste, le journalisme qu'il pratique ne m'intéresse guère : les potins de la télé, les audiences, les supposés dessous des cartes médiatiques, tout cela manque un peu trop de consistance idéologique. Quant à sa web série *Les Faucons*, je n'ai pas l'impression d'être le cœur de cible.

Lorsque l'affaire a commencé, avec la parution d'une enquête à charge dans *Les Inrocks* sur les castings présumés torrides organisés par sa boîte de production pour une web série, j'ai prudemment décidé de ne pas avoir d'opinion. D'abord, je l'avoue, pour avoir la paix, parce que je travaille fort agréablement avec Marc-Olivier Fogiel, ennemi notoire de Morandini, et que j'ai envie que ça continue. Ensuite parce que ces histoires crapoteuses de vidéos cochonnes de garçons me mettent plutôt mal à l'aise. D'un côté, je n'éprouve aucun plaisir à voir chuter un « puissant » – en tout cas un homme d'influence –, fût-il coupable, et encore moins à regarder la meute de ceux qui le courtisaient hier se pourlécher à l'odeur du sang. De l'autre, les témoignages sont accablants, comme on l'a répété de toutes parts avec gourmandise. Alors je me suis dit qu'il n'y avait pas de fumée sans feu et que tout ça n'avait pas pu être complètement inventé. Après tout, si Morandini n'est pas un délinquant, il n'est pas non plus un premier prix de délicatesse. Et puis, il paie aussi le fait d'avoir fait de son seul nom une marque fort rentable. Un scandale, et son capital s'évanouit. C'est ce qui vient de lui arriver.

J'ignore pour quelle raison Vincent Bolloré a jugé urgent de recruter Morandini. Pour venir en aide à un ami à terre – ce qui serait honorable ? Peut-être a-t-il voulu montrer qu'il était le patron, ce qui n'aura guère été probant si, à l'issue d'une grève toujours en cours au moment où nous bouclons et sous la pression d'annonceurs très à cheval sur la vertu, il doit finalement lâcher son nouveau poulain, ce qui reviendra à donner les clefs de la boutique aux journalistes.

Ce que je sais, en revanche, c'est que Jean-Marc Morandini a droit à la présomption d'innocence. Or le voilà condamné à la mort sociale par un tribunal médiatique sans avoir été jugé. Après les confrères dont pas un n'a tenté de trouver la moindre excuse au nouveau coupable idéal, les amuseurs sont entrés dans la danse et ils tirent avec allégresse sur l'ambulance Morandini.

Décidément, il n'y a pas de spectacle plus déprimant que celui d'un groupe humain refaisant son unité contre l'un des siens, victime expiatoire, comme le dit Girard, de la mauvaise conscience collective. J'ajoute que ce spectacle est encore plus insupportable quand ce groupe humain est une rédaction, collectivité au sein de laquelle on imagine que la défense des libertés, y compris pour les adversaires, prime sur toute autre considération. Tu parles.

Il y a dix-huit mois, la rédaction d'i-Télé obtenait la tête de Zemmour pour des propos qu'il n'avait pas tenus. Aujourd'hui, elle réclame celle de Morandini pour des actes dont on ne sait pas encore s'il les a commis. Bref, si elle est en bagarre contre le taulier ce n'est pas parce qu'il veut licencier, c'est parce qu'il refuse de le faire, cherchez l'erreur. On apprend, en tout cas, que ces journalistes ont atteint un si haut degré de conscience morale qu'ils ne peuvent côtoyer un pécheur présumé sans risquer d'être souillés par lui. Les fautes de Jean-Marc Morandini sont peut-être inexcusables. Mais le pharisaïsme implacable de professeurs de vertu qui ignorent le pardon est encore plus détestable. Il y a des gens avec qui on ne partirait pas à la guerre. Il est glaçant de découvrir que les grandes âmes du journalisme en font partie. •

© Hannah Assouline

CAUSEUR

Directeur de la publication
Gil Mihaely

Directrice de la rédaction
Élisabeth Lévy

Rédaction en chef
Daoud Boughezala, Marc Cohen, Jérôme Leroy (pages culture).

Rédaction
Hervé Algalarrondo, Cyril Bennasar, Laurent Cantamessi, Paulina Dalmayer, David Desgouilles, Alain Finkielkraut, Jean-Luc Gréau, Basile de Koch, Roland Jaccard, Jean-Paul Lilienfeld, Olivier Ranson, Luc Rosenzweig, Frédéric Rouvillois.

Correction
Sophie Lilienfeld

Secrétaire de rédaction
Cécile Michel

Ont participé à ce numéro
François-Xavier Ajavon, Sami Biasoni, Stéphane Breton, Régis de Castelnau, Pierre Joncquez, Pierre Lamalattie, Patrick Mandon, Axelle de Mauny, Mark Porter, Ana Pouvreau, Olivier Prévôt, Ingrid Riocreux, André Senik, Emmanuel Tresmontant.

Direction artistique
Aymeric Dutheil

Iconographie
Alexandre Denef

Direction marketing et commerciale
Marina Leroux
Charles Lévy
Adrien Paviot
01 84 79 01 34

Distribution
Presstalis

Gestion de la diffusion en points de vente
BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha
oborscha@boconseilame.fr
09 67 32 09 34 (contact points de vente)

Abonnements et anciens numéros :
www.causeur.fr/boutique
01 84 79 01 35
(Du lundi au vendredi 10h – 17h)
ou clients@causeur.fr

Impression
Berger Levrault Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

Image de couverture
© JOEL SAGET

Causeur est édité par Causeur.fr
SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris
Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.
Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.
Commission paritaire : 0320 D 90295.
Enregistrement CNIL 1296122.
10, rue Michel-Chasles – 75012 Paris
01 84 79 01 35 / info@causeur.fr
www.causeur.fr

SOMMAIRE N° 40 – NOVEMBRE 2016

3
L'éditorial d'Élisabeth Lévy
Onze mille vierges outragées

10
Le moi de Basile
Proust Park

14

Patrick Buisson
« La vraie trahison, c'est celle de Sarkozy »
Propos recueillis par Daoud Boughezala, Élisabeth Lévy et Gil Mihaely

22
Non-assistance à police en danger
Régis de Castelnau

24
Embedded with NDA
Olivier Prévôt

28
Adieu Narcisse !
Hervé Algarrondo

30
Frédéric Encel
À l'origine, l'idée de nation était de gauche
Propos recueillis par Daoud Boughezala, Élisabeth Lévy

33
Richard Shireff
« L'Europe ne veut pas mourir pour Riga, et Poutine le sait »
Propos recueillis par Ana Pouvreau et Mark Porter

36
Obama : bons baisers de Mossoul
Luc Rosenzweig

40
Brexit
Apocalypse no !
Sami Biasoni

42
Les vraies coulisses de Bruxelles
Jean-Luc Gréau

44
L'esprit de l'escalier
Alain Finkielkraut

© Hannah Assouline

FRANCE INTER AUX FRANÇAIS !

50
Ma France Inter à moi
Élisabeth Lévy

42
Gilles-William Goldnadel
Sur France Inter, le pluralisme va de la gauche à l'extrême gauche
Propos recueillis par Élisabeth Lévy

59
France Inter, c'était mieux avant !
Luc Rosenzweig

60
Une journée en Inter
Ingrid Riocreux

64
Le rappel au dogme
Olivier Prévôt

66
Peut-on rire avec Charline ?
Marc Cohen

67
Une radio de gauche ? Chouette alors !
Jérôme Leroy

68
Écoutez la bienséance
Patrick Mandon

CULTURE & HUMEURS

72
Roberto Bizzocchi
Sigisbée m'était conté...
Propos recueillis par Daoud Boughezala

76
David Goodis
À la recherche du noir parfait
Jérôme Leroy

78

Ben, à l'origine
Patrick Mandon

82
Albert Besnard : ne tirez pas sur le pompier
Pierre Lamalattie

86

Asghar Farhadi
« Dans mes films, il est impensable qu'un personnage tue »
Propos recueillis par Olivier Prévôt

88
Prix Nobel pour Bob Dylan
Vers un monde sans livres
Alain Finkielkraut

94
Tant qu'il y aura des films
Olivier Prévôt

96
Les carnets de Roland Jaccard

98
Le journal de l'ouvreuse

© Eva Vautier – Olivier Prévot

Héritage gelé

Par Pierre Joncquez

Le site hollywoodien TMZ vient de rendre public l'étrange et moderne héritage de feu Christian Audigier, couturier clubber français établi en Californie, décédé l'année dernière d'un cancer. Car il revient à son mannequin de veuve le soin de veiller sur le sperme congelé de son défunt mari et d'en faire usage à sa convenance *(« use however she sees fit »*, est-il mentionné dans le testament). L'enjeu est de taille : il implique un petit paquet de dizaines de millions de dollars, qui doivent être répartis équitablement entre les descendants de Christian Audigier.

Christian Audigier.

Des dollars, un top model, un héritage, du sperme congelé, un média un peu trash voletant autour de la morgue des people, tout est réuni pour convoquer le scénario idéal de ce qu'est devenu notre quotidien : une sitcom posthistorique, sinistre vue de l'intérieur, hilarante vue de l'extérieur.

Car ce sommeil de la semence nous pose là en spectateur de l'Histoire congédiée, où la longue chaîne de la généalogie humaine voit ses maillons décousus ci, recousus là. Que se passerait-il si la belle optait pour l'insémination ? Alors son défunt mari aura peut-être un enfant l'année prochaine. Ou dans vingt-cinq ans. On ne sait pas. Comme c'est *however she sees fit*, tout devient possible. Peut-être qu'elle va donner du sperme à ses copines. Ou à une ex de son mari qui aimerait bien avoir un souvenir. Ou à la science, qui fera des petits Audigier dans cent ans, dans cinq cents ans, dans deux mille cinq cents ans. *Who cares ? However she sees fit !* En attendant, le partage de l'héritage crée de grosses tensions du côté des enfants « déjà nés » du défunt. Car à chaque naissance biotech, on retirera de leur héritage le pourcentage qui doit revenir au nouveau petit frère. C'est un scénario de fou, non ? Des juristes, des comptables, des médecins en blouse blanche, des huissiers qui viennent prélever les millions.

Moitié tombeau, moitié frigo, l'existence de Christian Audigier est ainsi coincée entre les deux berges du Styx, prisonnière d'un tourbillon juridico-cryogénique qui l'empêche de rejoindre pour de bon l'un ou l'autre côté des enfers. Le temps est suspendu, le temps est aboli, on sort de l'Histoire. Par la porte du congélo. •

Le boycott a la cote

Par Axelle de Mauny

Comme beaucoup de ses collègues des milieux d'affaires, Peter Thiel, cofondateur de Paypal, actionnaire de Facebook et créateur d'une multitude de start-up, a participé au financement de la campagne présidentielle américaine. Et pas qu'un peu : 1,25 million de dollars ! Petit problème, c'est à l'ordre de Donald Trump que le malotru a libellé son chèque. De fait, très rares sont les grands patrons qui ne soutiennent pas Hillary. En vertu de quoi le mouton noir Peter, bien qu'ouvertement gay et très investi dans le soutien aux minorités ethniques, se retrouve au centre d'une campagne d'appel au boycott pur et simple de ses entreprises.

En France, on n'en est pas encore là, mais ça vient doucement. Ainsi les appels au boycott de Michel et Augustin font de plus en plus de buzz dans la gauchosphère.

Peter Thiel.

L'affaire est grave : les deux fondateurs de la marque sont réputés proches de La Manif pour tous, et l'un d'entre eux a aggravé son cas en osant soutenir le programme économique de François Fillon ! Après tout, Halloween, c'est le moment idéal pour la chasse aux sorcières. •

© Citizenside.com – SPORTSFILE

Cassée, Caro !

Par David Desgouilles

Le 7 septembre, on a célébré un mariage politique d'importance, celui de Cécile Duflot, candidate à la primaire écolo, avec Caroline De Haas. Cette dernière est bien connue des lecteurs de *Causeur*. C'est elle à qui notre cheffe reprochait de « *vouloir créer des brigades des plumeaux* », chargées de vérifier dans les foyers le juste partage sexué des tâches ménagères.

C'est elle aussi qui a lancé en 2011 la campagne « Osez le clito ! » parce que tout le monde il se fiche du plaisir féminin. C'est encore elle qui créa le site « Macholand », espèce de pilori numérique réservé à des sexistes soigneusement choisis.

Rappelons enfin qu'à l'automne dernier, Caro avait pris tout le monde de vitesse en lançant la première pétition en ligne contre la loi El Khomri. Toutes choses qui ont convaincu Cécile Duflot de l'engager comme directrice de campagne.

A priori, c'était un bon choix côté plan média : à force de campagnes clinquantes contre tous les méchants, Caro est devenue la mascotte des journalistes. Un exemple ? Le matin du premier tour de la primaire, j'ai eu la joie d'entendre une reporter d'Europe 1 dire toute l'admiration qu'elle avait pour cette « *chef d'orchestre* », qui a osé utiliser dans la campagne « *la technique de la chaîne de SMS* ». Bon, en vrai la chaîne de SMS, c'est à peine plus moderne que le 3615, mais quand on aime…

Il va de soi que pour notre journaliste radio énamourée, le scrutin était plié d'avance, Cécile Duflot risquant même d'être élue dès le premier tour ! La suite, on la connaît…

Comme quoi, faire le buzz et séduire les médias, c'est une chose ; convaincre les électeurs, c'en est une autre. Cette leçon vaut bien un fromage bio, sans doute. •

Rabhi : *Crieur* lit-il *Causeur* ?

Par Daoud Boughezala

Pierre Rabhi, le prophète de la décroissance, est intouchable. Ou presque. Égratigné par une enquête à charge de *Vanity Fair* sur son business et son carnet d'adresses très CAC 40, le chantre de la sobriété heureuse commence à échauder la presse progressiste. Ainsi *La Revue du crieur*, branche papier de Mediapart, lui consacre-t-elle un portrait mi-figue, mi-raisin dans sa dernière édition. À lire, l'article de Jade Lindgaard, « *le Bisounours de la décroissance* » entonne « *une ritournelle antimoderne* » suspecte et se rend surtout coupable d'une faute irrémissible : ne pas être de gauche.

En cause, notamment, les sorties faurissoniennes des deux fils du gourou. Mais, pourrait-on répondre, on ne choisit pas ses enfants « complotistes »… En revanche, l'enquête est plus étayée sur certaines positions hétérodoxes de Rabhi, dont Lindgaard a découvert qu'il exprime « *publiquement ses doutes sur le mariage pour tous* » et qu'il condamne la PMA. *Crieur* aurait gagné à lire *Causeur* plus tôt : dans notre numéro de janvier, je vous contais mon interviewus interruptus avec l'ensemenceur réac. Sur l'air de « *la Nature a tellement bien fait les choses que je ne vois pas pourquoi on cherche à les compliquer...* », Rabhi comparait le mariage gay à certaines unions loufoques entre équidés. Avant de se raviser et de jeter notre entretien à la poubelle. Pas grave : sans le savoir, Mediapart l'a recyclé ! •

© AFP –Hannah Assouline

Un bon mois pour mourir

Par François-Xavier Ajavon

Au mois de novembre, les lacs commencent à geler, certains animaux entrent en hibernation (tel le spermophile rayé, qui est un petit rongeur que Dieu a ainsi nommé en gloussant), les Américains vont voter et les centenaires trépassent. On meurt beaucoup en novembre. Il faut dire que le moral, donc l'envie de vivre, en prennent un sacré coup avec le triptyque mortifère Toussaint-Halloween-Fiac.

C'est dans ce contexte pas gai-gai que les États-Unis sont confrontés à une explosion du phénomène des « clowns sinistres » (*creepy clowns* en VO), qui s'amusent à terroriser les petits enfants. La psychose a débuté dès la fin de l'été en Caroline du Nord, où des silhouettes effrayantes ont été aperçues à la sortie des écoles. Après quoi, un collège de l'Ohio a été fermé à la suite d'une attaque d'augustes, etc. etc. Depuis fin août, on compte des centaines d'appels au 911 et une douzaine d'arrestations. Heureusement, la Maison-Blanche s'est saisie du dossier. En attendant, pour les kids, c'est la double peine, puisque McDo a décidé de limiter les exhibitions publiques de Ronald !

À propos d'actualité funéraire encore, pas un jour sans qu'on enterre la presse écrite sur du papier avec de l'encre ! Eh bien, un quotidien japonais a pris au mot cette prévision : *The Mainichi* a inventé le concept de journal « plantable », truffé de graines. Mettez-le en terre, dites « Amen ! » et vous verrez bientôt cent fleurs s'épanouir ! Remarquez, chez nous, en France, il n'est pas rare que les journaux se plantent, et en beauté…

La mort toujours : nous apprenons que les Pays-Bas, après avoir inventé les tournesols et le niveau de la mer, ont décidé de faire à nouveau parler d'eux en promouvant le suicide assisté pour « *ceux qui estiment avoir assez vécu* ». Nous sommes là bien au-delà de l'euthanasie, puisque le dispositif présenté ne concerne pas les malades incurables, mais les seniors qui jugent que « *leur vie est terminée* ». Je plains le législateur hollandais qui devra définir ce qu'est une vie accomplie… Dans sa lettre d'adieu, Romain Gary avait expliqué son geste par cette phrase : « *Je me suis enfin exprimé entièrement…* » Mais c'est lui qui a tiré…

On le voit, on meurt beaucoup en novembre. Sauf Chuck Berry, qui vient d'entrer dans sa 90e année, et qui ne mourra vraisemblablement jamais. Depuis que Dylan a eu le Nobel, les rockers aussi peuvent bien prétendre à devenir immortels… •

©Rue des Archives/Everett

Un colloque sur l'islamisme empêché par la Mairie de Paris

Par André Senik

Le 19 octobre, le colloque annuel organisé par l'Institut d'histoire sociale (créé par Boris Souvarine) devait avoir lieu, comme presque toujours depuis des années, à la Maison de l'Europe, rue des Francs-Bourgeois, à Paris. La question qui devait y être débattue était : « *L'islamisme conquérant : une nouvelle offensive totalitaire ?* » Parmi les intervenants figuraient Bernard Bruneteau, professeur à l'université Rennes I, Gérard Grunberg, directeur de recherche émérite au CEE de Sciences-Po, et Philippe Raynaud, professeur à l'université Paris-Panthéon-Assas, ainsi que votre aimable serviteur.

Le cadre de la Maison de l'Europe était plus que pertinent puisque les intervenants étaient tous des Européens convaincus, des adversaires résolus des totalitarismes contre lesquels l'Europe s'est construite et des partisans de la démocratie libérale qui est le socle politique de l'Union.

Or, la veille au soir du colloque, les organisateurs sont informés par téléphone qu'ils n'auront pas accès le lendemain matin à la salle de conférence qu'ils ont dûment réservée. Et cela, sans le moindre document écrit. La directrice de la Maison de l'Europe, Catherine Lalumière, bien embarrassée, explique qu'elle a reçu un coup de téléphone de la Mairie de Paris, qui est propriétaire de la Maison de l'Europe, lui enjoignant de ne pas accueillir ce colloque. Le motif ? Une personne « *de confession juive* » venait d'avertir la mairie qu'un des participants au colloque était un militant d'extrême droite et antisémite, ce qui n'était pas acceptable dans l'enceinte de la Maison de l'Europe. Moi qui ne suis pas « *de confession juive* », mais carrément juif, et assez chatouilleux sur la question de l'antisémitisme, je puis attester que l'accusation est totalement fausse. Jean-Gilles Malliarakis – c'est lui qui était visé par le dénonciateur – a certes été d'extrême droite à la même époque qu'Alain Madelin et Patrick Devedjian, mais il est devenu depuis des dizaines d'années un partisan de la démocratie libérale. Il s'agit donc d'un pur délit d'opinion.

La vérité, c'est que la Mairie de Paris fait sa police de la pensée. La seule réunion qu'elle ait cherché à empêcher était une réflexion sur l'islamisme conquérant auquel nous devons faire face. L'ennemi que la Mairie de Paris a vraiment envie de combattre n'est pas l'islamisme conquérant, le fascisme d'aujourd'hui, c'est l'extrême droite d'il y a cinquante ans. Dis-moi qui tu hais... •

© Ranson

LE MOI DE BASILE

PROUST PARK

Par Basile de Koch

De South Park à Gaspard Proust en passant par les pires nanars de l'histoire du ciné, on peut dire que la déconne a fait mon mois. Elle fera bien le vôtre.

MA SÉRIE D'ÉLECTION

Jeudi 29 septembre

Excellents débuts pour la saison 20 de South Park. Apparemment l'actualité présidentielle américaine, gratinée il est vrai, a inspiré les amis Stone et Parker. Aujourd'hui, l'épisode 3 relate à sa façon le premier débat télévisé Clinton-Trump (celui-ci étant représenté, ne me demandez pas pourquoi, par Garrison, personnage récurrent de la série).

Trump-Garrison, donc, estime en fin de compte ne pas être à la hauteur de la tâche. Il décide d'appeler à voter Clinton, et l'annonce solennellement lors du débat. Hélas, de son côté Hillary a longuement préparé ce débat avec ses coaches, et en est ressortie avec un angle d'attaque unique : dénier à son adversaire toute crédibilité.

Ça donne un débat d'anthologie, avec moult variations sur un malentendu à la Beaumarchais, si j'ose :
Trump-Garrison : « *Je ne mérite pas d'être votre président, votez pour Mme Clinton !* »
Hillary : « *Mon adversaire est un menteur, il ne faut pas écouter ce qu'il dit !* »

VALEURS ACTUELLES : LA VIE COMMENCE À 50 ANS

Mercredi 5 octobre

20 h 30, hôtel des Invalides. Je sais, sur le bristol il y avait marqué 19 h, mais pour moi c'est tôt, et puis zut, on n'est quand même pas « en région ». Il y a là le gratin des droites parisiennes, de Guaino à Marine Le Pen en passant par Dupont-Aignan et le trio infernal Zemmour-Buisson-Villiers. Ces trois-là s'amusent à mimer leur fameux « *complot de la Rotonde* » devant un parterre de journalistes de gauche surexcités.

Étonnant comme ces gens-là ne croient pas eux-mêmes ce qu'ils écrivent ! Trente ans qu'ils dénoncent, entre droite et extrême droite, un flirt indécent. Mais quand ils voient dans le même salon des membres du FN et de LR, ils manquent défaillir…

Une bien bonne soirée donc, dont le clou restera à mes yeux cette confidence faite à Élisabeth Lévy et moi par un éditeur en vue : « *De plus en plus de gens*

South Park, saison 20, épisode 3.

© D.R.

viennent me voir en me disant : "Tu sais, en fait, j'ai toujours été de droite, même si je ne pouvais pas trop le dire…" »

Ça devait arriver : au bout de quarante ans, nos amis du Bon-Camp ont fini de manger leur pain blanc. Du coup, les moins honnêtes ou les plus malins posent des jalons vers une reconversion. « *The times they are a-changing !* » commente à peu près Élisabeth, non sans un sourire carnassier. Elle a raison de se réjouir, la patronne : les rats montent sur notre navire, c'est bon signe.

NAZIS SURFEURS CONTRE TOMATES TUEUSES

Lundi 17 octobre

Ce week-end, profitant du mauvais temps, je me suis plongé dans *101 Nanars*, de François Forestier. Vingt ans après la première édition, l'auteur nous propose une mouture revue et augmentée de son anthologie des films navrants – mais – réjouissants, répondant à un critère de choix assez pointu : « *Plus ils sont mauvais, plus ils sont bons.* »

Deux perles rares ont particulièrement retenu mon attention. A priori, *Surf Nazis must die* s'annonce prometteur ; las, après visionnage, force est de reconnaître que l'essentiel tient dans le titre. Une redoutable bande de Brice de Berchtesgaden nostalgiques du IIIe Reich fait régner la terreur sur les rouleaux californiens — jusqu'à être exterminés un à un par une sorte de Mad Max déguisé en Whoopi Goldberg, dont ils ont imprudemment assassiné le fils.

Moins convenue est la morale, déjà post-vegane, de *L'Attaque des tomates tueuses* (1978). Révoltées par les traitements inhumains qui leur sont réservés, les tomates se retournent contre les hommes et les dévorent jusqu'à grossir démesurément. En fin de compte, un agent du FBI déguisé en tomate réussit à infiltrer l'organisation, au point d'être convié à un meeting-barbecue sur la plage. Hélas ! L'inconscient, saucisse à la main, se tourne alors vers la tomate voisine pour lui dire « *Passe-moi le ketchup* », et le voilà grillé !

GASPARD, SALOPARD !

Mercredi 19 octobre

Ce soir, spectacle de Gaspard Proust à la Comédie des Champs-Élysées. Ça m'a coûté 45 € (j'ai gardé le ticket si tu veux), mais ça valait le coup pour voir en vrai cet escogriffe même pas français nous cracher à la gueule – et nous, en redemander…

Ce Proust-là ne respecte rien, et c'est rien de le dire.

Gaspard Proust.

Parfois il est taquin, mais le plus souvent le mec est méchant, limite désagréable ; à certains moments, il vous met même carrément mal à l'aise. Mais bon, si t'aimes pas ça, il te reste toujours Dany Boon.

LES DONS DE BASILE

Vendredi 21 octobre

Étrange courrier dans ma boîte mail aujourd'hui. Jimmy Wales, président de la Wikimedia Foundation, m'écrit :

« *Bonjour Basile,*
Il y a deux ans, vous avez fait un don de 50 €. Nous vous en sommes profondément reconnaissants, et nous avons encore besoin de vous cette année. […]
Si tous les donateurs renouvelaient aujourd'hui leurs dons, notre levée de fonds serait achevée en une heure. »

« *Profondément reconnaissants* », t'as vu ? Aussitôt je me suis senti responsabilisé. Wiki est un outil génial, développé sans but lucratif – et qu'il serait donc crétin de mépriser précisément parce qu'il ne fait pas de pognon !

Non seulement Wikipédia c'est Le Meilleur du Net, mais le site a su se rendre indispensable. L'académicien Marc Fumaroli, peu suspect d'addiction 2.0, en a lui-même témoigné : sans cet instrument, il n'aurait tout simplement pas pu écrire son *Livre des métaphores* (2012).

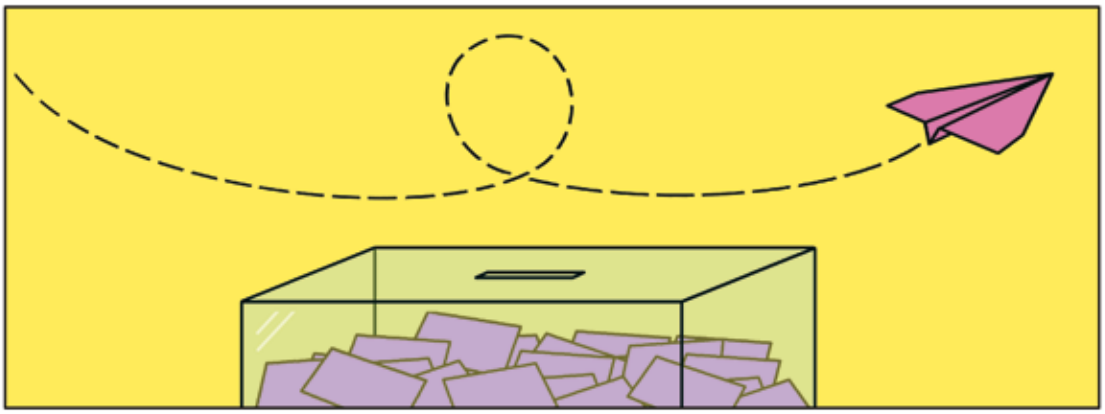
En plus de ça, il faut bien le dire, j'ai été très touché que le président de Wikipédia prenne le temps de m'écrire personnellement. •

© Damien Grenon/Photo12

SANS VOIX

Par Jean-Paul Lilienfeld

Est-il bien raisonnable de laisser un cinéaste déraisonnable commenter chaque mois l'actualité en toute liberté ? Assurément non. *Causeur* a donc décidé de le faire.



Cher droit de vote,

Longtemps j'ai voté de bonne heure. C'était un privilège, un devoir, un hommage à ceux qui s'étaient battus pour que j'aie ce droit. Dès l'ouverture des bureaux, boursouflé de mon pouvoir sur le destin de la France, je déposais mon bulletin dans l'urne.

Longtemps, j'ai fait l'effort, parfois surhumain, de m'informer sur les candidats, sur les projets de loi, de me rendre dans le bureau de vote et même, une fois, de donner procuration à ma femme.

Pourtant, depuis que je vote, jamais la France n'a connu un budget équilibré.
Pourtant, les chômeurs se comptent en millions, le déficit en milliards et la croissance en décimales.
Pourtant, les systèmes de retraite sont conçus comme des pyramides de Ponzi et les budgets étatiques fondés sur des hypothèses de croissance perpétuellement « inatteignables ».
Je sentais bien que ma foi en ce que la politique pouvait faire concrètement pour une population ravagée par le chômage, la précarité, l'insécurité faiblissait.

Mais à chaque élection, je votais finalement « utile », et donc « au moins loin » de mes convictions.

Or cette fois, je crois bien que je vais me lever tard.
« *Va voter sinon, il ne faudra pas venir râler après. Tu n'auras pas d'excuse.* »
Sans blague ? C'est quoi l'excuse de ceux qui votent pour des irresponsables trahissant leurs idéaux et dénaturant les valeurs dont ils se revendiquaient ?
Qui s'est excusé de s'être assis sur mon vote pour le traité européen de 2005 ?
Qui s'est excusé des anaphores hollandesques, trahies mois après mois ?
Qui s'excuse des compromissions tarifées de tous bords avec le Qatar qu'un livre nous révèle ?

Tu crois, cher droit de vote, que je n'ai pas compris que tu me mets au pied du mur en tablant sur le fait que je vais serrer les fesses et avoir trop peur du FN pour « le faire » ?
Mais je te le dis, et je crains qu'on soit nombreux dans mon cas : je ne voterai plus.
Plus pour quelqu'un qui n'a jamais mis les pieds dans une entreprise, un commerce…
Plus pour quelqu'un qui se traîne des casse-

© Soleil

roles que tout le monde fait semblant d'oublier ou qui s'invente une virginité à laquelle tout le monde fait semblant de croire.

À ma droite, **Juppé** et sa condamnation en 2004 pour « *abus de confiance, recel d'abus de biens sociaux et prise illégale d'intérêt* ». Après s'être fait prendre la main dans le sac en 1995 par le *Canard enchaîné* pour s'être attribué un six-pièces au loyer anormalement bas et y avoir de surcroît fait faire environ 300 000 € de travaux aux frais du contribuable.
Il en déménagera après une plainte pour « *prise illégale d'intérêt* » déposée par l'Association des contribuables parisiens fondée par… le jeune Arnaud **Montebourg**. Qui est à ma gauche !

Le chantre du made in France, qu'il aurait aimé imposer jusqu'au casque de scooter de François Hollande. Montebourg, *déclarant d'un air martial en mai 2014* alors qu'il était ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique : « *Je n'entends pas admettre que l'Europe et la France deviennent les colonies numériques des États-Unis* », a justement choisi un prestataire de service états-unien pour héberger sa plateforme arnaud-montebourg-2017.fr : les crédits indiquent le cloud Microsoft Azure. Non mais LOL quoi. « Allô, Arnaud ». Ça me fait le même effet que lorsque je vois manifester les agriculteurs pour que les Français achètent français, alors que le top 3 des tracteurs vendus en France est : John Deere (américain), New Holland (américano-italien) et Class (allemand).

Combat suivant :
À ma droite, François **Fillon**. Unique Premier ministre de la mandature Sarkozy, ayant suffisamment aimé ce poste pour « tuer » Borloo qui allait peut-être prendre sa place, le voilà qui s'invente aujourd'hui une totale virginité du quinquennat sarkozyste ! Ajoutez à cela la fâcheuse manie, révélée par *France-Soir* le 24 février 2014, de se rendre quasiment tous les week-ends dans son manoir de Beaucé en Falcon 7X payé 2 7000 € l'aller-retour par le contribuable et, comment dire….
À la droite de ma droite, Marine **Le Pen**. Jamais suffisamment gênée par le racisme de son père pour s'en désolidariser à l'époque où c'était le ciment des militants FN, gravissant les marches en bon petit soldat au sein de la structure, jusqu'à ce que son talent additionné d'une pointe de népotisme la porte à la tête du mouvement. Marine, danseuse émérite le 23 octobre 2013 au bal des corporations pangermanistes, où valsaient de vrais néonazis et un invité négationniste de renom acclamé par l'assistance. Marine, qui tente de rassurer l'électorat conservateur pour 2017, mais qui n'a jamais rompu avec les Chatillon, Loustau et autres gudards , toujours sur la noble ligne comploto-antisémite de la belle époque, eux.

Mélenchon, j'ai déjà dit tout le bien que j'en pensais dans une chronique précédente, nos deux ex-présidents nous ont déjà démontré la pertinence de l'aphorisme d'Henri Queuille : « *Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent.* »

Henri Queuille, vingt et une fois ministre sous la IIIe et la IVe République, à qui l'on doit également :
« La politique n'est pas l'art de résoudre les problèmes, mais de faire taire ceux qui les posent. »
Très bien. Entends donc mon silence assourdissant, cher droit de vote.

D'ailleurs, pourquoi avoir tant besoin de mon vote ? Pour se sentir légitimes et continuer de décider entre soi comment endetter les générations futures en finançant de manière aberrante des projets inutiles après moult ruineuses commissions Théodule ?

Si voter revient finalement à donner son petit pouvoir de citoyen à une cause que l'on sait perdue d'avance, ne vaut-il pas mieux ne soutenir personne que se donner bonne conscience en votant, même si c'est pour quelqu'un en qui on ne croit pas ?

Je vais donc t'abandonner et non, je ne serai pas responsable de la montée du FN.
Parce que je ne vote pas FN.

La montée du FN vient de la volonté de mettre les problèmes sous le tapis pour ne perdre aucun électeur, permettant aux seuls qui soulèvent le tapis de prétendre que leur aspirateur va faire des miracles.

Je te quitte, cher droit de vote. Furieux que tu ne me laisses que le poujadisme comme dernier recours. Mais il ne fallait pas me casser les urnes. •

© Hannah Assouline

PATRICK BUISSON : « LA VRAIE TRAHISON, C'EST CELLE DE SARKOZY »

Propos recueillis par Daoud Boughezala, Elisabeth Lévy et Gil Mihaely

Dans les affaires où on l'a impliqué, Patrick Buisson clame en bloc son innocence. Le seul crime qu'il confesse volontiers, c'est d'avoir imposé l'identité nationale au cœur du débat politique.

Causeur. **Nous allons nous parler franchement. Comme beaucoup de gens, nous trouvons votre livre passionnant et profond parce qu'il parle de la France et du pouvoir avec beaucoup de culture et d'intelligence, mais il n'en est pas moins le fruit d'une trahison…**

Patrick Buisson. Oui, c'est certain ! Sans la trahison de Sarkozy à mon endroit, ce livre n'existerait pas !

C'est de l'humour ? Vous êtes dépité parce que Nicolas Sarkozy, au moment de l'affaire des enregistrements, vous a congédié sans vous écouter. Alors d'accord, on doit toujours respecter les droits de la défense et il aurait dû vous entendre. Mais de là à prétendre que vous êtes l'offensé, c'est un peu exagéré ! Vous avez enregistré à son insu l'homme que vous étiez supposé servir, et au passage tous ceux qui travaillaient avec lui, comment ne se seraient-ils pas sentis trahis ?

Ce qu'il y a d'étonnant dans cette affaire, c'est que les vieilles méthodes de basse police utilisées pour salir les gêneurs sont toujours aussi efficaces. Ce fichier m'a été volé. Par qui et pourquoi ? Personne ne se pose la question. Le scandale n'est pas là mais dans l'usage que j'aurais pu en faire. Cela s'appelle un procès d'intention. Pour le reste, je n'étais ni fonctionnaire ni élu, mais un prestataire de services. Être à l'écart du chaudron élyséen était pour moi une garantie d'indépendance… et de clairvoyance. C'était à moi de juger des meilleurs moyens d'accomplir ma mission. J'avais une obligation de résultats, pas de moyens. →

Avoir l'influence sans le titre, cela a l'air très noble, mais c'est aussi une façon d'exercer le pouvoir sans en subir les contraintes.
Et sans bénéficier non plus des protections que le pouvoir procure ! Si j'avais été en poste à l'Élysée, ce qu'on a appelé l'affaire des sondages n'aurait jamais existé. En grand serviteur de l'État, Philippe Séguin avait proposé que ce type de dépenses relève d'une liste civile du président de la République non soumise au contrôle de la Cour des comptes. Je n'ai eu connaissance du refus invraisemblable que lui a opposé Sarkozy qu'à travers les pièces de l'instruction. L'eussé-je su à l'époque que j'aurais renoncé sur-le-champ à ma mission. La trahison de Sarkozy à mon endroit est là tout entière : un homme d'État couvre ses collaborateurs, il ne les expose pas pour se protéger et se dédouaner. D'autant que l'article 67 de la Constitution lui assurait l'immunité pour tous les actes accomplis dans l'exercice de sa charge.

Revenons aux enregistrements. À quoi étaient-ils destinés ?
La vérité, c'est que je n'avais pas le choix. Dès la première réunion, Nicolas Sarkozy m'a institué à la fois comme son conseiller stratégique et comme le chroniqueur de son quinquennat. Il voulait prendre la pose pour l'Histoire. Il fallait donc que je resitue à chaque réunion, dans ce cadre-là.

Je demande aux commissaires politiques de réserver leur jugement le temps que la lumière soit faite sur toutes les turpitudes du sarkozysme.

C'est ce que vous avez voulu entendre ! Il n'y a pas eu un ordre de mission…
Sans doute, mais je le comprends dans la seconde même ! Et il ne cesse de m'encourager dans cet emploi. Il me place en face de lui dans le Salon vert, me donne la parole en premier, dans ses réunions, je parle les deux tiers du temps quand tous les autres prennent des notes ou posent leurs téléphones sur la table. Catherine Pégard remplit des carnets de moleskine entiers, à tel point que Sarkozy s'en alarmera au moment où il voudra la virer ! Je suis le seul à ne rien pouvoir noter. Or c'est à moi qu'il incombe, dans les heures qui suivent la réunion, de faire face aux demandes impulsives et compulsives d'un président qui me sollicite à tout propos et à tout moment par téléphone. Je ne pouvais évidemment pas divulguer ce que j'entendais à une tierce personne. Nul n'a donc eu accès aux documents écrits ou sonores que je détenais. Sauf la personne qui me les a volés. Et c'est bien là la seule faute que je suis prêt à admettre.

En ce cas, pourquoi n'avoir pas, vous aussi, posé votre dictaphone sur la table ?
Je ne me suis pas, un seul instant, posé la question. Poser un magnétophone sur une table inhibe toute conversation. Pour que je puisse accomplir ma mission, il fallait que les échanges se déroulent librement, sans paroles contraintes. Y compris avec la violence verbale et la vulgarité dont Sarkozy était coutumier, puisque c'est cela précisément qu'il me fallait désamorcer à travers mes préconisations.

Vous ne le demandez pas parce que vous pensez qu'il refusera de laisser une trace de *« sa violence verbale et de sa vulgarité »* : n'est-ce pas la définition même d'une trahison ?
Vous recourez à un vocabulaire moral qui est proprement impolitique et que vous stigmatisez, par ailleurs, à travers l'usage qu'en fait la bien-pensance de gauche. Croyez-vous que les centaines de pages des verbatim de Mitterrand soient directement sorties de la mémoire de Jacques Attali ? Auquel cas, celle-ci devait être phénoménale. Ne percevez-vous pas comme une légère différence entre le sort qui lui est fait et le traitement qu'on m'inflige ? Cette disparité ne vous trouble-t-elle pas ?

Vous pouvez le répéter, nous ne tomberons pas d'accord. Mais nous ne sommes pas là pour vous juger…
J'ai appris, comme vous aussi il me semble, à me méfier des professeurs de vertu dont la morale ne vaut jamais pour eux mais toujours pour les autres. Mes prédécesseurs à l'Élysée, dont il est de bon goût aujourd'hui de vanter les mérites, ont bénéficié pendant vingt ans, sous Mitterrand puis sous Chirac, des fonds secrets et des valises de billets pour régler tout à la fois les sondages et leurs honoraires. Jean-Marc Lech de l'institut Ipsos en a même fait l'aveu dans un livre, sans être inquiété le moins du monde. Et c'est moi qui ai mis fin à ce système en exigeant d'être payé sur facture qui me retrouve devant un juge ! Il y a de quoi l'avoir saumâtre, non ? En réalité, à travers ces deux pseudo-affaires, on veut me faire payer le péché capital de la transgression : avoir été là où je ne devais pas être et avoir réussi à installer la centralité du thème de l'identité dans le débat politique. Pour ce crime inexpiable et imprescriptible, le châtiment doit être sans limites. Quant à Sarkozy, il a choisi de valider l'interprétation des médias sur l'usage malveillant que j'aurais pu faire de ces enregistrements pour une seule raison : on y entendait Carla Bruni parler argent et contrats. Ce qui reflétait parfaitement l'ordinaire de la conversation du couple.

Mais enfin, vous avez lu Machiavel et vous savez que la politique n'est pas un dîner de gala. Vous ne comprenez pas qu'on pense à une assurance-vie ? Vous n'en rajoutez pas dans la vertu outragée ?

Non, cela me révolte que Sarkozy se jette sur l'interprétation la plus indigne sans même vouloir m'entendre ni même exiger l'explication à laquelle il avait droit. Ce qui aurait dû être la moindre des choses eu égard aux éminents services que je lui avais rendus et qu'il a bien voulu reconnaître dans un discours public, même s'il s'emploie aujourd'hui à essayer de les minimiser. La vraie trahison, c'est celle de Sarkozy à l'égard de son électorat, surtout après son mariage avec Carla Bruni. Or son « *Moi, je ne vous trahirai pas* » avait marqué toute la campagne ! À tous les procureurs et autres commissaires politiques, je demande de réserver leur jugement le temps que la lumière soit faite sur toutes les turpitudes du sarkozysme. Et à vous aussi.

D'accord, mais la Cour des comptes à l'Élysée, le yacht de Bolloré, c'est le début du quinquennat. Pourquoi être resté ?

Effectivement, je me suis posé très vite la question de mon utilité. À vrai dire, j'ai longtemps espéré qu'une « grâce d'État » vienne relayer l'état de grâce des premiers mois, que le président élu prenne en charge le bien commun non pas dans l'oubli de soi – je n'étais pas naïf à ce point –, mais au moins en faisant sienne la notion d'intérêt général. Car ce qui fonde la légitimité du pouvoir, c'est tout autant le suffrage populaire que le service rendu à la collectivité. Au lieu de cela, on a assisté à une sorte de privatisation du pouvoir, le domaine privé l'emportant sans cesse sur les obligations de la charge. Avec un président qui, après avoir daubé sur les « rois fainéants » qui l'avaient précédé à ce poste, s'est mis brusquement à demander qu'on aménage son emploi du temps, relayant auprès de nous les requêtes véhémentes de sa nouvelle épouse qui ne manquait jamais une occa- →

C'est la faute à Buisson !

Par Gil Mihaely

Patrick Buisson fascine et intrigue. Après avoir lu *La Cause du peuple* et l'avoir interviewé pour *Causeur*, j'étais impatient de voir *Patrick Buisson, le mauvais génie*, le documentaire d'Ariane Chemin et Vanessa Schneider, journalistes au *Monde* – coauteurs d'un livre enquête homonyme publié en 2015. Disons-le tout net : ce documentaire est raté.

Les auteurs, éblouies par leur objet, ne voient pas ce qu'elles montrent. Leur fascination pour le personnage est telle qu'elles le transforment en super-héros du Mal, en Dark Vador de la planète France. Du coup, l'histoire qu'elles racontent est plate comme le scénario de *La Guerre des étoiles* : Patrick Buisson, fils d'un membre de l'Action française devenu lui-même nationaliste intégral, a su s'infiltrer dans la droite dite républicaine pour y agir comme un logiciel maléfique dans un ordinateur piraté. Ou comme un trotskiste au PS, c'est selon. Résultat de ce hold-up idéologique du siècle : aujourd'hui on ne parle que d'identité nationale, d'immigration, d'islam, de sécurité et de frontières, comble de l'horreur, on va jusqu'à évoquer Jeanne d'Arc et critiquer l'Union européenne…

Et tout ça, c'est la faute à Buisson ! Il n'y a pas de mondialisation, ni de terrorisme islamiste, ni de territoires perdus. Exit la réalité. Au passage, quid du Brexit, des poussées nationalistes en Pologne et en Hongrie, des succès électoraux de l'AfD en Allemagne ? Ça aussi, c'est la faute à Buisson ?

Mais le plus étonnant dans ce documentaire, c'est la dissonance cognitive des auteurs : leur storytelling sur « *Patrick Buisson, génie de l'entrisme* » est systématiquement contredit par leur propre récit. Elles s'échinent à prouver que Buisson a phagocyté la droite de gouvernement, ses partis, ses médias. Et que voit-on ? Un *consigliere* tellement efficace qu'il commence par parier sur Le Pen avant de miser sur Villiers, et donc gâche vingt ans avant de se rabattre sur Sarkozy, sans qu'on sache vraiment, dans ce dernier binôme, lequel est dupe de l'autre. Pourtant, Patrick Buisson est célébré par la voix off du documentaire comme un manipulateur hors pair…

Et ce n'est pas tout. Ce manipulateur, nous dit-on, a déployé ses talents pour contrôler les médias. Jugez par vous-même : direction de *Minute*, animation d'émissions hebdomadaires à LCI et enfin, tenez-vous bien, le malin stratège, le Français le plus influent depuis le général de Gaulle, s'empare de… la chaîne Histoire sur le câble !

Regardez donc ce film (en replay sur France 3, après sa diffusion le 27 octobre). Vous ne saurez pas grand-chose de plus sur le mystère Buisson, mais vous en apprendrez beaucoup sur la façon dont, en France, on invente l'information. •

Patrick Buisson, le mauvais génie, un documentaire d'Ariane Chemin et Vanessa Schneider.

sion de rappeler que c'est elle que Sarkozy avait épousée et non la France. J'ai cru que je pouvais infléchir le cours de ce processus. Ce fut un péché d'orgueil que je confesse volontiers aujourd'hui. Assez commun, finalement, à tous les conseillers – voyez les cas de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud – qui finissent par surestimer leur emprise.

Et comme vous n'y êtes pas parvenu et que vous vous êtes brouillés, vous vous vengez du mal que vous lui avez fait en dévoilant les coulisses du quinquennat ?

Il n'y a rien dans mon propos qui ne serve à illustrer une analyse exclusivement politique de la présidence Sarkozy. Ce n'est pas de ma faute si celui-ci a pratiqué un indécent mélange des genres qui a fait honte à nombre de ses collaborateurs, même si certains ne le disent pas ou du moins pas encore, attendant sans doute sa disparition de la scène politique pour s'en indigner. Je n'ai rien révélé de scandaleux, rien, en tout cas, de nature à gratuitement lui nuire.

Encore heureux, s'agissant d'un homme qui dit respecter le caractère monarchique de la fonction. Mais vous allez déjà très loin dans le dévoilement. Croyez-vous sauver le deuxième corps du roi en exposant le premier ?

En matière de dévoilement, je devrais dire d'exhibition, qui peut faire pire que Sarkozy ? C'est précisément parce que je crois que, selon la formule de Marcel Gauchet, « *le pouvoir est un concentré de religion à visage politique* » qu'il me fallait montrer en quoi Sarkozy, plus que tout autre avant lui, avait contribué à désacraliser la fonction au point d'en profaner le corps mystique et d'en avilir le corps profane.

De plus, par moments on ne sait plus s'il s'agit de fractures intellectuelles et politiques ou d'inimitiés personnelles. Vos propos concernant l'ancienne première dame sont très violents !

Je n'ai rien contre la personne privée que j'ai côtoyée pendant cinq ans et qui a cru devoir, à certaines périodes, me faire des confidences. Pour ma part, je n'aurais jamais eu l'inélégance de l'assigner en justice pour quelque motif que ce soit. Je ne parle de Mme Bruni-Sarkozy que parce qu'elle a eu un rôle politique et une influence profondément délétère sur celui qui était alors le chef de l'État. Au-delà même des affaires Battesti et Petrella ou des nominations des proches de Mme Bruni dans les médias, celle-ci a souvent fait montre d'un profond mépris de classe à l'égard de la France des « *petits Blancs* ». Ce qui – je tiens à le dire – n'a jamais été le cas de Nicolas Sarkozy. Je ne sais si François Hollande a pu parler en quelque occasion des « *sans-dents* » mais j'ai entendu cent fois Mme Bruni désigner les Français de condition modeste sous le vocable générique de « *ploucs* » ou de « *péquenots* », et stigmatiser leur « *racisme primaire* » et leur refus du métissage.

Et pourtant, vous n'êtes pas uniquement resté son conseiller. Grâce à vous, il a presque gagné les élections de 2012… Si Sarkozy avait été réélu, seriez-vous en face de nous ?

Ce qui est certain, c'est que je serais parti ! Je me suis toujours posé la question du second mandat, qu'il aurait été d'autant plus tenté d'interpréter comme un blanc-seing que ne pouvant plus être candidat à sa propre succession, plus aucun garde-fou n'aurait fonctionné. L'exhibitionnisme aurait tourné à une incontinence du moi dont je n'imaginais que trop bien les conséquences.

Donc, vous vous êtes battu pour une victoire dont vous ne vouliez pas ?

Il y a de cela, j'en conviens, mais que pouvais-je faire d'autre ? L'élection de Hollande me paraissait plus lourde de menaces pour la France et les Français. Devais-je jeter l'éponge ? Déclarer forfait ? C'eut été alors véritablement trahir le président qui m'avait fait confiance. Or, voyez-vous, j'ai été l'un des derniers, sinon le dernier, à me battre pour lui, malgré toutes ses carences, ses insuffisances et ses défaillances, quand tous les autres ou presque l'avaient abandonné.

Quoi qu'il en soit, c'était au printemps 2012 et votre livre paraît à l'automne 2016, à quelques semaines des primaires des Républicains où un certain Nicolas Sarkozy est candidat (et en même temps que celui de Davet et Lhomme)… Difficile, tout de même, de ne pas penser à une vengeance…

Quand je conseille Sarkozy, ce n'est pas bien. Quand je déconseille Sarkozy, ce n'est pas bien non plus. C'est une dialectique commode qui veut que, pour les médias, quoi que je fasse, j'ai toujours tort. Me croira-t-on si je dis que ma réflexion, étayée par une expérience dont on peut m'accorder qu'elle a été marquante, me fait aujourd'hui une obligation de dénoncer à travers Sarkozy et Hollande les frères jumeaux d'une même logique d'abaissement de la fonction présidentielle ? Le narcissisme de l'un, le « bonhommisme » satisfait de l'autre auront eu les mêmes effets pervers. Ce furent des présidents selfies, abîmés, chacun dans un registre différent, dans la toute-puissance et la toute-jouissance du pouvoir. Pour retrouver le respect du peuple, le prochain président devra combiner présence et distance, proximité et verticalité. Et faire montre sinon d'un esprit sacrificiel du moins d'une ascèse de nature à convaincre qu'il est engagé tout entier au service d'une cause qui le dépasse.

Juppé pourrait-il incarner le retour à cette tradition ?

Ce qui fait le succès de Juppé, c'est sa personne, car il ne représente pas les idées auxquelles adhère une majorité de l'électorat de droite. Il donne – peut-être à tort –

Carla Bruni et Fadela Amara, secrétaire d'État à la Ville, assistent à la remise des prix du concours « Les talents des cités », qui récompense des jeunes entrepreneurs issus des quartiers populaires, Paris, 8 novembre 2008.

le sentiment d'être capable de porter l'intérêt général. En résumé, d'avoir le sens de l'État. Cependant, il s'agit peut-être du même malentendu qu'avec Chirac. Oui, peut-être est-ce un homme animé par la conquête du pouvoir plutôt que par la volonté de l'exercer ? En tous cas, en regard de l'indignité des deux derniers titulaires de la charge, il n'a aucun mal à apparaître comme un professeur de maintien. C'est là l'unique raison d'une popularité qui a, par ailleurs, de quoi surprendre. Il aura fallu deux présidences anomiques, chaotiques et atypiques pour rendre Juppé enfin éligible.

Le sarkozysme n'est pas uniquement une psychologie, mais aussi une politique. Dans votre livre, vous critiquez son échec sur l'immigration. À quoi l'attribuez-vous ?

À cette erreur fondatrice qui consiste à reproduire le schéma dominant qui veut que le critère de redistribution de l'argent public ne soit pas la condition mais l'origine : pas le revenu ou l'absence de revenu, mais l'appartenance ethnique. Ce qui revient en somme à remplacer, comme l'a fait la gauche, la question sociale par la question ethno-raciale. Dès 2008, j'ai proposé à Sarkozy de redéployer la politique de la ville en substituant au critère du « quartier » le critère unique de la concentration de la pauvreté calculée à partir du revenu par habitant, de manière à élargir la géographie prioritaire des aides aux zones périurbaines et aux petites villes non éligibles jusque-là à la corne d'abondance de la manne étatique. Cette politique ne relevait en rien de la préférence nationale. Elle initiait en revanche une rupture avec la politique de la préférence immigrée telle que la gauche et la droite l'avaient développée depuis plus de vingt ans. Elle réincorporait la France des gueux et des invisibles, la France des « *natifs au carré* », comme dit Michèle Tribalat, dans le périmètre des bénéficiaires de l'aide publique. Au mépris de toute justice, Sarkozy a préféré reconduire la politique de la ville sous l'impulsion de Fadela Amara et de... Carla Bruni ; les deux s'entendant sur ce point à merveille.

Mais arrêtez de faire porter le chapeau à Carla, c'est vous qui étiez au pouvoir !

Il ne vous a pas échappé, comme vous me le faisiez remarquer au début de notre entretien, que mon influence a très vite rencontré des limites. Adepte du multiculturalisme, l'épouse du président a relayé au sommet de l'État les exigences du lobby « immigrationniste ». Sarkozy est passé à côté d'une grande réforme qui consistait à rompre avec une injustice profonde qui, au regard de la France populaire, frappe d'illégitimité toutes les politiques publiques de redistribution. Aujourd'hui, on le sait, la critique de l'État providence est portée par les nouvelles classes pauvres, qui ont acquis la certitude d'être moins bien traitées en matière d'aides et d'investissements publics que les banlieues sensibles où se concentrent les immigrés. Dans un contexte de réduction de →

© BORIS HORVAT

la dépense publique et d'accélération du processus de mobilité sociale descendante, une société qui se refuse à identifier les intérêts contradictoires ne se donne pas les moyens de procéder à des arbitrages transparents et équitables susceptibles d'être débattus devant tous les Français. Il y avait là une occasion historique pour la droite de s'emparer du totem de la justice sociale, longtemps confisqué par la gauche à son profit. Elle ne l'a pas voulu hier. Pas plus qu'elle ne le veut aujourd'hui si j'en juge par le mutisme de presque tous les candidats à la primaire de la droite sur la question de la redistribution, dont la centralité ne fait aucun doute dans l'électorat populaire et constitue l'humus du vote frontiste.

Pourquoi avez-vous échoué sur l'islam ?

Parce que, de Chirac à Sarkozy en passant par Pasqua, la droite a toujours eu une vision et une pratique néo-coloniales dans lesquelles la religion n'est appréhendée que comme outil de contrôle social. Elles se situent dans l'exact prolongement de la politique des « *bureaux arabes* » mise en place par Bugeaud en Algérie : il s'agit de faire émerger une « élite » valorisée et phagocytée par les pouvoirs publics, à coups non plus de bakchich mais de subvention. Ce qui revient strictement au même. L'islam modéré dont rêve la droite n'est en fait qu'un islam corrompu qui vivrait plus de l'islam que pour l'islam. Je rapporte dans mon livre la conversation entre Sarkozy et Dalil Boubakeur, le recteur de la Mosquée de Paris, au moment de la création du Conseil français du culte musulman : « *Combien, Dalil ? Combien ?* » La droite n'est en aucune manière capable de relever le défi de l'islamisme qui nécessite autant de forces physiques que métaphysiques. Elle s'obstine à vouloir répondre en termes de sécurité, de moyens et d'effectifs à une question qui se pose en termes de civilisation. Quant à la gauche, elle est d'autant moins portée à comprendre, selon la formule de Régis Debray, la fin de la politique comme religion et le retour de la religion comme politique qu'elle a toujours considéré la religion comme une étape dans l'histoire de la conscience humaine et non comme un élément structurant de celle-ci. En outre, toutes les évolutions sociétales impulsées ces dernières années par le camp progressiste ont eu pour effet de favoriser la séparation et la radicalisation de l'islam en France.

De quoi parlez-vous ? De son discours expiatoire ?

Pas du tout. Ce qui me paraît explosif chez beaucoup de musulmans – pas chez tous bien entendu –, c'est la combinaison d'un double sentiment contradictoire : celui de la supériorité de leur civilisation et de l'infériorité de leur puissance. Le mépris que leur inspire la société française, qu'ils jugent à la fois « apostate » et décadente, est pour beaucoup dans leur refus d'intégrer la communauté nationale. Ils se sentent agressés dans leur être de croyant comme dans leur identité la plus profonde par nos lois et par nos mœurs. De la banalisation de l'avortement au mariage gay en passant par la théorie du genre, l'obscénité télévisuelle, l'exaltation du féminisme et la dépréciation de l'autorité masculine. Si bien que nous n'avons plus à partager avec eux ni chose publique – la fameuse *res publica* – ni chose commune. « *On n'habite pas une séparation* », résume fort pertinemment Pierre Manent, qui souligne que le « vivre ensemble » n'est plus qu'un règlement de copropriété a minima.

C'est un peu lapidaire comme conclusion, non ?

Ce qui est lapidaire, c'est de reconnaître à l'islam, comme le fait une certaine gauche, un droit à la différence culturelle et de lui en dénier pratiquement l'exercice au nom de la laïcité ou bien dès lors que cette différence heurte sa conception de la liberté individuelle. On veut bien aimer l'Autre, en somme, mais à condition qu'il renonce à son altérité. Il y a plus grave encore : ce logiciel mental qui lui fait considérer les terroristes islamistes comme étant exclusivement des « *fous* », des « *barbares* », « *des monstres hors humanité* » et en aucun cas comme des terroristes déterminés à nous combattre et sachant pourquoi ils nous combattent. En se refusant d'identifier la menace, on se prive de toute possibilité d'y répondre. L'ennemi est la figure de notre questionnement sur nous-mêmes, notre propre remise en cause personnifiée, En cela, il est indispensable pour savoir qui nous sommes et ce que nous voulons. Il ne s'agit pas de faire l'apologie du terrorisme comme on en a accusé à tort Éric Zemmour, mais de comprendre les mécanismes qui nous ont mis en

© CHRISTOPHE ENA/AP/SIPA

position d'infériorité, voire d'impuissance face aux djihadistes. Je rappelle toujours à ce propos la phrase de Nietzsche : « *Celui qui est prêt à faire le sacrifice de sa vie dispose aussi de la vie d'autrui.* » Notre drame tient à ce que personne ne veut mourir pour défendre le trop-plein de la société de consommation ni pour le vide de toutes les religions séculières dont la modernité a accouché.

Je ne pleure pas sur le passé, je tremble pour l'avenir.

Revenons à votre vision de la France périphérique qui nous semble un peu biaisée. De votre observation de la relégation économique et politique des classes populaires et de leur demande d'autorité et de protection, vous tirez la conclusion qu'elle rejette « le mariage pour tous » et veut revenir à une vision plus traditionnelle, proche des valeurs chrétiennes. Vous voyez midi à votre porte.

Que le peuple soit conservateur, tout comme l'est le suffrage universel, me paraît indéniable. Seuls les agités du global, les pseudo-élites sont des adeptes du mouvement perpétuel. Le « bougisme » est la maladie de Parkinson de la mondialisation. Pour la France de la relégation, le changement est presque toujours synonyme de dégradation ou d'amputation. Le peuple français est, en revanche, viscéralement attaché à ce qui l'a constitué en tant que peuple à travers les âges : une mémoire profonde, un imaginaire historique, la sûreté morale, la confiance collective, le sentiment d'unité et d'estime de soi ou, si l'on préfère, de fierté nationale. La crise identitaire a débuté en France avec la prise de conscience d'une liquidation progressive de tous ces indicateurs du « bonheur national brut », de tous ces éléments pourvoyeurs de satisfaction et de bien-être, de tous ces services qui forment un capital immatériel que l'économie ne sait ni créer ni produire, mais auquel les Français tiennent comme à la prunelle de leurs yeux.

Vous êtes aussi un grand lecteur de Maurras qui pensait que les juifs ne pouvaient pas devenir vraiment français. Cet exemple prouve que sa conception de la nation a vécu. La vôtre qui, antisémitisme mis à part, est assez maurrassienne, n'est-elle pas aussi obsolète ?

Maurras n'est aucunement ma référence privilégiée, contrairement à ce que ressassent les vigiles de la pensée autorisée, je ne le cite qu'une fois dans mon livre et à propos de Ségolène Royal ! En revanche, Péguy, Bernanos et Bloy irriguent ma réflexion. Je pense avec eux que la France n'est ni une abstraction ni une idéologie, mais un assemblage unique au monde fondé sur une fraternité authentique, une fraternité vraie parce que gratuite. Comme eux, je crois qu'il y a toujours eu dans notre histoire des « élites » pour s'accommoder de la disparition de la France et des pauvres pour ne pas en être d'accord. « *Il faut que France, il faut que chrétienté continue* », écrivait Péguy au début du siècle dernier. Par chrétienté, il entendait non pas tant une adhésion confessionnelle que cette amitié supérieure qui lie les Français entre eux et qui a façonné notre sociabilité nationale. C'est ce trésor-là qu'il nous faut maintenant défendre en faisant, suivant le mot d'ordre de Victor Hugo, la « *guerre aux démolisseurs* ».

On peut éprouver une certaine nostalgie du passé, mais on ne peut pas le ramener. Assumez-vous le terme de « réactionnaire », dans la mesure où vous puisez beaucoup de vos références dans la France prérévolutionnaire ?

Je ne pleure pas sur le passé, je tremble pour l'avenir. L'attitude présentiste qui consiste à vouloir éradiquer tout ce qui a existé avant nous et à nous intimer une interdiction quasi religieuse de regarder en arrière est pure folie. Si être réactionnaire, c'est penser que le passé a encore beaucoup de choses à nous apprendre, alors je le suis, et peu me chaut qu'on me traite de la sorte.

Vous voulez rester dans ce que Muray appelait *« le monde biblique »*. Mais Homo festivus est déjà advenu…

Et il disparaîtra à son tour. L'anthropologie dérisoire du matérialisme se croit irréversible alors qu'il y a dans l'homme des permanences qui finissent toujours par resurgir.

Tout de même, vous l'avez aimé, Nicolas Sarkozy ?

Je lui suis reconnaissant d'avoir eu le courage de s'emparer du thème de l'identité alors que tout le monde autour de lui l'incitait à ne pas suivre ma préconisation. Il a fait montre alors d'un courage qui a bousculé le rapport de forces idéologique et mis pour la première fois la pensée conforme sur le « reculoir ». Hélas ! avec Sarkozy les idées ne valent jamais que comme des leviers d'ambition dont on peut changer dès lors qu'on change de stratégie. Je lui en voudrai toujours d'avoir abjuré la grande promesse de 2007 qui était de réinstaurer le peuple français comme sujet politique et acteur souverain de son destin collectif. Le grand timonier aura été un grand timoré, exclusivement préoccupé par l'autocélébration et le jubilé permanent de sa propre personne. •

La Cause du peuple, Patrick Buisson, éditions Perrin, 2016.

NON-ASSISTANCE À POLICE EN DANGER

Par Régis de Castelnau

Manifestation des policiers « contre la haine antiflics », Paris, 24 octobre 2016.

© Simon Guillemin / Hans Lucas

Inversion des rôles : aujourd'hui ce sont les flics qui appellent au secours, exigent qu'on les protège et qu'on leur rende justice.

Il est quand même étrange que le mouvement déclenché dans la police ait pu provoquer cette surprise apeurée. S'il y avait quelque chose de prévisible, c'était bien cette réaction d'exaspération d'un corps soumis à toutes sortes de pressions et qui mesure tous les jours qu'il n'a plus les moyens d'accomplir les missions qu'on exige de lui. Alors, bien évidemment, ce mouvement d'humeur, qui n'est pas le prodrome d'un coup d'État fasciste, soyons sérieux, charrie beaucoup de choses. Tout d'abord il n'est incontestablement pas homogène, même s'il n'y a aucune raison que l'influence du Front national n'y soit pas forte, comme dans le reste du pays où l'on n'est pas loin de voir un Fran-

çais sur trois envisager de lui apporter sa voix. Il y a ensuite ce rapport très français à la police, où chaque couche sociale aspirant à l'hédonisme sécuritaire et comptant sur la police pour le lui assurer, est prompte, quand elle est confrontée à celle-ci, à faire sien le folklore antiflics. Et dans la situation d'aujourd'hui, les fonctionnaires de police vivent de plus en plus mal leurs mises en cause systématiques, et la complaisance avec laquelle la bien-pensance médiatique les relaie. Alors, débarrassons-nous des fantasmes du 6 février 34 et des « no pasaran » de pacotille, et essayons de comprendre ce que raconte cet épisode, et pourquoi, aujourd'hui, l'institution chargée du sale boulot, le corps qui est par définition chargé de se taper le sale boulot, se met à renâcler.

Quelques chiffres difficilement contestables. En 2015, policiers et gendarmes ont eu 1 032 blessés par mois dans leurs rangs. Au premier semestre 2016, 6 753 blessés « en mission ou en service » pour la seule police, soit une augmentation de 14 % par rapport à la même période en 2015. Bien sûr, toutes les blessures ne sont pas de même gravité, mais il est clair que les conditions de travail et d'intervention se sont considérablement dégradées, et que le sentiment de ne pas avoir les moyens d'accomplir leur mission est général. Et quand on parle des moyens, ce ne sont pas seulement les moyens matériels mais aussi ceux que confèrent la légitimité et l'autorité. Sur le front de la « petite délinquance », celle qui pourrit la vie des gens et nourrit le sentiment d'insécurité, mais aussi sur celui de l'intervention dans les « quartiers », les policiers se sentent abandonnés, mais également méprisés. Et de ce point de vue l'actuel pouvoir socialiste est complètement irresponsable.

Quand Edwy Plenel, dont la proximité avec les huiles de la police est notoire, anime une campagne à base d'affiches : « Urgence notre police assassine », le ministre de l'Intérieur, face à l'insulte, reste coi. Lorsqu'un avocat, ami intime du président, poursuit d'une vindicte inlassable de jeunes policiers pour leur faire porter une responsabilité qui n'est pas la leur, n'hésitant pas à vilipender violemment la décision de justice qui a reconnu leur innocence, Mme Taubira, garde des Sceaux, reste muette. Et quand quatre fonctionnaires affectés à une mission de la plus haute importance, qui consistait à surveiller une caméra de surveillance surveillant un carrefour (!), sont l'objet d'une tentative d'assassinat qui laisse deux d'entre eux très grièvement blessés et provoque une émotion considérable, il ne vient pas à l'esprit du président de la République de reporter l'un des rendez-vous journalistiques qu'il affectionne tant pour se rendre à leur chevet à l'hôpital ! Rappelons aussi l'instrumentalisation, par leur commandement, des forces de l'ordre dans la répression des manifestations contre la loi El Khomry, avec l'objectif évident et cynique de déconsidérer le mouvement. Il y a enfin le mur d'incompréhension dressé entre police et justice, dont ni Christiane Taubira ni Bernard Cazeneuve n'ont vraiment mesuré le caractère délétère.

En conséquence, il ne faut pas se demander pourquoi cette poussée de fièvre a lieu mais pourquoi elle n'a pas eu lieu plus tôt. La réponse tient à la concomitance entre ce mouvement et la constatation par un pays effaré de la réalité de l'exercice du pouvoir par François Hollande. Avec la publication de ses confidences à Davet et Lhomme, le sentiment d'un affaiblissement de l'État s'est transformé en certitude. L'autorité et maintenant la légitimité du président de la République mais aussi de tous ses ministres ont définitivement volé en éclats. Et cela, les policiers l'ont brutalement mesuré, assurés du fait qu'il n'était même plus question de rapport de forces, puisque le pouvoir n'en avait aucune. L'épisode risible du communiqué du directeur général venant après l'utilisation par Bernard Cazeneuve du terme « sauvageons » pour les criminels de Viry-Châtillon a fini de le leur démontrer. Jean-Marc Falcone l'a en effet jouée « *jugulaire, jugulaire, silence dans les rangs* » et a annoncé l'ouverture de procédures disciplinaires. C'était précisément ce qu'il fallait faire pour étendre l'incendie à toute la prairie. Et la vieille ficelle des médias amis qui a consisté à hurler au danger fasciste est tombée complètement à plat. Le FN, qui ne doit d'ailleurs pas être le seul, essaie de tirer son épingle du jeu ? Sans blague. Sauf que Marine Le Pen n'a guère à se fatiguer pour préparer 2017.

La seule chose qui empêche que se noue une crise gravissime, c'est la perspective des élections présidentielles de 2017. En attendant, la France donne au monde l'image d'un étonnant foutoir : le terrorisme à l'affût, une police en rébellion, un État qui n'embraye plus, des ministres tout occupés à la succession, une droite engluée dans le piège de sa primaire, Jean-Luc Mélenchon engagé dans une lutte à mort avec ce qui reste du PCF. Autant dire qu'il n'y a plus dans l'avion de pilote, ni d'hôtesse, ni de steward, ni personne vers qui le peuple français puisse se tourner.

À moins que la situation soit plus périlleuse encore et que François Hollande, tel le pilote de la Germanwings, se soit enfermé dans le cockpit.

Fatale erreur, avant de l'envoyer battre Nicolas Sarkozy les Français ont oublié de vérifier s'il avait son brevet de pilote. Où emmène-t-il l'avion ? Personne ne le sait vraiment, mais tout le monde espère que l'on parviendra à ouvrir la porte au mois de mai prochain, et que l'appareil ne sera pas trop abîmé. •

EMBEDDED WITH NDA

Par Olivier Prévôt

Suivre pas à pas le candidat souverainiste Nicolas Dupont-Aignan, en campagne dans les Bouches-du-Rhône, un exercice passionnant, mais épuisant.

Du grand Charles à Seguin et Pasqua, le gaullisme a toujours eu de la gueule – et pas celle du gendre idéal. Nicolas Dupont-Aignan, on l'aurait plutôt vu à la tête d'un parti centriste – promettant de faire de la politique autrement, égrenant devant des caméras complaisantes quelques propositions pour une République numérique et participative, écologique et citoyenne. Pour l'eau tiède, il aurait été parfait. Charmant, plein de repartie. Le Petit journal, Libé, Les Inrocks *auraient adoré. Au lieu de quoi, on le raille volontiers. Paris ne pardonne pas les erreurs de casting.*

Sauf que, sur ce fichu réel qu'on appelle élections, c'est un peu plus compliqué. Bien que coincé entre LR et le FN, non seulement son mouvement ne disparaît pas, mais il progresse (800 000 voix aux dernières régionales). Le mépris n'aura eu raison ni du bonhomme ni de ses quelques amis – militants fidèles qui voient aujourd'hui arriver, non sans inquiétudes, des premiers ralliements. Au culot, et sans autre argument que ma curiosité, je suis allé rencontrer l'homme.

11 h 34, ce vendredi matin. Le train part dans moins de trois minutes. Nicolas Dupont-Aignan arrive sur le quai, à peine essoufflé : costume bleu marine de bonne coupe, chemise blanche et, autour du cou, un large chèche en coton imprimé bleu et blanc. Séduisant, dans le coup. Tout sourire, frais, affable, heureux, il salue son jeune directeur de campagne, pose une main légère, amicale, sur son avant-bras, lance un « *Ça va, Laurent ?* », me découvre au même instant d'un regard sec, mais sans hostilité – *Ah oui, c'est vrai, c'est vous…* – et glisse dans le compartiment.

Vivre vite, c'est ça leur truc à tous, la drogue qui les fait tenir. Au programme : un marathon de vingt-huit heures dans la grande périphérie de Marseille où vont se succéder rencontres, interviews, réunions avec les élus, meetings publics. La vraie vie, quoi.

13 h 00. Laurent Jacobelli m'avait prévenu. Le patron et lui devaient régler quelques problèmes. « *Une demi-heure. Après vous pourrez lui parler.* » J'observe pendant plus d'une heure trente les mille et un SMS, mails, coups de fil, tantôt souriants, tantôt graves, voire agacés. Cette interminable partition où alternent remontrances et encouragements, impatiences et satisfactions. Les « *appelez-le* », les « *dites-lui* » et les « *passez-le moi* ». Ping-pong électronique à travers le pays et qui se joue à dix, quinze contre un. Enfin, Nicolas Dupont-Aignan relève le nez. « *Ça vous dit d'aller grignoter quelque chose ?* »

Au bar du TGV, le candidat à la présidentielle se contente d'une salade et d'une eau minérale. Un inconnu nous adresse un sourire de loin, Dupont-Aignan hoche aimablement la tête. J'aborde les questions traditionnelles : exister pendant la primaire de la droite, ou face au Front national. Imperceptiblement, son corps se resserre, le regard, le geste de la main se font plus précis. Le séducteur veut maintenant convaincre. Sur un ton de confidence, il brocarde la primaire – « *un scrutin qui voudrait en abolir un autre : le premier tour. Mais il y aura des déçus.* » Je comprends qu'on s'apprête à les accueillir. Au risque de froisser les combattants de la première heure. Tout mouvement politique est confronté à cette gageure : retenir les anciens sans décourager les nouveaux.

14 h 40. Nous arrivons à Aix-TGV. Le candidat est accueilli par le maire de Cadolive, village des environs de Gardanne, Serge Perottino. C'est justement une nouvelle recrue de DLF. Et c'est lui qui a organisé ce déplacement, c'est son épreuve du feu. Costume cintré gris clair, la poignée de main franche, ce chef d'entreprise a le regard droit, concentré, le sourire un rien retenu. Au tennis, j'imagine qu'il joue pour gagner. Le contraste avec Nicolas Dupont-Aignan, qui ne →

© CITIZENSIDE/Michel STOUPAK

Nicolas Dupont-Aignan, en campagne pour l'élection présidentielle de 2017, lors du congrès annuel de Debout la France à Paris, 2 octobre 2016.

boude pas son plaisir d'être là, sous ce soleil éclatant, humant la brise, s'arrêtant pour photographier le massif de la Sainte-Victoire, est flagrant.

15 h 10. Nous arrivons à Gardanne, dans une zone d'activités. Militants et responsables nous rejoignent sur le parking. Le patron de France Arrosage, une PME spécialisée dans le négoce de matériel d'irrigation, accueille notre caravane avec chaleur, aisance – pantalon de toile claire, chemise bleu ciel, mocassins, l'homme appartient à cette bourgeoisie entrepreneuriale énergique et cool. Bientôt Roger Meï, le maire communiste de Gardanne, nous rejoint, un dialogue « républicain » est entamé dans le vaste entrepôt où s'amoncellent asperseurs, tuyaux et autres kits faciles-à-poser. Les journalistes de *La Provence* prennent des notes. France 3 n'a pas voulu se déplacer. Nicolas Dupont-Aignan montre qu'il écoute – « *nous voudrions plus de flexibilité, moins de charge* » –, puis reprend son credo économique, libéralisme pour les PME et État stratège, détaille quelques mesures techniques. L'assemblée hoche la tête. Nous repartons au pas de charge visiter l'entreprise suivante, entendre et dire les mêmes choses.

Rencontre avec le général Piquemal à Cadolive, Bouches-du-Rhône, 7 octobre 2016.

17 h 05. Serge Perottino nous conduit dans son fief, le village de Cadolive. Un employé municipal reconnaît de loin le véhicule, déplace les barrières, nous sourit. Tout est simple, fluide, facile. Magie du pouvoir qui explique tant de choses. Sur la place de l'hôtel de ville, le général Christian Piquemal vient, en voisin, saluer Nicolas Dupont-Aignan. Le militaire en retraite, arrêté cet été lors d'une manifestation à Calais contre l'arrivée des migrants et depuis lourdement sanctionné par la hiérarchie, est devenu un héros et un martyr de la droite. Le candidat et le général s'enferment un quart d'heure dans un bureau de la mairie. Une femme à l'élégance discrète attend avec moi dans le hall. C'est Virginie Angevin, élue de Sète, armateur de pêche, qui a fait le voyage spécialement. Avec beaucoup de naturel, d'aisance, une douce autorité, elle justifie son engagement à Debout la France (« *Quand on travaille dans mon secteur d'activité, on ne peut être que contre Bruxelles* »), puis elle évoque ses origines mêlées, juive pied-noir et protestante, qui l'éloignent des extrêmes.

17 h 55. La réunion peut commencer. Huit maires sont présents, dont le charismatique Georges Cristiani, maire sans étiquette de la commune voisine de Mimet et président de l'Association des maires de France dans les Bouches-du-Rhône. De son regard farouche, il me toise un court instant. L'homme exsude l'énergie, une sorte de colère contenue. Les huit maires présents expriment leur désarroi face au durcissement de la loi sur le logement social « *qui leur tombe dessus* ». Paris, toujours Paris. Et puis cette satanée métropole d'Aix-Marseille, monstre administratif récemment créé et qui se confond presque avec le département (elle rassemble l'essentiel de la population). Les paroles fusent, entre accablement et révolte. Le candidat écoute, se présente en élu de terrain, raconte ses propres difficultés. Dans le brouhaha du village gaulois, sa parole s'impose, lentement. La force de Nicolas Dupont-Aignan ne vient ni de son sourire ni de sa bonne tête, mais de sa voix, limpide. Elle se détache des autres, force l'attention. Dès que le candidat se tait, le brouhaha reprend.

19 h 20. Quelques mètres seulement séparent la grande salle de la mairie de celle où nous attend un groupe d'étudiants de Sciences-Po-Aix. Un autre monde. Ces jeunes gens veulent interviewer le candidat de Debout la France. Ils ont été invités par Valentin Rebuffat, un tout jeune homme au visage doux, quasi enfantin, un peu triste dans son costume sombre de responsable « jeunes » à DLF. Face à eux, Nicolas Dupont-Aignan sort le grand jeu. « *Qu'est-ce que la politique pour vous ?* » lui demande-t-on. « *La dernière aventure romantique* », réplique-t-il tout de go, séchant un instant son interlocuteur. Le candidat a quitté son chèche bleu dans le train mais retrouve avec ces jeunes sa flamboyance. Il ne triche pas, j'en suis certain. Il aime ça – séduire, emballer son monde.

Les curieux applaudissent très fort le discours de fermeté sur l'immigration. Et boudent lorsque NDA refuse la préférence nationale.

20 h 00. À peine le temps d'avaler un verre de jus d'orange, et nous traversons la place à grandes enjambées. Quelque 280 personnes se sont massées dans la petite salle des fêtes de Cadolive, et je joue des coudes pour me trouver une place au fond. Drapeaux, grandes affiches, pupitre de Plexiglas, on a bien fait

© Olivier Prévôt

les choses. Nicolas Dupont-Aignan commence son discours. L'assemblée est dominée par les cheveux gris – j'estime au doigt mouillé qu'ils forment une grosse moitié de l'assistance. Mais j'observe aussi quelques jeunes gens. Certains ont l'air de militants, bien mis, de sortie. D'autres non. Ceux-là sont vraiment venus par curiosité, en sortant du travail. J'en repère trois, non loin de moi. Je ne les quitterai pratiquement pas des yeux, observant leurs réactions. Ils applaudissent très fort le discours de fermeté sur l'immigration, sur l'Europe. Et boudent lorsque le candidat refuse la préférence nationale. Mais quand arrive la question des travailleurs détachés, l'enthousiasme les fait se dresser sur leurs jambes. Après le discours, j'irai à leur rencontre. Trois copains, trois « manuels », l'un porte encore un vêtement de travail. Deux votent FN, le troisième était pour Sarkozy. « *Dupont-Aignan nous réunit* », me glisse l'un d'entre eux. C'est presque trop beau – comme un désir de complaire. Mais si c'était vrai, NDA aurait réussi son pari.

21 h 30. Nous quittons Cadolive en trombe. Un cocktail dînatoire nous attend. Une rencontre « *avec des acteurs de la vie économique* » – comprendre des patrons. Autour d'un buffet, une vingtaine de personnes bien mises discutent par groupes de trois ou quatre. Ici un architecte, là un entrepreneur en bâtiment ou le créateur d'un magazine local. Dupont-Aignan a repris sa casquette d'homme à l'écoute des forces vives de la nation. La fatigue commence peut-être à se faire sentir, le visage est peut-être un tout petit peu moins aimable. À deux invités qui lui lancent du « *french-tech ceci, french-tech cela* », le candidat finit par demander, avec cette fausse candeur qui masque, d'ordinaire, son ironie profonde : « *Mais en deux mots, french-tech, ça veut dire quoi ?* » Nos deux apôtres se regardent, mi-consternés, mi-paniqués. Ils bafouillent, s'embrouillent, s'agacent. Finissent par sortir un grossier : « *Vous savez tout de même ce que sont les nouvelles technologies ?* » Dupont-Aignan ignore encore l'art de déplaire et oublie de tourner les talons.

23 h 30. Dans la voiture qui file vers notre hôtel, Serge Perottino se félicite de cette soirée, souligne la qualité de ses invités, et notamment ces gens du magazine local « *qui tire quand même à 20 000 exemplaires* ». Et d'ajouter à qui veut l'entendre : « *Quand je pense que ces journalistes parisiens nous regardent de haut...* »

Samedi matin. Le ciel est d'un bleu mythique, les collines provençales se déploient à l'infini, verdoyantes en cette saison. Nicolas Dupont-Aignan les observe, rêveur. Il doit avoir envie de faire faux bond, d'aller se perdre sur ces sentiers. Il n'en dira rien. Une nouvelle réunion publique nous attend.

9 h 30. Contre toute attente, on se presse devant l'immense salle des fêtes de Mimet. Le sujet peut pourtant paraître austère : le collectif des « *communes carencées* » invite à débattre du logement social. Je ne tarderai pas à le comprendre : dans ces communes semi-rurales qui respirent la douceur de vivre, le rattachement forcé à Marseille, via la création de la métropole, et le durcissement de la loi SRU sont vécus comme une déclaration de guerre du pouvoir central. On veut forcer le vivre ensemble. La population, maires en tête, se cabre, rejette de toutes ses forces pareille perspective. J'interroge les gens au hasard : ils sont indignés. Mais personne ne me dira : on ne veut pas des Arabes, on ne veut pas des trafics, on ne veut pas des cités de Marseille. Dupont-Aignan serre des mains anonymes, embrasse une vieille militante qui lui donne du Nicolas. Il est là, auprès de ces gens. Les journalistes prennent des photos.

Visite d'une entreprise de la commune de Gardanne, 7 octobre 2016.

10 h 00. À la tribune, Georges Cristiani, le maire de Mimet qui n'a pas que la mèche rebelle, est la puissance invitante. Il dénonce méthodiquement la nouvelle loi tout en défendant son bilan de maire, avant de céder la parole à ses invités. Nicolas Dupont-Aignan défend le principe du logement social, et même de la contrainte financière, mais plaide pour que l'État raisonne en termes de flux (nouveaux logements) et non de stock (parc existant). Face à l'indignation, les ténors parisiens, même quand ils justifient d'une expérience d'élus locaux, ne font plus le poids. C'est trop tard. La révolte est plus profonde. Viscérale. Dans la salle, des élus de villes dont j'ignorais le nom s'expriment tour à tour avec une théâtralité toute méridionale. Les propos véhéments sont applaudis de plus en plus chaleureusement. Robert Dagorne, maire d'Éguilles, conclut son intervention par un « *C'est pas la France !* » qui soulève la foule – c'est bien d'identité menacée dont il est question ce jour-là.

Nous quittons cette assemblée furieuse et reprenons le train pour Paris. Au vol. Épuisés, nous échangeons sur ce que nous avons vu, entendu. Nous bavardons aussi de choses et d'autres. J'évoque mon souvenir du Bataclan. Nicolas Dupont-Aignan me glisse : « *Vous voyez, après ça, je comprends mieux Israël.* » Je le tiens, mon scoop. •

© Olivier Prévôt

ADIEU NARCISSE !

Par Hervé Algalarrondo

J'ai voté Hollande et l'ai soutenu avec constance, malgré toutes mes déceptions. Mais ses livres de confidences ont achevé de ruiner ma confiance. Sa candidature n'est pas seulement vouée à l'échec, elle serait indécente.

Longtemps, j'ai défendu François Hollande envers et contre tous. Et toutes ! (Suivez mon regard…) Social-démocrate assumé, je voulais croire que le deuxième président socialiste de la Ve République parviendrait à amener enfin la gauche française à l'âge de raison : n'en déplaise à la doxa, des mesures d'inspiration libérale se révèlent parfois plus efficaces que des mesures d'inspiration étatiste, par exemple dans le cadre de la lutte contre le chômage…

Certes, Hollande a eu du mal à se glisser dans les habits de chef d'État. « *Toi et ton chef de rayon* », me répétait un pote hollandophobe. J'aimais au contraire que le nouveau président ne soit pas une caricature de macho, à l'inverse de ses deux prédécesseurs, Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac, dont le bilan en termes de réformes se résumait à pas grand-chose. Certes, Hollande a très vite été lui aussi un adepte des demi-mesures. Mais j'appréciais que son bras ne tremble pas en matière de politique étrangère, comme il l'a prouvé au Mali ou en Centrafrique. S'il se montrait manœuvrier dans le domaine intérieur, c'était à cause de sa vraie-fausse majorité parlementaire. À l'épreuve du pouvoir et sous la conduite d'un président que je savais subtil derrière une apparence pataude, les yeux des députés socialistes finiraient par se dessiller.

Mais aujourd'hui, je dis stop. Adieu, Hollande ! Trop d'habiletés tuent l'habileté. En cette fin de quinquennat, on découvre que l'hôte de l'Élysée a passé beaucoup de temps à recevoir des journalistes dans l'espoir, probablement, qu'ils sculptent sa statue. Cela donne une avalanche de livres dont on ne retient que des propos de comptoir, sur les juges ou les joueurs de football. On pourra trouver étrange qu'un amour immodéré de la presse choque un journaliste. Mais ce tropisme présidentiel est l'envers d'une lourde infirmité : une incapacité à parler aux citoyens autrement que par le truchement de tiers. « *Moi président* » n'aura jamais réussi à se convertir en président des Français. Et derrière la « *normalité* » affichée se cache un Narcisse impénitent…

Alors oui, il faut procéder à son évacuation. Même le peuple de gauche ne veut plus de lui. À en croire les sondages sur la primaire socialiste, il s'apprête à s'appuyer sur un Arnaud Montebourg pourtant pas franchement convaincant pour sortir Hollande du jeu. Nul doute en revanche que l'intéressé essaiera jusqu'à la dernière minute de se représenter. Depuis toujours, il croit en son étoile. Ne doit-il pas d'abord son élection, en 2012, au goût de Dominique Strauss-Kahn pour les femmes de chambre ? Pareil miracle ne pourrait-il pas se reproduire en 2017 ? Et si l'actuel favori de la présidentielle, Alain Juppé, explosait à son tour en vol, pour une raison ou pour une autre ? Tout ne redeviendrait-il pas possible pour un Hollande dont la principale qualité, comme l'a relevé un jour Laurent Fabius, est l'opiniâtreté ?

Eh bien non, il doit dégager. Devant le rejet dont il est l'objet, sa candidature ne serait pas seulement vouée à l'échec : elle serait indécente. Qu'Hollande ne le comprenne pas ferait douter de sa lucidité. Ce dont a besoin aujourd'hui la gauche, c'est de tourner la page des synthèses bidon. Hollande s'en était fait le spécialiste quand il était premier secrétaire du PS. Il a échoué à en concocter à l'Élysée tant la distance est grande désormais entre les deux gauches : celle qui est prête à affronter le réel et celle qui se réfugie dans le verbe. L'heure est à une clarification dont l'acte I ne peut être que la mise à la retraite anticipée d'un président qui n'en a jamais été un. •

François Hollande en visite sur le site d'ArcelorMittal à Florange, 17 octobre 2016.

© AFP

À L'ORIGINE L'IDÉE DE NATION ÉTAIT DE GAUCHE.

Propos recueillis par
Daoud Boughezala et Élisabeth Lévy

La nation n'est ni une ethnie ni une religion. C'est une adhésion collective à une idée ancrée dans une histoire et un territoire, articulée autour de valeurs et des symboles. Aujourd'hui, notre nation est menacée par le projet politique islamiste. Pour vaincre, il nous faut retrouver la république fière et forte.

***Causeur*. Vous signez avec Yves Lacoste *Géopolitique de la nation France*. Or votre coauteur a publié il y a vingt ans *Vive la nation !* Pourquoi revenir sur la question aujourd'hui, la nation française est-elle en danger ?**

Frédéric Encel. À l'origine du projet, il y avait ma volonté de travailler avec mon maître Yves Lacoste sur le concept de nation. Et lui a tenu à revenir spécifiquement sur la nation française à laquelle il est extrêmement attaché. À l'époque de sa publication, *Vive la nation* n'avait eu que peu ou pas d'écho, car il avait été boycotté par la gauche ! De plus, il y a vingt ans la situation était moins dramatique, le projet politique islamiste n'était pas aussi affirmé et ne paraissait pas

aussi dangereux. Cependant, une partie de la gauche française n'a jamais abandonné l'idée de la nation, et nous voulions évoquer aussi cette gauche, celle d'un Manuel Valls notamment.

Quelle est votre réponse à la question que se posait Renan, qu'est-ce qu'une nation ?
Pour nous, la nation n'est pas une identité, c'est une « *représentation* », conformément au concept géopolitique développé par Yves Lacoste. Concrètement, notre nation ne s'appuie pas sur des caractéristiques ethniques ou religieuses, mais sur une idée collective, une *représentation*, elle-même inscrite dans un socle d'appartenances, de valeurs, dans une géographie, à travers des mots, des symboles. C'est bien ainsi qu'elle a été vécue par les républicains, à Valmy, où, derrière Kellermann, il n'y avait pas que des « Français ». C'est également ainsi que la grande République, la IIIe, celle des Jules, que j'apprécie particulièrement, a pensé la nation. On l'oublie, la nation a été un concept de gauche pendant plusieurs décennies.

Cet universalisme ne finit-il pas par occulter l'existence d'un peuple autochtone, ou de souche, doté de caractères spécifiques ? Ainsi est-il permis d'évoquer et même de célébrer toutes les identités, sauf celles-ci.
Ce n'est pas ce que j'ai dit. Mais je considère que personne n'est en droit, en France, de refuser à quiconque respecte les lois, les mots, les symboles, les mœurs et les valeurs de cette nation d'en faire partie. Cela n'efface évidemment pas la réalité qui est qu'au début du XXe siècle, une grande majorité de Français étaient chrétiens, blancs de peau et de culture gréco-romaine. Simplement, il n'y a pas de quoi en faire une obsession.

Le problème, c'est que parmi ceux qui ne respectent pas *« les lois, les mots, les symboles, les mœurs et les valeurs de notre nation »*, beaucoup sont déjà français. Notre nation est-elle aujourd'hui d'abord confrontée à des ennemis intérieurs ?
La nation et la République sont aujourd'hui menacées par les islamistes. Et dans « islamisme », j'inclus non seulement le *hardcore* violent voire terroriste, mais également l'islamisme « *soft* », celui des salafistes et des Frères musulmans. L'islamisme introduit un double désordre : la violence mais aussi la coercition, le prosélytisme agressif, le refus de l'égalité des hommes et des femmes, l'antisémitisme et le racisme anti-Blanc. Cependant, comme le disait Paul Valéry : « *Deux périls menacent le monde : l'ordre et le désordre.* » Alors, je ne veux pas non plus basculer dans un boulangisme ou pire, dans une forme de fascisme.

Et où voyez-vous ce risque boulangiste ou fasciste ? Chez Marine Le Pen ?
Non. J'ai toujours combattu Jean-Marie Le Pen pour ce qu'il est et ce qu'il restera, à mon avis : un raciste, un antisémite, un pétainiste et un crypto-fasciste. Marine Le Pen en revanche n'a jamais démontré qu'elle adoptait un discours, une geste ou une idéologie fascisante. Je combats ses idées populistes mais elle n'est pas fasciste. On ne stigmatise pas les électeurs du FN, on leur dit : « *La nation n'appartient pas à un parti qui se prétend plus "national" que les autres.* » La nation appartient à tout le monde.

Mais certains citoyens semblent plus égaux que d'autres. Patrick Buisson compare la France d'aujourd'hui à l'Algérie coloniale : dans les deux on donne plus de droits aux derniers arrivés, pieds-noirs ou enfants d'immigrés…
C'est une imposture historique ! En Algérie, entre 1830 et 1962, il y avait une puissance étatique qui entendait contrôler des ressources humaines et économiques considérées comme les siennes. Et aujourd'hui, on ne peut pas sérieusement établir qu'il existe un projet politique d'invasion de musulmans ! Du reste, dans les années 1950-1960, ces derniers sont venus à la demande des patrons français... En revanche, au sein de la seconde génération, une minorité active porte effectivement un vrai projet politique, islamiste.

Cependant, le problème vient aussi de ceux que vous appelez les *« idiots utiles de l'islamisme »*. Comment expliquez-vous cet aveuglement ?
D'abord, il y a sans doute la haine de soi très française des internationalistes qui détestent la frontière et l'idée de nation, et considèrent que la France doit cesser d'être ce qu'elle est. D'autres bataillons d'idiots utiles sont constitués de ces crypto-marxistes qui croient retrouver chez « *les musulmans* » le prolétariat perdu de l'ère industrielle. C'est un mythe de substitution.

Curieusement, vous récusez la thèse de Huntington sur le choc des civilisations, alors qu'elle apparaît aujourd'hui comme furieusement prémonitoire.
Je la trouve indigente : Huntington considère que, puisque les Africains sont noirs, ils constituent une civilisation. Or, à voir la quantité et la violence des conflits, non seulement entre États, entre groupes d'États, et parfois entre tribus et clans, cette idée ne tient pas. Idem pour l'Asie orientale et d'autres zones.

En l'occurrence, au moment où il écrit, il parle surtout du choc entre l'Occident et l'islam ! Et c'est ce que nous vivons dans nos banlieues à peu près tous les jours !
Mais l'islam n'existe pas sur le plan géopolitique ! Il y a 57 États qui se retrouvent dans l'Organisation de la conférence islamique, et qui n'ont jamais noué une seule alliance militaire, ni exprimé la moindre solidarité économique… →

© Hannah Assouline

Et l'Oumma, ça n'existe pas ?
L'Oumma est un principe religieux. Mais qui le respecte au sein des 57 pouvoirs musulmans où chacun jalouse les frontières de son voisin ? À la limite, Daech, mais pas les autres !

L'ensemble occidental non plus n'est pas homogène ! Mais nous n'en vivons pas moins un affrontement permanent entre les valeurs françaises, ou occidentales, et les valeurs islamiques.
D'après l'Institut Montaigne, une forte majorité des gens de culture ou d'origine musulmane en France accordent une importante priorité à la culture française et veulent d'abord être perçus comme des Français, des Européens, des Occidentaux. Pour les islamistes, ce ne sont pas des musulmans mais des *kouffars* vautrés dans nos valeurs « ignobles ». Face à ceux-là, et même contre eux, il existe un projet politique islamiste totalitaire qui a un rapport direct avec l'islam.

Vous admettez cependant que notre problème trouve sa source dans l'immigration massive.
Le problème, c'est la qualité, ce n'est pas la quantité. La France a accueilli, au XXe siècle, des millions de gens jusqu'à un temps relativement récent. Était-ce vraiment une question grave pour le pays ?

Oui, cela a souvent été une source de très grandes tensions. Mais il est certain qu'aujourd'hui, nous peinons beaucoup plus à fabriquer des Français. Est-ce seulement parce qu'il s'agit essentiellement d'une immigration musulmane ?
Non, C'est surtout par manque de volonté et d'autorité républicaine. Or, aujourd'hui, il faut davantage de volonté qu'il y a vingt ans, précisément parce que certains de ces immigrés ou enfants d'immigrés adhèrent à un projet politique délétère et déstructurant. Ce qui n'était pas le cas avec les Yougoslaves, les Italiens, les Polonais, les Espagnols, les Portugais, les Cambodgiens, etc.

Vous avez un peu tendance à confondre nation et République, ce qui déplaît à nos copains cathos….
Je ne les confonds pas : la nation est une idée, la République un cadre et un mode d'exercice du pouvoir. Il est parfaitement exact que la nation est antérieure à la République. Mais en France, c'est l'État qui a créé la nation. Cela commence avec Hugues Capet, mais il faut attendre Jeanne d'Arc et le milieu du XVe siècle pour que les prodromes d'un commencement d'idée de nation voient le jour.

La monarchie absolue a tout de même le projet de jouer le peuple contre les féodalités.
Peut-être, mais cela n'empêche pas Louis XIV d'échanger allègrement telle population francophone contre telle population germanophone pour le bien de sa propre dynastie, et d'expulser un million de protestants qui appartenaient manifestement à la nation. Louis XIV est un casseur ! Il est vrai qu'en 1792, Kellermann crie : « *Vive la nation !* » avant même la proclamation de la République. Reste que depuis Valmy, le peuple français a le plus souvent plébiscité ce régime, qui permet de protéger et de valoriser l'idée de nation. Et je souhaite vivement que ce plébiscite se poursuive.

Face à l'État islamique, il ne peut pas y avoir 65 millions de récits nationaux.

Notre République, parfois tentée par le gouvernement des juges et amollie par l'invocation incessante des droits de l'homme, est-elle à la hauteur des périls ?
Je suis pour une République forte qui assume son droit et son devoir de puissance. En effet, notre faiblesse ne vient pas de la République, mais du fait que nous ne sommes plus assez républicains. Autrement dit, est-ce que le régime républicain ne renonce pas à faire usage d'un certain nombre d'armes et d'instruments – éducatifs, juridiques, policiers, militaires, moraux – qui permettraient de mieux se défendre ? La République française a réussi à vaincre le terrorisme nihiliste et anarchiste dans les années 1880-1910, elle a tenu bon pendant la Première Guerre mondiale, elle a résisté aux tentations fascisantes dans les années 1930, et elle a empêché l'extrême gauche de déstabiliser le pays dans les années 1970-1980. Vous appelez ça un régime faible ?

Malgré tout, face aux séductions de l'islam radical, notre idée de la nation, dans son juridisme abstrait, ne manque-t-elle pas de chaleur ?
Si. J'appelle à un « *réenchantement* » de la nation et de la République face à un romantisme révolutionnaire aujourd'hui porté par les barbares de l'État islamique, après l'avoir été par l'extrême gauche violente, les fascistes et les nihilistes. Mais il est aujourd'hui plus dangereux encore, car il « joue » sur un vide à combler. Face au récit obscurantiste et fanatique qu'il propose, il ne peut pas y avoir 65 millions de récits nationaux. Nous avons besoin d'un récit national et d'un amour de la patrie transmis à tous dès la petite enfance. Sinon, ce sera le clanisme mafieux, le tribalisme religieux, et finalement la guerre civile… •

Frédéric Encel et Yves Lacoste, ***Géopolitique de la nation France***, PUF.

« L'EUROPE REFUSE DE MOURIR POUR RIGA, ET POUTINE LE SAIT ! »

Entretien avec le général sir Richard Shirreff. Propos recueillis par Ana Pouvreau et Mark Porter

Général à la retraite, sir Richard Shirreff a passé toute sa carrière dans les troupes blindées au sein desquelles il a pris part aux guerres du Golfe et d'ex-Yougoslavie. Ex-commandant suprême adjoint des forces alliées en Europe (2011-2014), il vient de publier *2017 War with Russia: An Urgent Warning from Senior Military Command* (Houder and Stoughton, Londres, 2016).

© SGC Edouard Bocquet

***Causeur*. Dans votre roman, la Russie de Poutine, devenue l'adversaire stratégique de l'Occident, se prépare à une collision frontale avec l'Otan. Pour passer de la fiction à la réalité, comment évaluez-vous les intentions géopolitiques de Vladimir Poutine ? Est-il décidé à rétablir les frontières de l'ex-URSS ?**

Sir Richard Shirreff. Je ne pense pas que cela soit son objectif, bien qu'il ait déclaré, à plusieurs reprises, qu'il considérait que l'effondrement de l'Union soviétique constituait pour lui la plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle. Son but principal est de redonner à la Russie son statut de grande puissance, comme le montre de manière flagrante la politique russe menée au Moyen-Orient. Dans les anciennes républiques soviétiques qui constituent leur « étranger proche », les Russes souhaitent rétablir leur domination sur cet espace, ce qui n'est pas la même chose que de rétablir les frontières de l'ex-URSS.

Poutine est-il un personnage aussi dangereux que le président russe que vous décrivez dans votre livre ?
Oui, le danger me paraît réel, car Poutine est un opportuniste sans scrupules. En Crimée et en Syrie, il a saisi l'occasion quand elle s'est présentée. Cela ne veut pas dire qu'il ne réfléchit pas en véritable stratège. Les Russes sont enclins à penser de manière stratégique et à établir des listes de priorités. C'est dans leur ADN, car ils doivent englober, dans leur analyse, à la fois l'Europe occidentale, la mer Noire, l'Asie centrale et l'Extrême-Orient.

De plus, Poutine n'est nullement soumis aux contraintes habituelles qu'impose la démocratie. Il dirige entouré d'une clique de conseillers qui n'osent pas le contredire. Il se serait, dit-on, complètement investi dans la spiritualité orthodoxe et se serait même doté d'un conseiller spirituel. Enfin, il sait être extrêmement persuasif. Porté par sa voix onctueuse, on peut l'écouter pendant des heures. Il est donc en mesure de tirer des ficelles émotionnelles, ce qui fait de lui un sérieux danger.

« Comme première frappe fait partie intégrante de la pensée stratégique russe ! »

Notamment pour ses voisins. Vous étiez commandant suprême adjoint des forces alliées en Europe lorsque Moscou a annexé la Crimée. Comment avez-vous réagi ?
Nous n'étions au courant de rien. Cette opération surprise en Crimée nous a montré que les Russes avaient parfaitement su tirer les leçons de la guerre de Géorgie en 2008, et qu'ils avaient planifié et répété leur scénario « criméen » qui nous a complètement pris de court !

Était-ce un événement décisif ?
Absolument. L'annexion de la Crimée constitue un véritable tournant. Avant, l'Otan considérait la Russie comme un partenaire stratégique important, car nous avions en commun un certain nombre d'intérêts et de défis sécuritaires. En mars 2014, la vitesse et l'efficacité avec lesquelles Poutine a réagi à l'effondrement de sa politique en Ukraine – comme en a témoigné l'éviction de Ianoukovitch – en envahissant la Crimée, puis la partie orientale de l'Ukraine, m'ont montré que la Russie était effectivement devenue un adversaire stratégique.

Un fait semble révélateur de cette montée aux extrêmes : la Russie mène régulièrement des exercices militaires à grande échelle, simulant notamment une invasion des États baltes. Les Russes pourraient-ils occuper ces pays et la partie orientale de la Pologne puis menacer l'Otan de représailles nucléaires ?
Les Russes s'entraînent régulièrement à de tels scénarios – c'est un fait. C'est aussi un fait que la phase finale de ces exercices est toujours effroyable : c'est ce qu'ils appellent « *l'escalade pour la désescalade nucléaire*[1] ». Ce qui revient à dire : « *Nous prenons les territoires qui nous intéressent et si vous protestez, nous vous menacerons avec l'emploi de l'arme nucléaire.* » N'oublions pas que l'emploi de l'arme nucléaire comme première frappe fait partie intégrante de la pensée stratégique russe !

Dans un tel cas de figure, comment réagirait l'Otan ?
En cas d'attaque sur les pays Baltes, en l'absence de forces conventionnelles suffisantes pour arrêter les Russes, l'Otan ne prendrait pas le risque d'une destruction totale de villes européennes au cours d'une guerre nucléaire. Les Russes l'ont bien compris. À leurs yeux, ce serait l'occasion rêvée de détruire l'Alliance atlantique, de remettre la main sur les États baltes et de nous dire : « *Et maintenant, qu'est-ce que vous allez faire ?* » Autrement dit, sans aller jusqu'à envoyer ses chars à Paris, l'armée russe attaquerait l'Europe de l'Est pour briser l'Otan en découplant l'alliance entre les États-Unis et la sécurité européenne. Ce n'est pas un hasard si, en 2015, à la tribune de l'ONU, Poutine a fait l'éloge du système international issu des accords de Yalta (1945), le décrivant comme un modèle de stabilité pour l'humanité. De quoi donner des sueurs froides aux Tchèques ou aux Polonais…

Si la menace russe est aussi importante, on se demande pourquoi l'Otan paraît si faible…
N'exagérons rien. L'Otan est l'alliance la plus prospère que le monde ait connue. Bien que certains aient prédit sa disparition, en 2019 elle aura 70 ans… Mais alors que les défis auxquels elle doit faire face sont immenses, les membres européens de l'Alliance s'acharnent à la sous-financer. Et ce, alors que les Européens restent dépendants des États-Unis pour assurer leur défense. Qui plus est, l'Otan ne dispose pas des bonnes forces au bon endroit. Les pays membres de l'Alliance disposent de 3,5 millions d'hommes et de femmes sous les armes mais leur force de réaction rapide n'en compte actuellement que 13 000 !

Pourtant, en termes de moyens, la puissance de l'Alliance atlantique est sans commune mesure avec celle de la Russie. Le budget de la Défense américain atteint les 596 milliards de dollars, contre seulement 66,4 milliards pour Moscou…
En termes de capacités de défense, l'Otan surpasse la Russie, de même que les États-Unis à eux seuls.

Exercice militaire de soldats de l'Otan à Ustka, en Pologne, sur les bords de la mer Baltique, 16 juin 2016.

Néanmoins, les Russes peuvent concentrer leurs forces sur une zone géographique limitée, comme les pays Baltes. Et malgré ses moyens, si elle ne dispose pas d'effectifs militaires dans cette zone, l'Otan ne pourra rien faire !

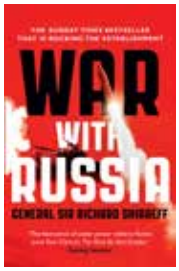
Ce scénario est-il vraiment plausible ?
Oui, et les pays Baltes ont de bonnes raisons d'y croire : ces dernières années, on a observé un niveau sans activité militaire russe dans leur espace aérien ni à leurs frontières, avec notamment des vols d'intimidation. Juste après l'annexion de la Crimée, on a assisté à la création de trois divisions russes d'infanterie motorisées dans l'ouest de la Russie. Pour la Russie, les États baltes représentent plus que jamais une zone tampon.

L'Otan en a-t-elle tiré les conséquences ?
Lors du sommet de l'Otan à Varsovie en juillet 2016, il a été annoncé que quatre bataillons (allemand, britannique, canadien et américain) seraient envoyés dans l'Est de la Pologne ainsi que dans les trois pays Baltes. Ces initiatives vont dans le bon sens mais ne constituent pas une défense crédible. Mais ce n'est pas uniquement une question de quantité. La réflexion stratégique, la doctrine, la planification, l'entraînement et la puissance de feu sont également importants.

À ce propos, tous les membres de l'Alliance ne partagent pas forcément vos analyses. Par exemple, la France sous-estime-t-elle la menace russe ?
Selon un récent article du *Times*, il existe trois groupes de nations au sein de l'Otan. Le premier compte les pays Baltes, la Pologne, et j'y inclurais aussi le Royaume-Uni, la Norvège, le Danemark, le Canada, les États-Unis et l'Allemagne. Ces pays-là ont correctement évalué la menace, cherchent à y répondre et se préparent à le faire. Un deuxième groupe, celui des nations du Sud, se soucie avant tout de la crise des réfugiés.

Enfin, un dernier groupe de nations espère que le problème russe disparaîtra de lui-même. J'y mettrais la France. Paris a bien envoyé des avions dans les pays Baltes mais son armée est accaparée par la menace djihadiste qui peut durer indéfiniment.

Nous sommes à la veille des élections américaines. L'éventuelle victoire de Donald Trump, qui semble proche du Kremlin, bouleverserait-elle la donne atlantique ?
Quoi qu'il arrive, l'armée américaine sera au service de celui ou de celle qui sera élu président et sera donc commandant en chef des forces armées. Mais Trump pose un problème, à cause de ses déclarations qui affaiblissent l'engagement des États-Unis à venir à l'aide d'un allié attaqué. De telles sorties sapent la crédibilité de l'Otan, ce qui est dangereux. Son élection serait donc pain bénit pour Moscou. •



2017 War with Russia: An Urgent Warning from Senior Military Command, Richard Shirreff, Houder and Stoughton, Londres, 2016.

1. Elbridge Colby, « Russia's Evolving Nuclear Doctrine and its Implications », note de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), 12 janvier 2016.

© KAY NIETFELD

OBAMA : BONS BAISERS DE MOSSOUL

Par Luc Rosenzweig

© BULENT KILIC

L'incroyable mise en scène de la Maison-Blanche autour de la bataille de Mossoul est spectaculaire mais mensongère, car Daesh survivra à sa défaite en Irak. En revanche, c'est un enjeu stratégique pour Barack Obama, bien décidé à finir son mandat en beauté.

Déploiement des forces irakiennes à Qayyarah, sur le front sud de la bataille de Mossoul, 22 octobre 2016.

La mise en scène est de grande classe, digne d'une superproduction hollywoodienne. Nous n'en sommes, au moment où nous écrivons ces lignes, qu'à la bande-annonce, mais la bataille de Mossoul, à l'issue de laquelle les forces du Bien devraient écraser celles du Mal, retranchées dans la deuxième ville d'Irak depuis plus de deux ans, promet un spectacle exceptionnel, qui hissera son principal interprète, le président des États-Unis, Barack Obama, au rang de star planétaire juste avant qu'il ne quitte la Maison-Blanche. Tel est, en tout cas, l'objectif d'une opération de communication d'ampleur inégalée orchestrée par Washington à la veille de l'assaut final sur Mossoul.

Le premier président noir de la plus grande puissance planétaire pourra alors quitter les avant-postes de la scène politique mondiale sous les acclamations, après avoir défait les barbares de Daesh dans le lieu même où il avait subi, durant l'été 2014, la pire humiliation. Ses alliés du gouvernement de Bagdad, dont les troupes étaient formées, conseillées et encadrées par des militaires US, avaient détalé comme des lapins, abandonnant à quelques milliers de djihadistes de Daesh une ville de deux millions d'habitants et sa région, la province de Ninive. Ces derniers s'emparaient alors de l'armement lourd (chars, canons, munitions de toute nature), du trésor estimé à 200 millions de dollars entreposés dans la succursale de Mossoul de la banque nationale d'Irak. Dans les mois et les années qui suivent, Daesh ponctionne à son profit l'essentiel des richesses des territoires conquis, qui alimentent des trafics de toute nature : le pétrole, abondant dans la région, qui transite par camions-citernes vers la Turquie alors complice, le coton, les antiquités, et même les salaires des fonctionnaires toujours versés par le gouvernement de Bagdad. Les membres des minorités non sunnites (chrétiens, yézidis) sont sommés soit de se convertir, soit de payer un lourd tribut, et sont massacrés ou réduits en esclavage s'ils résistent.

Ces ressources permettent l'expansion de Daesh vers la Syrie, et l'existence d'un proto-État avec une base territoriale, préfiguration d'un califat mondial, objectif ultime du djihad, modèle sunnite.

Cela signifie-t-il que la chute de Mossoul serait aujourd'hui le Waterloo de Daesh et de son chef Abu Bakr al-Baghdadi, provoquant inéluctablement la déroute générale de l'organisation terroriste la plus effrayante et efficace de l'histoire contemporaine ? La plupart des experts militaires et géopolitiques sérieux en doutent fortement, quelle que soit leur sensibilité politique. Mossoul, vache à lait de Daesh, c'est quasiment terminé depuis que les Turcs de Recep Tayyip Erdogan, pour des raisons de politique intérieure, ont cessé de fermer les yeux sur les trafics du califat et donné la priorité à la lutte contre les Kurdes de Syrie, alliés étroits du PKK, les séparatistes kurdes de Turquie. →

Excentrée par rapport au cœur de l'État islamique, situé dans la région de Rakka, dans l'est de la Syrie, Mossoul exige, pour être défendue, la préservation de longues routes d'approvisionnement, mobilisant de nombreux combattants. Au nord, à l'est, et au sud, l'expansion du territoire des djihadistes est bloquée par ses ennemis mortels, les Kurdes de la région autonome d'Erbil, les chiites au pouvoir à Bagdad, qui ont « nettoyé » les bastions sunnites de Daesh de Falloujah et de Samara proches de la capitale, et maintenant les Turcs qui se soucient du devenir de l'importante communauté turkmène (Turcs ethniques de nationalité irakienne), dont le nombre est estimé à 450 000 dans la province de Ninive.

La bataille de Mossoul n'est donc pas considérée, d'un point de vue djihadiste, comme la « mère de toutes les batailles », selon l'expression de Saddam Hussein en janvier 1991, lors de la première guerre du Golfe, mais comme un épisode, désagréable certes, mais loin d'être décisif dans sa lutte contre « les juifs et les croisés ». Les « martyrs » de Mossoul engendreront alors encore plus de haine des susdits, donc plus de vocations à rejoindre leur combat. On fera en sorte, en prenant les civils comme boucliers humains, qu'ils soient le plus nombreux possibles.

Pour Barack Obama, en revanche, cette victoire annoncée doit être l'apothéose de son double mandat : après avoir éliminé physiquement le diable d'hier, Oussama Ben Laden, il aurait porté le coup fatal aux démons d'aujourd'hui. Il lui faut donc faire passer des vessies pour des lanternes, et une péripétie dans un conflit qui est loin d'être fini pour une page glorieuse de l'histoire des États-Unis.

Alors, on ne lésine pas sur les moyens, et le *storytelling* bat son plein, orchestré par Ben Rhodes, le « conseiller en communication stratégique de la Maison-Blanche, qualifié par le *New York Times* de gourou de Barak Obama pour la politique étrangère. Il porte le titre ronflant de « conseiller du président pour la communication stratégique », avec comme seule qualification sa fréquentation durant quelque temps de cours de *creative writing* à l'université de New York (NYU). N'ayant pas reçu le succès escompté dans le monde des lettres, il atterrit dans un bureau sans fenêtres du sous-sol de la Maison-Blanche où il écrit le roman de la présidence Obama. Il veut faire du chapitre « bataille de Mossoul » le point d'orgue de sa narration, à la manière d'un Horace Vernet, ce peintre pompier qui illustra pour les générations futures la *Prise de la smala d'Abd el-Kader par le duc d'Aumale le 16 mai 1843*. Les correspondants de guerre de la planète entière sont invités dans les campements des « bons » : les forces spéciales du régime de Bagdad, l'état-major des peshmerga kurdes, sanglés dans leurs uniformes impeccables. Le casting des interlocuteurs de ces hommes et femmes au gilet à poches et au chèche roulé autour du cou est minutieusement choisi, du général au deuxième classe. De braves gars prêts à se sacrifier pour libérer leur pays et le reste du monde de la peste djihadiste. Un tour de zapping sur les chaînes mondiales d'information nous les rend bientôt familiers, on finit par les appeler par leur prénom, vu qu'ils passent en boucle dans tous les JT et en toutes les langues. Le décor est choisi pour faire de belles images : de l'angoissante plaine de Ninive sèche et désolée jusqu'au tunnel prétendument conquis par les bons, où les mauvais se terraient comme des rats pour éviter le feu du ciel, on donne au téléspectateur ébaubi un lot d'émotions qui rappellent aux plus anciens celles éprouvées il y a bien longtemps, lors de la sortie en salle de *Lawrence d'Arabie*. En catégorie « littérature », cela donne des morceaux de bravoure, comme celui rédigé par l'envoyée spéciale du *Monde* dans cette antichambre de l'enfer, dont on ne résiste pas à citer un extrait, le reste étant à l'avenant : « *Assis sur un bout d'escalier, le regard dans le vague, le sergent Haider Fakhri, grand gaillard de 36 ans et moustache taillée, comme tous ses camarades, a le blues. Il montre les photos de ses trois enfants. "On ne s'appelle pas beaucoup, juste trois-quatre fois par jour. C'est difficile d'être loin d'eux, de les savoir angoissés pour moi", dit-il.*

La Maison-Blanche fournit le scénario, les journalistes embedded le mettent en scène.

Certaines familles n'arrivent pas à s'y faire. Le jeune Abbas, 24 ans, doit composer avec les pressions quotidiennes de sa femme et de ses parents : ils voudraient qu'il quitte l'unité. Mais rares sont les membres de cette division d'élite qui renoncent. Ils disent être prêts à mourir pour la patrie et, fatalistes, s'en remettent à Dieu. Au fond, c'est dans le cocon de l'unité qu'ils se sentent le mieux. Il leur manque même lorsqu'ils rentrent chez eux en permission ou entre deux batailles. » La guerre *embedded* avec le gentil sous-off au cœur partagé entre sa famille et ses camarades de section, c'est beau comme l'antique ! Il faut pourtant un œil exercé pour apercevoir, sur les images aimablement fournies par les services de Ben Rhodes, les drapeaux à l'effigie de l'imam Hussein, le premier des martyrs chiites, hissés sur les chars de l'armée, ce qui indique l'orientation religieuse de la majorité des forces spéciales engagées sur le front de Mossoul. Avec comme état d'esprit celui des hommes de Simon de Montfort engagés dans la croisade contre les albigeois : « *Tuez les tous, Dieu reconnaîtra les siens !* » Lorsque ce moment sera venu, dans quelques semaines, dans quelques mois, les sunlights du *Barack Obama ultimate show* auront été éteints, et les valeureux journalistes renvoyés dans leurs foyers. •

KURDISTAN, L'OBSESSION TURQUE

Par Stéphane Breton

La Turquie multiplie les offensives contre les Kurdes de Syrie, qui pourtant sont les pires ennemis de Daesh. L'Occident ne peut pas laisser faire.

Pendant que la terre entière a les yeux tournés vers Mossoul, les Turcs, outrés de n'avoir pas été conviés aux opérations, se rabattent discrètement sur un autre front, au nord de la Syrie, près d'Alep, dans le but de frapper les Kurdes. C'est ainsi que l'opération de Mossoul, censée accélérer la chute de l'État islamique en Irak, sert à présent de paravent aux ambitions néo-ottomanes des Turcs en Syrie.

Comment se fait-il que la Turquie, membre de l'Otan et alliée des États-Unis, s'en prenne ainsi, dans l'ignorance générale, aux Kurdes de Syrie, qui depuis plusieurs années sont les seuls à affronter efficacement l'État islamique ? Cela pourrait-il rendre plus lointaine la défaite de Daech ?

Il faut rappeler qu'entre 1920 et 1923, après la défaite de l'Empire ottoman allié de l'Allemagne, les Turcs kémalistes se sont battus contre les Occidentaux pour conserver l'unité de leur pays et transformer le traité de Sèvres en traité de Lausanne, où fut abandonnée l'idée d'un État kurde. Réduire les minorités chrétiennes (arméniennes, grecques pontiques et assyriennes) et subjuguer les Kurdes, tel était leur programme.

La Turquie, en butte à l'insurrection des Kurdes (lesquels constituent à peu près 20 % de la population turque) et redoutant que le Kurdistan syrien ne serve de base arrière aux menées de la guérilla, considère que la question de l'unité nationale prime sur toute autre considération. L'État islamique – qu'elle n'a jamais vu d'un mauvais œil – ne lui est pas inutile pour contrer ses ennemis jurés.

Le Moyen-Orient connaît donc une situation paradoxale. D'un côté, les Kurdes de Syrie, appuyés par la coalition internationale, réduisent progressivement l'État islamique, tandis que de l'autre, la Turquie joue un jeu complexe – faisant mine d'affronter l'État islamique, soutenant d'autres factions djihadistes contre le régime de Bachar el-Assad, s'opposant aux Russes puis faisant cause commune avec eux, vilipendant les Américains tout en monnayant leur accord pour avoir les mains libres contre les Kurdes. Arracher des concessions aux États-Unis en leur faisant craindre qu'elle ne s'allie à la Russie, telle est l'habile stratégie turque. Cet été, la ville syrienne de Manbij est tombée. Avec l'appui des États-Unis, les Kurdes en ont chassé les islamistes. Cette victoire leur aurait permis d'aller jusqu'à Al-Bab et de trancher ainsi la veine jugulaire reliant la Turquie à Rakka, capitale syrienne de l'État islamique. C'est le moment qu'a choisi la Turquie pour entrer en Syrie, dans le seul but d'empêcher l'avancée des Kurdes et la réunion de leurs deux cantons séparés par l'Euphrate, celui d'Afrin et celui de Kobané, ce qui aurait eu pour conséquence – inacceptable aux yeux d'Ankara – que la frontière turque avec la Syrie aurait été aux mains des Kurdes.

Aujourd'hui, soutenant plus que jamais les rebelles djihadistes, pointant le nez près d'Alep, l'armée turque s'est mise à pilonner directement les Kurdes. Le président turc Erdogan rappelait récemment que Mossoul et Alep appartenaient autrefois à l'Empire ottoman. Pour les Kurdes, l'heure est grave. Pour les islamistes, l'instant paraît propice. Pour la Syrie, le chaos s'approfondit. Et pour nous, l'effondrement de l'État islamique en Syrie s'éloigne-t-il ? •

BREXIT
APOCALYPSE NO !

Par Sami Biasoni

© JACK TAYLOR

Quatre mois après le référendum du 23 juin, la catastrophe annoncée par la plupart des experts en cas de sortie de l'Union se fait attendre. Les sondeurs n'ont pas le monopole de l'erreur…

Tout au long de la campagne référendaire britannique, nombreuses étaient les Cassandre à vaticiner une apocalypse inéluctable dans l'hypothèse où un improbable Brexit surviendrait. Mais ce funeste 23 juin, nullement effrayé par les ombres des Charybde et Scylla prophétisées par les tenants du statu quo, le peuple en décida autrement. Avec 51,9 % des voix exprimées, la rupture fut actée ; les sondeurs, les journalistes, les affairistes, la classe politique, l'intelligentsia européiste outre-Manche se sont trompés. Le Royaume-Uni devra quitter l'Union européenne et assumer de facto une insularité pleinement retrouvée.

Les économistes experts étaient pourtant unanimes : il n'y aurait de rupture avec l'Europe autrement que dans le sang, la sueur et les larmes. Dans les faits, au-delà de l'ajustement « technique » de la livre sterling, les marchés financiers n'ont que subrepticement tressailli, et sous Tower Bridge coule toujours paisiblement la Tamise.

Nécrologie d'un grand cadavre à la renverse

Peu de temps après le scrutin, les masques sont tombés. De nombreuses personnalités ont évoqué leurs regrets d'avoir pris part à l'expression d'un vote contestataire jugé à tort sans conséquence ; Nigel Farage et Boris Johnson – principaux fers-de-lance de la campagne – se sont tous deux dédouanés de la responsabilité de l'application du Brexit, et les principaux arguments de campagne (réinjection du budget dédié à l'UE dans la protection sociale et limitation de l'immigration intracommunautaire) se sont avérés fallacieux ou difficilement réalisables.

Les marchés l'ont vite compris : la citadelle Brexit repose sur des fondations fragiles. Ainsi la dissension sourd-elle parmi les tories comme au sein du Labour, à l'aube d'un processus de négociation qui s'annonce lourd (plusieurs dizaines de traités économiques bilatéraux sont concernés), périlleux (en raison de l'impréparation du gouvernement et des administrations) et laborieux (l'OCDE estime à 2023 l'horizon de mise en œuvre de l'autonomisation complète et aboutie du Royaume-Uni). Excepté le cas anecdotique du Groenland en 1985, l'UE, qui n'a cessé de se développer depuis sa création, n'a jamais connu de réel cas d'involution. Le caractère inédit de la décision britannique rend sa concrétude éminemment difficile à appréhender.

Perseverare autem diabolicum

La socio-démographie du scrutin le montre clairement : comme ailleurs sur le continent, les européistes sont majoritairement jeunes, éduqués, urbains et cosmopolites. En somme, ils sont à l'image des milieux d'affaires et de leurs segments de clientèle privilégiés. Cette consanguinité a eu pour effet d'induire un biais analytique fondamental, celui d'une représentation erronée relative à la perception des anticipations attendues de la part des agents économiques tiers, abusivement assimilés à des pairs. Ces derniers, très

Sami Biasoni est banquier d'investissement, professeur chargé de cours à l'ESSEC et doctorant en philosophie à l'ENS.

Le Premier ministre britannique Theresa May rencontre Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, lors de son premier Conseil européen, 21 octobre 2016.

majoritairement mondialistes et libre-échangistes, portent collectivement l'idéal d'un capitalisme libéral expurgé de toute forme de protectionnisme national, un modèle en vertu duquel un pays qui s'isolerait sur le plan de ses échanges économiques serait une hérésie de l'Histoire.

Britain Stronger in Europe, British Influence, European Movement UK : nombre de groupes d'influence anti-Brexit ont été soutenus par les milieux d'affaires. En plus de traduire trivialement une volonté de défense d'intérêts corporatistes, ces engagements révèlent un autre biais à l'œuvre : celui de la croyance en un mécanisme d'autoréalisation prophétique. En maintenant à des niveaux « standard » certains paramètres de marché qui auraient dû diverger en cas d'anticipation de Brexit, les acteurs concernés ont, peu ou prou, consciemment ou non, visé à véhiculer le message d'un scrutin sans enjeu, gagné d'avance. Plusieurs mois plus tard, ce mécanisme opère toujours au sujet des conditions d'activation de l'article 50 du traité de Lisbonne, et des négociations de modus operandi subséquentes.

De l'évitement tautologique au thatchérisme paradoxal

Bien qu'elle eût été très tôt consciente de l'ampleur du défi dont elle a la charge, Theresa May a, tout au long des mois passés, cultivé une rhétorique du flou quant aux modalités de mise en œuvre du divorce entre son pays et l'UE, se contentant d'arguer que « *Brexit means Brexit* ». Cette incantation tautologique serinée comme une antienne a longtemps résumé à elle seule toutes les errances du pouvoir en place.

Plus récemment, en rupture avec la circonspection des mois précédents, le Premier ministre britannique a fait état de sa volonté nouvelle de négocier un accord visant à garantir à la fois l'arrêt de l'immigration de travail en provenance du continent et le libre-accès de son pays au marché économique européen, en contradiction avec les exigences de réciprocité du traité en vigueur. Autrement dit, à sa procrastination initiale, Theresa May a substitué une stratégie d'esbrouffe thatchérienne tout aussi hasardeuse.

Le bal des pompiers pyromanes

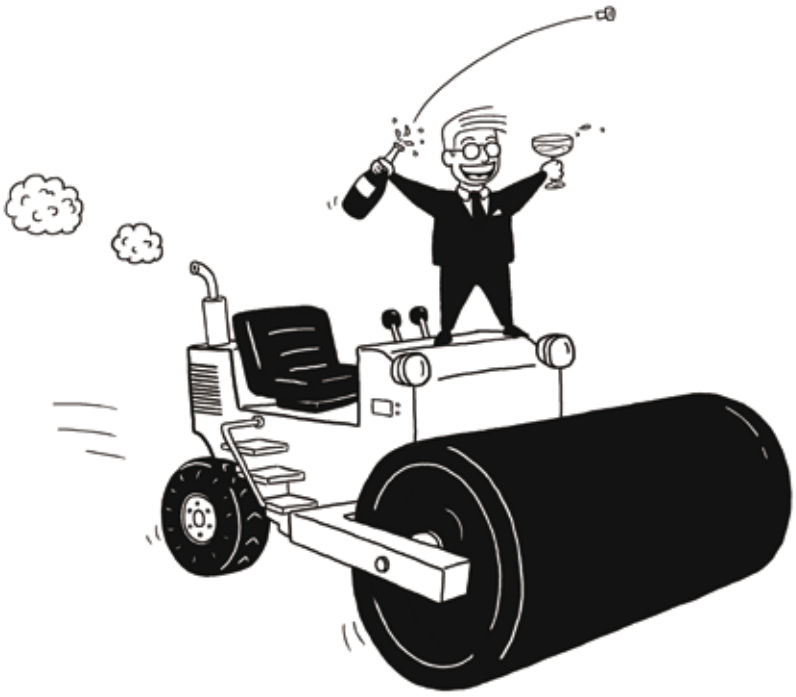
Au creux de l'été, soucieuse de se prémunir contre toute forme d'évolution conjoncturelle défavorable, et conformément aux dogmes de mise sous perfusion prophylactique appliqués à l'envi par la Fed et la BCE, la Banque d'Angleterre a massivement soutenu l'économie du pays en abaissant ses taux directeurs, en opérant un nouvel assouplissement quantitatif et en organisant un plan de soutien aux établissements bancaires du pays. Bien que les effets marginaux de telles politiques monétaires « non conventionnelles » paraissent chaque fois moins probants, ces dernières n'en restent pas moins efficientes, à court terme, par le soutien réel qu'elles apportent aux agents économiques des marchés concernés, et à plus long terme par la promesse sans cesse renouvelée que la barre sera tenue, quelle que soit l'intensité des tempêtes qui se profileraient.

Et les écueils sont légion dans une Europe qui accumule les dissentiments et se fracture chaque jour un peu plus, confrontée au triple défi de la crise des dettes souveraines, de sa construction institutionnelle et de l'afflux migratoire. Que ses dirigeants exigent du Royaume-Uni un retrait précipité et franc, voilà qui – au-delà de l'avertissement implicite adressé à d'autres velléités d'affranchissement – sonne comme un dérisoire baroud d'honneur, signe d'un rapport de force moins déséquilibré qu'il n'y paraîtrait de prime abord.

Car peut-être que quitter en rat un navire branlant à la dérive est en définitive mieux que de sombrer héroïquement en tentant vainement de le manœuvrer. •

LES VRAIES COULISSES DE BRUXELLES

Par Jean-Luc Gréau



Le scandale du pantouflage de l'ex-commissaire à la concurrence Neelie Kroes chez Uber et celui de Barroso chez Goldman Sachs illustrent la consanguinité extrême entre milieux d'affaires et institutions européennes. Un jour, il faudra bien demander des comptes aux commissaires.

« *Quand je serai grand, je serai commissaire européen. Dites-le à vos enfants, il n'y a rien de mieux. On vit confortablement ; on est très grassement payé. On n'est pas élu mais choisi. Et après, on peut dire ou faire n'importe quoi, aucun compte à rendre.* » L'insupportable Éric Zemmour continue son travail de démolition des autorités qui nous gouvernent avec une gourmandise qui ne peut qu'aggraver son cas pendable[1].

Pour une fois, cependant, il reste en deçà de la vérité. Son propos n'incrimine que l'irresponsabilité ordinaire de commissaires idéologues ou incompétents. Or l'affaire Neelie Kroes, qui s'est étalée à la une des médias le 22 septembre dernier, met au jour un tout autre scandale. Il apparaît que la dame Kroes, qui a exercé deux mandats successifs entre 2004 et 2014, d'abord au titre de commissaire à la concurrence, ensuite à celui de commissaire au numérique, était aussi, entre 2000 et 2009, à la tête d'une société située dans un paradis fiscal des Bahamas. Il s'agit, en termes moraux et juridiques, d'un conflit d'intérêts, d'autant plus sérieux qu'il touche une personnalité dotée d'un immense pouvoir de décision. Dès lors, il est impératif d'examiner les activités de Dame Kroes durant ses fonctions bruxelloises.

Neelie Kroes, syndic de liquidation d'Arcelor

Dame Kroes a ouvert la voie à la liquidation du plus grand acteur sidérurgique européen, la société

© Soleil

Arcelor qui regroupait des entités françaises, espagnoles, belges et luxembourgeoises. Elle était issue du groupe Usinor Sacilor, nationalisé en 1982, puis modernisé les années suivantes à grand renfort de subventions de l'État français et de plans sociaux (les deux tiers des effectifs avaient été supprimés). Vingt ans plus tard, le groupe Arcelor faisait figure de fleuron de la sidérurgie européenne et mondiale. Spécialisé dans les aciers spéciaux, les plus rentables, il était classé parmi les plus performants, aux côtés du coréen Posco ou du japonais Nippon Steel.

Or, dans le monde néolibéral, l'efficacité, suscitant l'appétit des traders, peut s'avérer plus dangereuse que la médiocrité. La famille Mittal, placée à la tête d'une entreprise de ferraille indienne basée à Londres, guignait Arcelor. Elle lança son raid en 2006, en s'appuyant sur un emprunt massif contracté auparavant. C'est quasiment une règle : le raider table sur le transfert de sa dette sur l'entreprise rachetée à la force du poignet. Mais cette razzia qui ne s'avoue pas comme telle est soumise à l'approbation préalable des autorités de la concurrence. Neelie Kroes eut alors l'occasion de nous donner une saisissante illustration de ce que les traités européens qualifient de « *concurrence loyale et non faussée* ». Elle autorisa le raid. Mieux encore, elle humilia Dominique de Villepin, le Premier ministre français qui tentait de mettre sur pied une opération de défense d'Arcelor. « *Dominique de Villepin défend un canard boiteux.* » Comme si un canard boiteux pouvait faire l'objet d'un raid des plus coûteux, par la prime considérable consentie aux anciens actionnaires et par la charge de l'emprunt préalable au rachat. Les canards boiteux ne se rachètent pas à la Bourse, mais au tribunal de commerce, Mme Kroes !

Que reste-t-il aujourd'hui d'Arcelor, en France, en Espagne, en Belgique et au Luxembourg ?

Mario Monti, syndic de liquidation de Pechiney

Mais Neelie Kroes avait mis ses pas dans ceux de Mario Monti, son prédécesseur, qui avait eu à statuer sur le sort de Pechiney. Que de similitudes entre Pechiney et Arcelor ! Pechiney aussi avait été nationalisé, renfloué et restructuré dans les années 1980, sous la houlette de Georges Besse, l'une de futures victimes d'Action directe. Pechiney aussi faisait figure de fleuron dans le domaine de l'aluminium. Le groupe français était même considéré comme le plus productif, disposant du procédé d'électrolyse le plus économique.

C'est précisément après que Jean-Pierre Rodier, son président, eut l'imprudence de révéler au public, et surtout à ses actionnaires, que ses ingénieurs venaient de mettre au point ce procédé, que le grand rival canadien Alcan déclencha son raid. Un raid lui aussi financé par un emprunt préalable d'autant plus nécessaire que *l'entreprise canadienne était en perte et subventionnée par le gouvernement d'Ottawa* ! L'incongruité de la situation ne fit pas obstacle au feu vert du commissaire à la concurrence Mario Monti. Exit Pechiney, racheté paradoxalement par un canard boiteux du Canada. Désormais, l'aéronautique française, grosse consommatrice d'aluminium, s'approvisionne à l'étranger.

La décision de Neelie Kroes, regardant Alcan, était un scandale pour l'esprit. Celle de Mario Monti, un scandale tout court. Dès la fin de son mandat à Bruxelles, le professeur Monti rejoignit, à titre de conseiller, la banque Goldman Sachs qui avait monté le raid et son financement. Éric Zemmour doit comprendre que la fonction de commissaire est grassement payée, mais moins toutefois que ces prébendes auxquelles accèdent les titulaires qui ont bien mérité du marché mondial et de la prospérité des banques d'affaires.

José Manuel Barroso, de Pol Pot à Goldman Sachs, en passant par Bruxelles

Et que dire du camarade Barroso, qui vient lui aussi de rejoindre la banque emblématique de la mondialisation pour l'aider à gérer le Brexit [sic] ? Sa trajectoire défie l'imagination. Étudiant à la Sorbonne, il militait pour les Khmers rouges. Recyclé dans la politique politicienne à l'âge adulte, il parvint à la présidence du Conseil du Portugal alors que celui-ci venait d'intégrer la zone euro. Son grand fait d'armes fut alors d'organiser le sommet des Açores, où il reçut George Bush le fils, Tony Blair, Silvio Berlusconi pour la programmation du débarquement en Irak. Porté ensuite dix années durant à la tête de la Commission européenne, avant d'atterrir, plus tard, chez Goldman Sachs – pour services rendus comme Mario Monti ? –, il eut à gérer les faillites de la zone euro, dont celle de son propre pays accablé par la monnaie unique. Aux côtés du patron de la BCE Mario Draghi, lui-même ancien de Goldman Sachs. Au moins, entre soi, on se comprend.

Les comportements douteux des Kroes, Monti et Barroso ne sont que des symptômes d'un mal plus profond. Les commissaires européens sont avant tout des agents de la mondialisation américaine. Ils souffrent d'une corruption intellectuelle que leur éventuelle corruption financière ne fait que souligner. Leur militantisme en faveur de la mondialisation est la vraie face cachée de l'Europe bruxelloise.

Hubert Védrine appelle à rebattre les cartes de la construction européenne et à cesser la fuite en avant qui tient lieu de stratégie au système. Il espère encore un remaniement positif de l'Europe enlisée. On aimerait savoir si, dans la nouvelle Europe dont il rêve, il y aura encore une commission qui n'est jamais responsable ni coupable. En attendant, Éric Zemmour pourrait nous dire que, si l'Europe va mal, ses serviteurs vont bien, Dieu merci. •

1. *Un quinquennat pour rien*, Albin Michel, 2016.

L'ESPRIT DE L'ESCALIER

Par Alain Finkielkraut

Chaque dimanche, à midi, sur les ondes de RCJ, la Radio de la Communauté juive, Alain Finkielkraut commente, face à Élisabeth Lévy, l'actualité de la semaine. Un rythme qui permet, dit-il, de *«s'arracher au magma ou au flux des humeurs»*. Vous retrouverez ses réflexions chaque mois dans *Causeur*.

ZEMMOUR DANS *CAUSEUR*

9 octobre

Lorsque j'ai découvert la première page de *Causeur*, avec une photographie flatteuse d'Éric Zemmour ornée de ce titre tendrement humoristique : « *Zemmour le Gaulois* », j'ai eu un pincement au cœur. Par amitié pour Élisabeth Lévy, je suis un collaborateur régulier de *Causeur*. Tous les mois paraissent, réécrites, retravaillées, quelques-unes de mes interventions hebdomadaires sur RCJ. Aussi mon nom est-il maintenant associé à ce magazine.

Même si je m'agace parfois de voir *Causeur* prendre le contre-pied systématique de ce que nous appelons lui et moi le « *politiquement correct* » car, comme me l'a dit Paul Thibaud : « *La contre-connerie peut être une autre forme de connerie* », j'assume ce lien. Je trouve que *Causeur* fait un travail courageux et même salutaire, j'y lis des articles et des entretiens passionnants, et je suis plus que jamais déterminé, en ces temps de terrorisme intellectuel, à ne pas montrer patte blanche. Mais je constate aussi que les obsédés du « *pas d'amalgame* » adorent amalgamer leurs adversaires. Ainsi mon nom est-il accolé désormais à celui d'Éric Zemmour. Dans les cercles toujours plus étendus de la vigilance, Finkielkraut-Zemmour, ça se dit désormais en un seul mot. Nous sommes une hydre à deux têtes. Et c'est injuste pour l'une comme pour l'autre. J'aime que Zemmour n'ait pas froid aux yeux. Je tire souvent profit de ses analyses. Mais nous divergeons sur quelques points essentiels et je n'ai pas plus envie d'assumer toutes ses positions que lui les miennes. Or, avec ce titre et avec cette couverture promotionnels, me voici embarqué.

Lisant ensuite l'entretien, j'ai constaté qu'il démentait au moins partiellement la couverture. *Causeur* ne sert pas la soupe à l'auteur du *Suicide français* et d'*Un quinquennat pour rien*. Daoud Boughezala, Élisabeth Lévy et

Causeur n° 39, octobre 2016.

© Hannah Assouline

Éric Zemmour à la rédaction de *Causeur*, octobre 2016.

Gil Mihaely le critiquent parfois durement, lui font des objections fortes et – grief principal qui court tout au long de l'interview – lui reprochent de figer les choses en essentialisant l'islam.
Et puis il y a cet incroyable échange :

« Votre calife qui vous inquiète tant se trouve à des milliers de kilomètres, et ici, il ne parvient guère qu'à endoctriner quelques esprits faibles.

— Quelle condescendance ! Moi, je prends l'islam au sérieux, je ne le méprise pas, je ne pense pas que les djihadistes sont des abrutis ou des fous. Au sommet, il y a des théologiens qui appliquent exactement leur idéologie coranique et légitiment tous leurs actes par des sourates ou des actes du prophète. Et je respecte des gens prêts à mourir pour ce en quoi ils croient, ce dont nous ne sommes plus capables. »

Pour cette dernière phrase, des associations antiracistes ont décidé de porter plainte, et le parquet a ouvert une enquête. Ainsi le même Zemmour que l'on cloue au pilori pour islamophobie est accusé de faire l'apologie de l'islamisme radical. Cette démarche est grotesque et inquiétante. On ne peut attendre que le pire d'une justice conduite en état d'ivresse. Sortons donc de la salle d'audience où Zemmour n'a rien à faire et revenons avec lui sur le forum. S'il s'était contenté d'affirmer que l'indignation et son cortège d'adjectifs sonores : « *abject* », « *immonde* », « *odieux* », « *répugnant* », « *intolérable* » ne suffisent pas, qu'il faut, pour connaître l'ennemi, le prendre au sérieux, je dirais qu'il a raison, j'applaudirais même. Mais, poussé par son aversion pour le prêchi-prêcha, Zemmour va beaucoup plus loin : il respecte des gens prêts à mourir pour ce en quoi ils croient. Dommage que ce critique du moralisme n'ait pas lu *L'Antéchrist* de Nietzsche : « *Les martyrs ont nui à la vérité. Comment ! Une cause peut gagner en valeur si quelqu'un lui sacrifie sa vie ! Mais le sang est le plus mauvais témoin de la vérité ; le sang empoisonne la doctrine la plus pure et la transforme en folie et en haine des cœurs. Qu'on ne se laisse point égarer : les grands esprits sont des sceptiques. L'indépendance, la liberté vis-à-vis de toute espèce de conviction, le fait de savoir regarder librement, font partie de la force.* » J'ajoute que les djihadistes ne sont pas des martyrs comme les autres. Ils transforment leur corps en arme de destruction : leur mort sert à tuer ceux qui ne veulent pas mourir. →

© Hannah Assouline

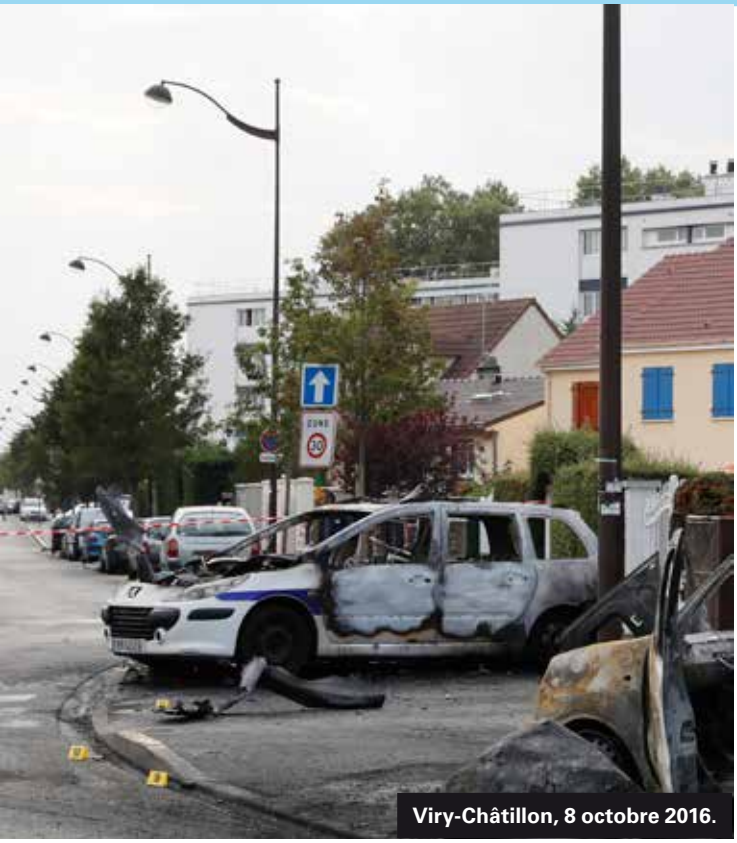
On peut certes s'inquiéter, en période de grand péril, du prosaïsme et de la pusillanimité de nos sociétés libérales fondées sur le droit fondamental et inaliénable à la vie. Mais est-ce une raison pour admirer, sans discrimination, l'aptitude au sacrifice de soi ? Écoutons cette fois Levinas : « *L'exaltation du sacrifice pour le sacrifice, de la foi pour la foi, de l'énergie pour l'énergie, de la fidélité pour la fidélité, de l'ardeur pour la chaleur qu'elle procure : voilà l'origine permanente de l'hitlérisme.* » Il y a des causes et il y a des cas qui méritent que l'on mette sa vie en jeu. Mais ce que nous interdit le XXe siècle, c'est de valoriser cette mise en jeu en elle-même et pour elle-même. Zemmour cependant reste impavide : aux journalistes de *Causeur* qui lui demandent s'il respecte des gens qui roulent en camion sur des enfants, qui tuent des journalistes parce qu'ils ont représenté son prophète, il répond sans sourciller : « *Pardon de vous chagriner, mais l'histoire, c'est ainsi : des innocents meurent parce qu'ils sont dans le mauvais camp ou au mauvais endroit au mauvais moment, et oui, quand des gens agissent parce qu'ils pensent que leurs morts le leur demandent, il y a quelque chose de respectable et en même temps de criminel et de mauvais, c'est ainsi, les humains sont complexes.* » Voilà, je crois, la clé de la pensée zemmourienne. À la différence des enfants de chœur qui peuplent les salles de rédaction, il sait que l'histoire est sanglante. Alors que jadis, comme le rappelle Foucault, les philosophes vous aidaient à supporter votre propre mort, il est philosophe en ceci qu'il rend virilement raison de la mort des autres. Et croyant résister à la sensiblerie, il ne bascule pas seulement dans l'insensibilité, il dit des choses vraiment déraisonnables.

Mais au moins sait-il que nous sommes en guerre. Dans la même semaine où Zemmour parlait avec *Causeur*, Michel Serres, invité du festival *Le Monde*, faisait cette étonnante déclaration : « *Quelle est la dernière des causes qui fait des morts dans le monde ? La dernière des causes du tableau, c'est "guerres, violences, terrorisme". La dernière. C'est-à-dire qu'en 2015, 17 Américains sont morts pour cause de terrorisme dans le monde, 400 000 pour cause de tabac, un million sont morts pour cause d'accidents de voiture, 50 000 sont morts à cause d'homicides liés au port d'armes. Par conséquent, la chance qu'un Américain, en 2015, soit mort par cause de terrorisme était des millions de fois inférieure à celle d'un fumeur, c'est-à-dire que les fabricants de cigarettes sont un million de fois plus dangereux que Daech. Imprimez ce tableau, mettez-le devant votre lit. Il y a un autre tableau qui montre que le nombre d'attentats et le nombre de victimes depuis dix ans ne cesse de baisser, et on a l'impression inverse.* » Le public a réagi par une standing ovation à ce déluge de chiffres. Ainsi Zemmour est vilipendé et Serres est acclamé. Qu'y a-t-il de pire cependant ? Respecter l'ennemi ou le frapper d'insignifiance ? J'ai du mal à choisir.

LA FRONDE DES POLICIERS ET LE DÉSARROI DES PROFESSEURS

23 octobre

L'hyper-violence s'incruste en France. Dans les quartiers et les cités qu'on s'obstine à appeler « *sensibles* », il y a de plus en plus d'attaques contre les policiers, mais aussi contre les professeurs. Et pour prendre la mesure de ce qui nous arrive, il faut envisager conjointement les deux phénomènes. Le désarroi silencieux des professeurs ne doit pas être occulté par la colère bruyante des policiers (dont on peut regretter, par ailleurs, qu'ils soient désormais habillés, quand ils ne sont pas en tenue, comme les voyous qui les harcèlent). En l'espace de quelques jours, la proviseure du lycée de Tremblay, en Seine-Saint-Denis, a été frappée devant la grille de son établissement. Elle était sortie pour raisonner des « jeunes » qui se livraient à des actes de dégradation et de violence. À Argenteuil, un enseignant qui ramenait sa classe de CE2 d'un cours de sport a été roué de coups par deux jeunes hommes qui, le voyant réprimander une élève, sont sortis de leur voiture et l'ont traité de raciste avant de le jeter à terre. Un élève de terminale du lycée de Colomiers en Haute-Garonne s'est jeté sur sa professeure d'éducation physique coupable d'avoir voulu l'empêcher de sortir du lycée par un passage interdit aux élèves. À Saint-Denis, un élève de seconde professionnelle, arrivé en retard, s'en est pris à la proviseure et à son adjointe parce que celles-ci le rappelaient à l'ordre. À Calais, un élève de terminale d'un lycée professionnel a cassé la mâchoire et plusieurs dents de son professeur lors d'une altercation survenue pendant le cours d'électricité. À Bordeaux, toujours dans un lycée professionnel, un élève a cassé la figure de son enseignant, parce que celui-ci avait refusé d'approfondir un débat sur le régime politique de son pays d'origine, le Maroc, et que, confronté à son énervement, il l'avait menacé d'avertir ses parents. Cette accumulation aurait dû provoquer un véri-


Viry-Châtillon, 8 octobre 2016.

© THOMAS SAMSON

table branle-bas de combat. Les candidats à la primaire de la droite auraient dû s'exprimer d'une seule voix, le chef de l'État aurait dû faire une allocution télévisée, la presse aurait dû se poser la question : « *Qu'est-ce qui se passe ?* » et tâcher sérieusement d'y répondre. Rien de tout cela n'a eu lieu. La sociologie, cette grande imperturbable, a continué de renverser les rôles de l'agresseur et de l'agressé. Ainsi apprenait-on dans *Le Monde* que c'était « *l'échec du système scolaire à s'adapter à son nouveau public qui était source de violence* ». Et la campagne électorale a continué comme si de rien n'était. Ni la classe politique ni la classe médiatique ne sont à la hauteur de l'événement, c'est-à-dire de la guerre déclarée à la République française et dont le djihad n'est que la modalité la plus spectaculaire. Les policiers et les professeurs sont visés en tant que représentants d'un État honni, et ce ne sont pas des délinquants qui les attaquent, ce sont des ennemis. Entre ces ennemis, d'ailleurs, l'émulation règne : les attentats terroristes ont levé les dernières inhibitions des émeutiers et fait monter d'un cran la violence. Quand Jean-Pierre Chevènement a qualifié de sauvageons les voyous des cités, il a été accusé par toute la presse de gauche de déshumaniser les nouveaux pauvres. Aujourd'hui, quand Bernard Cazeneuve récidive en parlant des agresseurs de Viry-Châtillon, les policiers se sentent légitimement offensés par l'utilisation d'un mot si doux, si clément, si mal assorti aux barbares qui mettent leurs vies en danger.

Je ne connais pas de précédent à cette guerre contre l'État républicain. Ce que je sais seulement, c'est que l'État doit vouloir se défendre et que la nation doit être derrière son État. Or nous sommes loin du compte. Il règne en France un étrange climat d'insidieuse accoutumance à l'inacceptable. Révélatrice à cet égard est la lettre ouverte de Régis Debray à François Hollande. Dans le livre dont tout le monde parle, *Un président ne devrait pas dire ça…*, le chef de l'État a cru devoir affirmer que les élites intellectuelles n'étaient pas très passionnées par l'idée de la France : « *Ou alors c'est une espèce de culture nostalgique à la Régis Debray, sur le thème : "la France a disparu".* » Debray répond à François Hollande qu'il fait deux fois erreur. Sa nostalgie n'est pas regret mais projet. Elle ne porte pas le deuil, elle nourrit l'espérance. Et il s'appuie sur Péguy : « *Une révolution est un reculement de tradition : l'appel d'une tradition moins parfaite à une tradition plus parfaite.* » Lui prêter, en outre, l'idée que la France disparaît quand elle se métamorphose est une sottise et même une calomnie.

Ce mot de métamorphose est tout à fait extraordinaire. Il montre que nous avons changé d'époque. Les projets ne sont plus à l'ordre du jour, le progrès a vécu. Mais la haine du passéisme demeure. Pas question d'apparaître comme rétrograde : en l'absence d'une destination claire et d'une finalité heureuse, on se rabat sur les flux, sur le mouvement, sur le changement en tant que tel. Tout fluctue, tout évolue, rien ne meurt : le monde est en état de transformation perpétuelle. Avec le concept de métamorphose, le progressisme s'éclipse et le nihilisme installe son règne. Mais j'exagère peut-être. Nous ne sommes pas entrés complètement dans l'ère du « tout est égal ». Une valeur au moins reste vivante. Pourquoi le très lucide Régis Debray lui-même refuse-t-il d'envisager que la comparaison entre hier et aujourd'hui puisse tourner en faveur d'hier ? Parce que pèserait alors sur lui le soupçon de racisme. En disant « *c'était mieux avant* », il donnerait le sentiment de pleurer « *ce peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne* » qu'était encore la France au temps du général de Gaulle. Sous peine d'indignité, l'antiracisme proscrit ce regret et nous ordonne d'aimer, quel qu'en soit le prix, la métamorphose. •

© JOEL SAGET

La radio publique est à tout le monde

FRANCE INTER AUX FRANÇAIS !

50
Ma France Inter à moi
Élisabeth Lévy

56
Gilles-William Goldnadel
Sur France Inter, le pluralisme va de la gauche à l'extrême gauche
Propos recueillis par Élisabeth Lévy

59
France Inter, c'était mieux avant !
Luc Rosenzweig

60
Une journée en Inter
Ingrid Riocreux

64
Le rappel au dogme
Olivier Prévôt

66
Peut-on rire avec Charline ?
Marc Cohen

67
Une radio de gauche ? Chouette alors !
Jérôme Leroy

68
Écoutez la bienséance
Patrick Mandon

MA FRANCE INTER À MOI

Par Élisabeth Lévy

L'entrée de la Maison de la radio, Paris.

Les journalistes, les animateurs et les humoristes de France Inter ont bien sûr le droit d'avoir des opinions politiques. Qu'ils partagent trop souvent les mêmes est déjà un problème. Qu'ils traquent avec rage et constance les opinions déviantes est un déni de service public.

Il existe à Paris un monde enchanté. Une petite planète ronde appelée France Inter et préservée des fracas du monde ou, en tout cas, de l'un de ses plus déplorables, la « droitisation » de la France. La vie y est simple, il y a des gentils et des méchants. On les reconnaît facilement. Les gentils lisent Mediapart, les méchants *Valeurs actuelles*[1]. Les gentils sont Mariage pour tous, les méchants Manifs pour tous. (Faites gaffe, c'est le même sigle, mais les gentils portent des cuirs, les méchants des lodens, les temps changent.) Les gentils rigolent avec Charline, les méchants avec Bigard. Les gentils préparent l'avenir. Les méchants rêvent du passé. Les gentils aiment l'Autre, les méchants aiment les frontières – j'ai l'air de blaguer, mais j'ai vraiment entendu une journaliste d'Inter parler, comme s'il s'agissait d'une catégorie homologuée, de « *la France qui n'aime pas l'Autre* ». Et je crois bien que j'étais dedans.

Il y a longtemps, presque tout le monde, à l'extérieur, pensait la même chose que les habitants de la planète ronde. Et puis, tout est allé de travers, mais la planète ronde, tel un village gaulois, si on me permet cette comparaison hardie, a résisté et elle est devenue le quartier général des gentils (disons l'un des quartiers généraux). Leur mission : rééduquer les méchants. Ou, si ça s'avère impossible, se payer tellement leur tête qu'au moins, ils iront faire leurs méchancetés ailleurs, sur les radios pour ploucs ou pour riches – on ne sait ce qui est pire. Ici, on est entre gens convenables, il y a des noms qu'on ne prononce qu'en se bouchant le nez. Ou en ricanant, ce qui revient au même. Ce Zemmour, par exemple, le Dark Vador du journalisme, on en dit déjà assez de mal, on ne va pas en plus l'inviter, ça lui ferait de la pub. Et en plus, ça risquerait de nous attirer ses lecteurs, que voulez-vous qu'on fasse d'auditeurs pareils[2] ?

Très régulièrement, la planète ronde envoie des explorateurs mesurer la progression du mal dans le monde extérieur et tenter d'y comprendre quelque chose. Tous reviennent avec la même question : comment peut-on être persan ? Comment peut-on être de droite ? Comment peut-on être conservateur ? Comment peut-on être contre le mariage gay ? Comment peut-on être contre la réforme du collège ? Comment peut-on voter Front national ? Comment peut-on être un beauf attaché à son terroir et à ses clochers ? Comment peut-on dire « *nos ancêtres les Gaulois* » ? Comment peut-on boire du champagne « *sans aucune gêne* » à la fête de *Valeurs actuelles quand on sait que ce journal a été condamné pour provocation à la discrimination* ? Je n'invente rien, c'était dans la revue de presse d'Hélène Jouan, le 7 octobre, citant sur le ton de la maîtresse d'école en colère un article d'Ariane Chemin dans *Le Monde*. Que suggère-t-elle, une mise en quarantaine de *Valeurs actuelles*, ou plutôt une fermeture administrative ? Dans ce petit bijou de propagande que j'invite les amateurs à réécouter, notre professeure de bonnes manières annonce qu'elle va parler d'une presse « *très particulière* », et ce n'est pas un compliment. « *Il y a du boulot* », lance-t-elle à un Raphaël Glucksmann qui semble un peu débordé sur son flanc gauche. Du boulot de nettoyage ? Elle commence par la une du *Figmag* « *Comment la France s'islamise* », et on comprend à son ton que c'est rien que des menteries. Ensuite *Valeurs* et François Hollande « *Le magouilleur* » – titre que je n'aime pas particulièrement, mais je ne me rappelle pas avoir entendu Hélène Jouan protester quand on traitait Sarkozy de psychopathe ou de menteur. Et enfin, oui, *Causeur*, son « *Zemmour le Gaulois* » et sa sautillante patronne (non, sautillante j'invente). C'est pas pour me vanter mais je crois que c'est la première fois qu'Hélène Jouan cite *Causeur* et ma pomme, alors c'est pour nous engueuler mais c'est toujours ça, merci. Ce qui m'a intriguée, surtout que j'étais dans le lot, c'est qu'elle s'indigne de voir une droite « décomplexée ». Je ne me sens pas vraiment de droite, pas de gauche non plus ne craignez rien, mais pourquoi devrais-je avoir des complexes – à part ma petite taille ? Parce que je ne pense pas comme Hélène Jouan ? En gros, c'est ça. À France Inter, on adore la différence, l'altérité, l'échange, le métissage. Mais pas avec n'importe qui. Et pas avec moi. De la diversité, en veux-tu en voilà, à condition qu'on ait les mêmes idées ou plutôt les mêmes références plus ou moins mythologiques. Raison pour laquelle Inter traite assez bien, au demeurant, les débats qui traversent la gauche.

Je sais bien que ça n'a rien de personnel, encore que, pour des millions de gens quotidiennement ridiculisés, insultés ou caricaturés sur la radio qu'ils payent de leurs deniers, ce soit assez personnel. Certes, c'est rarement frontal, le plus souvent ça tient à une façon de poser les questions, de lancer un sujet, d'introduire un débat. Ou à des pincettes sémantiques qui permettent au journaliste de se tenir à bonne distance morale de son sujet. Et puis, à Inter, il y a une droite qu'on aime bien, celle qui a le bon goût d'être de gauche, au moins sur les questions sociétales. Même avant d'être le futur tombeur de Sarkozy, Alain Juppé, avec son identité heureuse, avait tout pour séduire les cœurs francintériens. On me dira aussi, et à raison, que, le 18 octobre, l'ex-président a été accueilli courtoisement et →

© JEAN AYISSI

sobrement, et qu'il a paraît-il été très satisfait de ses échanges avec Patrick Cohen. Ça l'aura changé du jour où pendant la campagne de 2012, Pascale Clark, en pleine crise de rebellitude, refusa de sortir du fauteuil où elle était vautrée pour serrer la main du président. Cette fois, peut-être Charline a-t-elle été priée de déconner ailleurs, toujours est-il que ce jour-là, elle a consacré son billet à « Hollande à Florange » (voir la semaine de Charline de Marc Cohen p. 66). Peut-être aussi que France Inter qui briguait – et n'avait pas obtenu au moment où nous bouclons – l'organisation du deuxième débat de la primaire, ne voulait pas s'aliéner l'un des principaux candidats.

Les responsables de Radio France ont toujours l'air un brin agacé quand on leur parle de la redevance ou de leurs missions de service public.

En attendant, à Inter, on n'aime pas le nouveau genre du populo et on le fait savoir. Si vous avez le malheur d'être un peu trop réac, trop pessimiste, trop catholique, ou trop souverainiste, et, plus grave encore, si vous avez le mauvais goût de voter FN ou de soutenir la Manif pour tous, vous prenez cher. Avec votre pognon.

Je sais, ça paraît mesquin de revenir sans cesse à ce détail d'intendance, d'ailleurs, les responsables de Radio France ont toujours l'air un brin agacé quand on leur parle de la redevance ou de leurs missions de service public, un peu comme si on avait proféré une grossièreté ou un énorme lieu commun. Et quand ils répondent, c'est toujours en brandissant leurs audiences. La directrice de la station, Laurence Bloch, me rappelle courtoisement dans un courrier que celles-ci ont atteint des records : « *6 millions d'auditeurs par jour soit 600 000 de plus en un an ; première matinale de France et une position de leader sur tous les grands carrefours d'audience.* »

Bravo, les gars, seulement moi, la France, je ne me paye pas une radio sans pub pour qu'elle fasse de l'audience (même si je suis ravie qu'elle en fasse), ni pour qu'elle me dise ce que je dois penser, mais pour qu'elle m'informe, m'éduque et me distraie, c'est marqué dans le contrat. Soyons honnête : pour ce qui est d'éduquer et de distraire, la radio publique a plus que de beaux restes (et il faut associer France Culture à cet hommage). Si on peut déceler au fil des programmes nombre de traces de ce que Fabrice Luchini a appelé l'idéologie francintérienne, si le goût marqué pour le sociétalo-compassionnel a tendance à envahir l'ensemble de la grille, on apprend toujours quelque chose avec Jean Lebrun, Jean-Claude Ameisen et des dizaines d'autres dont les voix amies vous désennuient quand vous êtes malade, insomniaque ou décidé à refaire les peintures du salon.

Là où ma radio n'est pas à la hauteur de mes énormes attentes et de ma modeste contribution, c'est quand il s'agit de m'informer. Elle préfère me sermonner. Il ne manque sans doute pas, à France Inter, de bons journalistes qui sortent des meilleures écoles, ne parlent pas un plus mauvais français qu'à l'ENA et ne sont même pas plus conformistes que la moyenne de la corporation. L'ennui, c'est qu'ils sont hémiplégiques et qu'ils ne le savent pas. Non pas parce qu'ils sont de gauche, c'est bien leur droit, et du reste ils ne le sont peut-être pas tous, il doit bien y avoir quelques marranes. J'ignore quel bulletin Patrick Cohen glisse dans l'urne – pour d'autres, on a une vague idée. Et on a raison de reconnaître son professionnalisme, même s'il lui arrive de manquer de réflexe, comme l'autre jour, face à Léonora Miano qui s'est exprimée à plusieurs reprises au nom « des colonisés », sans que le premier matinalier de France pense à demander à cette citoyenne française par qui elle était colonisée. Ce n'est pas moi qui lui reprocherai d'avoir l'esprit de l'escalier, et encore moins d'avoir invité cette dame. Il est cependant bien dommage que, sur Inter, personne – à l'exception, peut-être, de Thomas Legrand, qui n'aime pas les identitaires même quand ils viennent d'ailleurs – ne songe jamais à contrer ce genre de discours antifrançais, accueilli comme une vérité révélée, alors que toute référence à l'identité française suscite des hoquets. La repentance fait partie du prêt-à-penser du gentil journaliste.

De toute façon, « Patco » a beau être le chef d'orchestre, la partition, déclinée dans les journaux et rubriques diverses, lui est en grande partie imposée et il n'apprécie pas toujours, semble-t-il, les élans parfois robespierristes de la rédaction. Ainsi, le 9 mai, France Inter a diffusé, en collaboration avec Mediapart, les témoignages de quatre femmes accusant Denis Baupin de harcèlement sexuel, sans que lui ou ses avocats aient eu la possibilité de réagir. Ce journalisme d'inquisition a, paraît-il, fait piquer à Cohen l'une de ses rares colères. Cet incident montre bien que la petite musique idéologique qui imprègne l'information traduit moins une ligne éditoriale édictée au sommet que la pensée spontanée de la base.

Laurence Bloch, bien sûr, ne nous a fait aucune confidence à ce sujet. Elle insiste en revanche sur le fait que « *le CSA n'a jamais eu à relever de manquement de la part de France Inter au principe de pluralisme* ». Oublions que le CSA ne relève pas grand-chose. On peut être sûr en effet que, s'agissant des personnes invitées à s'exprimer, l'équilibre arithmétique des temps de parole entre ces blocs improbables appelés

© Hannah ASSOULINE

« droite » et « gauche » est parfaitement respecté, même s'il faut parfois diffuser du de-droite au cœur de la nuit pour remettre les compteurs à zéro. Mais justement, « la droite » est là en tant qu'invitée, pas comme partie prenante d'un débat où toutes les opinions sont à égalité. Sur Inter, il y a toujours un point de vue qui joue à domicile. D'ailleurs, dans l'ensemble des éditorialistes maison, un seul, Dominique Seux, incarne en effet la droite, économique et fréquentable.

Désolée mais le pluralisme, ce n'est pas cinq minutes pour Ludovine, cinq minutes pour Clémentine, c'est dix minutes pour que Clémentine et Ludovine échangent des arguments et me permettent, à moi la France, qui ne suis pas plus bête qu'une autre, de me faire mon idée. Et quand on n'a pas de Ludovine sous la main, le rôle du journaliste n'est pas de cogner sur les absents, mais, serait-ce seulement pour la beauté du sport, d'être leur porte-parole et d'apporter leurs arguments dans le débat. Au lieu de quoi on m'inflige le plus souvent dix minutes de Clémentine, ou de Caroline, ou de Charline[3] bavant sur la Ludovine du jour, si bien qu'à la fin je me dis qu'elle ne doit pas être aussi tarte qu'elle en a l'air, la Ludovine, pour leur taper autant sur le système.

Le problème n'est pas que les journalistes aient des opinions, mais qu'ayant, sans le savoir, transformé leurs opinions en vérités, ils ne puissent même pas imaginer qu'on en ait d'autres, sinon en recourant à des explications désobligeantes. Si vous pensez par exemple qu'il faudrait réduire ou arrêter l'immigration, vous êtes, au choix : un esprit faible manipulé par des mauvais génies, une brute raciste, ou un trouillard effrayé par le changement. Bref, un déviant qu'il faut remettre sur le droit chemin – par une bonne radiothérapie ? L'ennui, c'est que plus de 70 % des Français pensent plus ou moins cela aujourd'hui, avec des raisons très honorables, et les enfants d'immigrés ne sont pas en reste. Si quelques dénégateurs entêtés croient encore vraiment que l'immigration est une chance pour la France, et que l'islam ne pose aucun problème, ils sont tous à France Inter.

Dans les différents cercles où j'ai évoqué notre projet de consacrer notre une à l'idéologie francintérienne – cercles où, je le confesse, il y a une majorité de mauvais esprits de toutes couleurs politiques –, les réactions se sont partagées en deux : les uns ont éclaté de rire et applaudi des deux mains, les autres ont demandé : « *Tu écoutes France Inter ?*

Maison de la Radio, Paris.

Mais pourquoi tu t'infliges ça ? » Mais parce que c'est ma radio pardi !

En revanche, il ne s'est trouvé personne, y compris parmi les amis et copains francintériens ou ex-francintériens, pour me dire qu'il ne voyait pas de quoi je parlais. Personne, à part Frédéric Schlesinger, numéro deux de Radio France et, dit-on, super-patron des antennes, dont la réponse agacée à ma proposition de dialogue m'a convaincue que nous étions tombés sur un sujet explosif. Pas explosif dans le genre qui ébranle la République et aligne des coupables au journal de 20 heures, non plutôt dans le registre secret de famille qui flotte comme une évidence mais que personne ne veut voir. « *Sujet fait et refait* », m'a écrit « Schles ». Sauf que je n'ai pas trouvé un seul article de fond qui lui ait été consacré dans les années récentes. Et pour cause. Tous ceux qui pourraient dénoncer la privatisation idéologique de la radio publique ont vocation à y être invités ou à y travailler. Il faut avoir la chance d'être tricard pour pouvoir s'y coller. En attendant, si un simple énoncé suscite un tel tir de barrage de dénégation, il doit contenir une part de vérité. Parler d'idéologie à France Inter, c'est parler de corde dans la maison d'un pendu. Ça ne se fait pas. Ce qui donne furieusement envie de le faire.

Laurence Bloch voit dans les courbes d'audience « *le signe indiscutable de l'adhésion des auditeurs et du public à l'éclectisme de ses programmes* ». Reste à savoir de quels auditeurs on recherche l'adhésion. L'écoute attentive de l'antenne à laquelle se sont livrés les joyeux auditeurs de *Causeur* permet au moins de se demander si la direction de la chaîne publique n'a pas délibérément renoncé à une partie du public, qui a d'ailleurs fini par lâcher l'affaire. D'après une étude Ifop publiée par *Marianne* en 2014 (et dont la première édition avait été commandée par Philippe Cohen[4]), 55 % des auditeurs de France Inter ont voté pour une liste de gauche ou d'extrême gauche au premier tour des élections municipales, contre 29 % pour l'ensemble des Français. Après tout, faire une radio de gauche pour un public de gauche, ça se tient.

On comprend donc pourquoi le scandale – ou au moins la bizarrerie – d'une radio publique de gauche perdure sans que qui que ce soit puisse ou veuille y changer quoi que ce soit.

Il est vrai que pas mal de patrons de Radio France et de France Inter se sont épuisés en vain à lutter contre le sinistrisme pavlovien de beaucoup de journalistes. Sans grand succès, quels que fussent les pouvoirs en

Le 7/9 de Patrick Cohen.

© FRANCK FIFE

place. On suppose que Jean-Luc Hees et Philippe Val, qui avaient été nommés par Nicolas Sarkozy, avaient politiquement les coudées franches pour le faire. C'est sans doute le péché originel de cette nomination qui les a privés du rapport de forces nécessaire pour y parvenir. En effet, à en croire un vieux routier de la maison ronde, « *il y a à Inter deux puissances : la rédaction et les humoristes* ». Et vu que leurs têtes de Turcs sont à peu près les mêmes, on a souvent l'impression d'un ballet de marteaux cognant rageusement sur le même clou. « *La dix-huitième chronique de Sophia Aram sur la Manif pour tous, ce n'est pas drôle et je ne suis pas sûr que ça enchante la directrice* », poursuit mon guide anonyme dans l'inconscient de la radio publique.

Je ne veux pas une radio qui pense comme moi, mais une radio qui pense contre elle.

Peu de temps après son arrivée, Philippe Val est entré en conflit frontal avec Didier Porte et Stéphane Guillon, alors humoristes vedettes de la station et, à ce titre, décrétés intouchables. Il a cependant fini par les congédier, ce qui n'a pas provoqué l'émeute annoncée mais permis à Guillon de proclamer, dans sa dernière chronique, que « *France Inter était une radio de gauche qui se comportait comme la pire entreprise de droite* » – un bon résumé de la *weltanschauung* francintérienne. Avec la rédaction, dont il a largement délégué la direction à Matthieu Aron, Val s'est gardé d'aller au clash. À l'oreille mouillée, on a pourtant l'impression aujourd'hui que son règne aura été une parenthèse un peu moins militante qui aura au moins délivré l'antenne de l'anti-israélisme rabique qui y sévissait. « *Vous n'imaginez pas la violence des conflits à ce sujet dans les années 2000,* raconte un ancien producteur. *C'était le premier marqueur idéologique.* » Il est vrai qu'à l'époque, Daniel Mermet régnait en maître sur les esprits et les après-midis. Aujourd'hui, on ne l'entend plus, Laurence Bloch ayant mis fin à sa longue carrière, mais nombre de journalistes qu'il a formés, formatés ou fascinés perpétuent son héritage, en s'appliquant à produire une information aussi manichéenne et prévisible que lui.

Entre des directions, qui passent, et des journalistes inamovibles, le jeu est pipé dès le départ. Ce sont les journalistes qui font la ligne. Aussi le choix du patron de la rédaction est-il stratégique. Le rappel à France Inter de Jean-Marc Four – que Val avait exfiltré sur Culture – a été interprété par beaucoup comme le signe que le balancier pouvait repartir dans le bon sens, celui de la gauche-gramophone, aurait dit Orwell. Four a en effet, selon quelqu'un qui l'a côtoyé, « *une vision très à gauche des rapports sociaux et de la géopolitique* » – et il semble par ailleurs qu'il agrée aux syndicats, ce qui, dans une grosse boutique publique, n'est jamais inutile.

On peut donc penser que Matthieu Gallet et Frédéric Schlesinger, qui ne passent pas pour des hommes de gauche, ont choisi d'encourager un mouvement qui a le double avantage d'enchanter la rédaction et de faire du chiffre. Le nouveau directeur du marketing et des études, Serge Schick, occupe, dit-on, une place éminente dans l'organigramme, ce qui signifie que l'audience est reine, comme le subodore un bon connaisseur de la maison : « *J'ai connu beaucoup de dirigeants, certains étaient sympathiques, d'autres pervers, certains étaient de droite, d'autre de gauche, mais tous avaient une sorte de fibre "service public". Avec Schlesinger et Gallet, c'est la première fois que j'ai l'impression d'avoir affaire à des chefs d'entreprise classiques.* » Comme disait Mao, peu importe la couleur du chat pourvu qu'il attrape la souris.

Faut-il alors se résigner à changer d'habitudes ? Ou, comme certains, espérer que France Inter devienne Radio Réac à la faveur d'un grand soir bleu – ou blond ? Ce serait la pire des solutions. Je ne veux pas une radio qui pense comme moi, mais une radio qui pense contre elle. Il suffirait, par exemple, qu'un Gaspard Proust ou un Basile de Koch soient invités à ferrailler avec Charline, Sophia et les autres[5]. Ou encore qu'un Zemmour donne la réplique à Thomas Legrand. Et si je vous dis ça, chers confrères de France Inter et des autres départements radiofrançais, ce n'est pas seulement rapport à mes impôts, c'est pour votre bien. L'entre-soi, comme la consanguinité, ça peut faire dégénérer les meilleures lignées. On est toujours plus intelligent quand on accepte, comme le recommandait Montaigne, de « *frotter sa cervelle contre celle d'austruy* ». À ce sujet, je m'étonne que personne n'ait voulu débattre avec nous et que ceux qui étaient tentés aient été dissuadés de parler à *Causeur*. Il serait temps de vous rendre compte qu'à l'extérieur de la forteresse où vous êtes retranchés, le monde a changé. Soyez sans crainte, personne ne veut vous déloger. Simplement, si vous continuez à brandir vos certitudes et à afficher vos détestations au lieu de faire votre boulot, on continuera à vous entendre mais on cessera définitivement de vous écouter. Avouez que ce serait ballot. •

1. La première blague de Charline Vanhoenacker dont je me souvienne c'est : « *Aujourd'hui, j'ai marché sur une bouse. C'était* Valeurs actuelles. » Soyons juste, il lui arrive d'être plus drôle.

2. Éric Zemmour avait été invité à la matinale pour *Le Suicide français*. Mais après la parution d'*Un quinquennat pour rien*, Patrick Cohen a affirmé publiquement qu'il ne se sentait plus de l'inviter sur le service public…

3. Ludovine, c'est de La Rochère, la présidente de la Manif pour tous, Clémentine, c'est Autain, Caroline, c'est Fourest et Charline, c'est Charline. Cet épisode est totalement inventé.

4. Il écrivait alors : « *France Inter est la plus monocolore des radios. Les hommes et les femmes de l'UMP en ont bien conscience, donnant l'impression de jouer en terrain adverse lorsqu'ils viennent à la matinale de la radio publique.* »

5. Il paraît d'ailleurs que Laurence Bloch a essayé de recruter Proust. Sans succès mais dont acte.

GILLES-WILLIAM GOLDNADEL : SUR FRANCE INTER LE PLURALISME VA DE LA GAUCHE À L'EXTRÊME GAUCHE

Propos recueillis par Élisabeth Lévy

© Hannah ASSOULINE

La radio publique se contrefiche de son cahier des charges qui lui impose l'objectivité. Le CSA laisse faire, et même la droite parlementaire semble peu s'en soucier.

***Causeur*. Toutes les personnalités que j'ai sollicitées pour parler de France Inter ont refusé de le faire ouvertement, sans doute parce qu'elles veulent continuer à être invitées. Vous avez accepté, est-ce parce que vous êtes tricard ?**

Gilles-William Goldnadel. En tout cas, je ne suis presque jamais invité, et ceux qui ont tenté de le faire ont dû être rappelés à l'ordre, car j'ai été désinvité. Il faut dire que je passe mon temps à les enquiquiner en pointant leurs divers manquements. Pendant l'affaire du « mur des cons », où je défendais mon ami Clément Weill-Raynal, une journaliste est venue m'interviewer, et cela n'a jamais été diffusé. Elle n'a pas eu le courage

de répondre à mes nombreux appels. Bien sûr, ça n'a rien de personnel. Le même traitement est peu ou prou réservé à tous ceux que l'on considère comme des ennemis idéologiques. Ainsi, cela ne pose aucun problème à Ali Baddou de recevoir Badiou, stalinien-maoïste non repenti, mais Zemmour est interdit d'antenne.

Peu de gens semblent penser, comme nous, qu'il y a un scandale de la radio publique…
Vous avez raison, le scandale, d'une certaine manière, c'est qu'il n'y ait pas de scandale, alors que même les responsables de Radio France reconnaissent que les antennes sont « à gauche ». Or il s'agit du service public, financé par la redevance de tous les Français. Le cahier des charges impose, théoriquement, l'objectivité, la neutralité et le pluralisme, sous le contrôle tout aussi théorique du CSA. Et nonobstant cela, on continue comme si de rien n'était. Le plus scandaleux, c'est que même l'opposition de droite n'en fasse pas un sujet de réflexion ! Ce qui prouve à quel point elle n'a rien compris au combat des idées.

Le problème n'est pas que les journalistes, producteurs ou responsables soient « de gauche », c'est bien leur droit et ce n'est pas le cas, du reste, de l'actuel président de Radio France ; le problème, c'est qu'ils présentent leurs opinions comme des vérités.
C'est la définition même de l'idéologie.

Il faut dire que c'est à peu près la même chose partout, les médias publics comme NPR ou la BBC sont comme structurellement à gauche.
Les médias tout court ! La sociologie du journaliste occidental est à peu près la même partout. Cependant, la BBC, elle, est soumise au contrôle d'un CSA local à qui il arrive de reconnaître ses fautes. J'ai en mémoire que la BBC a convenu que l'information sur le Proche-Orient et sur Israël avait manqué d'objectivité à certaines périodes. Chez nous, le CSA condamne scrupuleusement RMC parce qu'ils se sont moqués du physique de Nafissatou Diallo – qui, comme chacun sait, écoute Les Grandes Gueules tous les matins ! –, mais quand je leur signale un traitement évidemment biaisé de l'information sur Israël, silence radio.

Comment cette idéologie s'impose-t-elle à l'intérieur des médias ?
Elle ne s'impose pas, elle est leur bain naturel. Il y a très peu de militants encartés, mais l'information se fabrique sous le contrôle sourcilleux des syndicats, qui ne se bornent pas à être extrêmement vigilants pour leurs intérêts corporatistes, mais interviennent dans le contenu de l'information. Dans l'affaire du « mur des cons », le Syndicat national des journalistes (et, à France 3, le SNJ-CGT) s'était déclaré solidaire du Syndicat de la magistrature contre Clément Weill-Raynal, lequel n'a été soutenu que par FO, ce qui est énorme. On dépeint le journaliste français comme corporatiste : c'est très injuste ! Le journalisme français est idéologique.

Ce syndicalisme, qui au lieu de se battre pour que ceux avec lesquels il n'est pas d'accord puissent parler s'acharne à les faire taire, s'exerce aussi contre Éric Zemmour dans les rédactions où il officie. Or RTL et *Le Figaro* ne sont ni de gauche ni publics…
Certes, mais je le répète, s'agissant du service public ce phénomène est à la fois massif et inacceptable. On dirait que 90 % des journalistes de Radio France véhiculent, sans même y penser, une idéologie gauchisante sommaire. Elle relève en grande partie du réflexe, de la pensée spontanée ; mais pour certains, cela tient à une forme de surmoi permettant de défendre son intérêt bien compris. Si, par une hypothèse intellectuelle hardie, tel ou tel journaliste voulait faire œuvre d'indépendance d'esprit, il saurait qu'il risque d'être regardé avec suspicion ou hostilité. Donc, il se passe la même chose que dans l'art. La tradition et le réflexe se conjuguent pour que rien ne change.

Vous exagérez. Il y a des choses qui changent. Il faut mettre au crédit de Laurence Bloch et Philippe Val d'avoir délivré l'antenne de France Inter de l'anti-israélisme rabique qui y régnait.
D'accord, parce que, quoi qu'en disent les dinosaures du *Monde diplo*, le conflit israélo-palestinien a cessé d'être la mère de toutes les batailles. Reste que, encore en juin, j'ai interpellé France Inter pour un reportage du correspondant à Jérusalem réalisé au moment d'une réunion du Quartet, après la mort d'une fillette tuée à coups de couteau. Le journaliste évoque cet attentat et continue ainsi : « *Le Quartet vient de condamner Israël pour sa politique de colonisation.* » Or, le Quartet avait également →

Grève des salariés de l'audiovisuel public pour « exiger la pérennité du service public et de son financement », Paris, 18 juin 2008.

© JEAN AYISSI

condamné l'Autorité palestinienne pour son encouragement à la violence. France Inter a dû reconnaître cette étrange omission.

Quoi qu'il en soit, la gauche n'est pas très flamboyante.

Il est vrai que l'idéologie de gauche a du plomb dans l'aile, alors à France Inter, on est sans doute aujourd'hui moins affirmatif, moins méprisant… Je n'exclus pas que certains aient mis un peu d'eau dans leur vin rouge. Tout de même, il y a des faits sidérants : ainsi, tous les humoristes de France Inter se revendiquent comme appartenant à la gauche ! Et ça ne pose aucun problème à personne ! Finkielkraut, dont ils se paient la tête de manière consensuelle, leur en a balancé une bien bonne : « *Oui, c'était mieux avant. Avant eux.* » Aujourd'hui, Beigbeder s'est fendu d'une réponse sur France Inter. Avec la dérision et le cynisme qui sont sa marque de fabrique, il convenait que les humoristes de France Inter étaient effectivement des gauchistes, comme tous les artistes – des « *gauchistes de Park Avenue* », comme dit Woody Allen –, et il terminait par une pirouette en disant qu'il valait mieux ça que le contraire. C'est indigne de l'intelligence de Beigbeder. Il essaie de faire passer par l'humour le sujet des humoristes qui, lui, n'est pas drôle ! Il n'est pas drôle que *L'Humanité* puisse publier que les humoristes de France Inter sauvent l'honneur de leur radio ! – et que, comble de tout, Hélène Jouan s'en vante dans sa revue de presse ! Il n'est pas drôle que Sophia Aram se paie la tête de Karine Le Marchand, volant ainsi au secours du soldat Cohen qui l'avait gravement taclée pour avoir osé interviewer Marine Le Pen. En principe, le bouffon critique le roi régnant. Eh bien, eux non ! Les têtes de Turc de Sophia Aram sont Morano, Sarko et « *Ludovine de la Malbaise* »… Je ne demande pas que Cohen, Jouan ou Aram soient virés, je demande simplement le pluralisme !

Mais comment expliquez-vous que personne ne proteste ?

Ça ne laisse pas de m'intriguer. Mais puisque même la droite ne dit rien, de leur point de vue ils ont raison. Après tout, ils ont de l'audience et ils ont formaté une grande partie de leur public. Et découragé l'autre. Les études montrent qu'on vote beaucoup plus à gauche chez les auditeurs de France Inter que dans l'ensemble de la population. Je me souviens d'un auditeur qui était intervenu à l'antenne pour dire que c'était un scandale que Monsieur Sylvestre, qui était à l'époque la caution de droite, puisse propager ses idées libérales sur l'antenne du service public ! C'est-à-dire qu'aujourd'hui, dans la pensée de ces gens-là, explicitement, le service public ne peut être que de gauche ! Les auditeurs qui interviennent à l'antenne posent tous des questions de gauche. Le seul sujet, en vérité, c'est l'extrême gauche qui engueule la gauche… Voilà ! Les autres ont l'impression de gêner et sont partis. À l'exception d'un masochiste vigilant comme votre serviteur.

Et des captifs du service public. On ne se met pas à 50 ans aux radios commerciales. Mais vous dites qu'un certain nombre de Français sont exclus. Moi, je dis qu'ils sont parfois méprisés. L'autre jour j'ai entendu au vol parler de *« cette France populaire qui n'aime pas l'Autre »*.

Le problème, c'est que personne ne soit là pour la défendre, cette France. Je vous rappelle que je défends Fabrice Le Quintrec, qui a été sanctionné il y a plusieurs années pour avoir cité *Présent* lors de la revue de presse. Or il avait cité un passage anodin que personne n'avait jugé problématique. Mais puisque l'on cite *L'Humanité* ou *Libération*, il pensait, dans un esprit d'équilibre, qu'il n'était pas mal de citer *Présent*. Moi, je suis content qu'on cite *L'Humanité*, puisque je ne l'achète jamais, *L'Humanité* ! Je suis content qu'on me parle des journaux que je n'aime pas ! Eh bien, il a été débarqué du jour au lendemain, placardisé à Radio bleue. Il a gagné tous ses procès. Mais on a préféré se priver de sa compétence que de le réintégrer, ce que les syndicats n'auraient pas compris.

France Inter contribue à orienter dans le sens du vent beaucoup de gens qui ne sont pas politisés.

Tout cela est vrai, mais après tout France Inter affiche d'excellentes audiences. Une radio de gauche pour le public de gauche, ça se tient.

Et c'est ainsi qu'une moitié de la France est privée du service public. De plus, il y a beaucoup de gens qui ne sont pas politisés et que France Inter contribue à orienter dans le sens du vent. Dans une élection, cela peut jouer.Encore que cela finisse par être contre-productif. Ils peuvent se moquer des électeurs du FN toute la journée, non seulement ils ne les dissuadent pas mais ils arrivent à braquer aussi beaucoup de gens comme vous et moi.

Surtout, c'est une chose de traiter les méchants de méchants, c'en est une autre de faire l'apologie de l'immigration dans un pays qui est unanime à vouloir qu'on l'arrête. Cela donne l'impression que, dans leur tour ronde, ils sont coupés du monde.

Oui, le politiquement correct a encore de bons ciseaux pour censurer, faire taire, écarter. Mais il a perdu son magistère intellectuel et moral. Et les journalistes de France Inter qui, pourtant, se désolent abondamment de la « droitisation » de la société française, sont les seuls à ne pas voir qu'ils ont perdu le combat intellectuel et moral ! •

FRANCE INTER, C'ÉTAIT MIEUX AVANT !

Par Luc Rosenzweig

Dans ma jeunesse, les infos de la radio publique, c'était la version parlée du *Journal officiel*, mais au moins, elle ne cachait pas son jeu. Et puis il y avait Chapatte, Couderc et le Jeu des cent mille (anciens) francs.

J'ai connu jadis France Inter sous le nom de « *Programme parisien de la radiodiffusion française* ». Je n'ai même connu que cela comme radio, hormis quelques bribes de Radio Luxembourg picorées lors de visites chez une tante fan de Zappy Max et de la famille Duraton. Chez nous, l'exigence culturelle des parents avait pour conséquence de priver les enfants des joies simples des programmes populaires, où Luis Mariano, André Claveau, Tino Rossi squattaient les plages musicales, ponctuées de pubs pour le shampoing Dop et le savon Cadum.

On pense à tort que la mainmise du pouvoir sur les médias date du retour au pouvoir du Général. Entre les auditeurs et leur service public de radiodiffusion, le contrat était clair, défini en 1945 par le ministre de l'Information Pierre-Henri Teitgen : la radio publique française serait la voix du gouvernement, point barre !

On trouvait cela normal : après le « *Radio Paris ment, Radio Paris ment, Radio Paris est allemand !* » de l'immortel Pierre Dac, pour la majorité des Français l'expulsion des « Teutons » de l'émetteur de la tour Eiffel était synonyme du retour de la vérité dans l'espace hertzien national. Un « speaker » lisait deux à trois fois par jour à l'antenne les dépêches visées par le ministre de l'Information. La « voix du gouvernement » était reçue comme telle, libre ensuite aux auditeurs, aidés par leurs journaux habituels, dont la pluralité et le pluralisme étaient bien plus développés qu'aujourd'hui, de bricoler leur analyse et de se forger une opinion. Il était alors impensable qu'un journaliste de radio profite de son temps d'antenne pour distiller, en douce, sa vision du monde. C'était, au bout du compte, plus honnête que la privatisation idéologique des ondes nationales par des rédactions imbues de leurs certitudes. Je passais, dès l'âge de raison, pour un enfant plutôt éveillé, intéressé à la marche du monde, conséquence d'une histoire familiale récente : se désintéresser des infos, c'était risquer d'être intellectuellement désarmé face à ceux qui vous voulaient du mal. J'étais donc « accro » au seul média à ma disposition : Radiodiffusion française, programme parisien. Les grands moments de l'histoire de l'époque, l'arrivée de Mao Zedong au pouvoir, Diên Biên Phu, Pan Mun Jon et la guerre de Corée, l'échec de la CED, Suez, Budapest s'imprimaient dans ma mémoire d'enfant à une époque où les parents n'avaient pas le souci imbécile de nous préserver à tout prix de la brutalité du monde.

Les vraies stars de la TSF n'étaient pas les journalistes, mais les commentateurs sportifs : Georges Briquet, décrivant un match de foot sans un « blanc » durant quatre-vingt-dix minutes, le jeune Roger Couderc, Guy Basquet ou Puig-Aubert, dit Pipette avec l'accent de la France du rugby, quand celui-ci n'était pas encore envahi par les mercenaires du Pacifique, Robert Chapatte à l'arrivée des étapes du Tour de France… Et il y avait aussi les amuseurs du Grenier de Montmartre qui brocardaient (gentiment) les hommes politiques en alexandrins émaillés d'imparfaits du subjonctif.

Bref, France Inter, c'était mieux avant, sauf du lundi au vendredi de 12 h 45 à 13 h, où subsiste un dinosaure rescapé par miracle de la Radiodiffusion française : Le Jeu des 1 000 €, animé par l'excellent Nicolas Stoufflet. Il a commencé sous le nom de « Cent mille francs (anciens) par jour » au printemps 1958. Étant donné que le Smic était, à l'époque, d'environ 25 000 francs par mois, on mesure combien la radio nationale est, en plus du reste devenue pingre ! •

UNE JOURNÉE EN INTER

Par Ingrid Riocreux

Ma mission : écouter France Inter depuis le réveil jusqu'au coucher. Une journée en enfer ? Pas exactement. Plutôt un voyage au paradis de la gauche angélique.

« *Écoutez France Inter durant une journée entière, vous allez vous marrer.* » Oui, cheffe. Je préfère Chevallier et Laspalès à Sophia Aram mais je suis taillée pour le job : avec bébé qui réclame la première tétée de la journée (ou la dernière de la nuit) à 5 h 50, je suis opérationnelle très tôt.

À 5 h 50, ce jour-là, sur France Inter, en guise de train pour Pau[1], j'ai le vélo de Nantes qui pense à la place du cycliste. Quand vous devez aller à gauche, le guidon s'allume et clignote à gauche. « *Et si je me trompe ?* » « *Le guidon va vous indiquer avec un clignotement rouge que vous vous êtes trompé.* »

Le Cabinet de curiosités a sélectionné ce matin un article au sujet des prisons payantes de Californie, où des vedettes purgent leur peine dans des conditions appréciables de confort et de sécurité. « *Au pays du dollar roi, il n'y a pas de petit profit* », conclut Stéphane Leneuf. Refrain classique dans les médias que cette condamnation de l'Amérique comme pays de toutes les inégalités avec, en creux, la valorisation de notre système supposément plus juste. Le problème, c'est qu'au même moment resurgit dans l'actualité Salah Abdeslam (censé être à l'isolement, il a discuté avec un autre détenu). L'occasion de se souvenir qu'il jouit d'une cellule individuelle et d'une salle de sport privée, conditions d'incarcération que les vedettes hollywoodiennes elles-mêmes ne peuvent s'offrir : toutes richissimes soient-elles, nous apprend Stéphane Leneuf, elles dorment dans des dortoirs collectifs. La différence tient au fait qu'elles sont scrupuleusement protégées des caméras, tandis qu'Abdeslam est filmé 24 h/24, comme dans les émissions de télé-réalité dont il est, paraît-il, très friand. De l'intérêt de réfléchir à l'à-propos d'une chronique…

« *Je préfère Hillary. Je trouve qu'Hillary est la plus sérieuse et la plus posée.* » Ce commentaire aussi subtil que celui d'une groupie de boys band est le propos d'une certaine Chen, diffusé en introduction d'un reportage sur les élections présidentielles américaines vues de Chine, à 6 h 13. Dominique André s'est rendue dans « *un quartier jeune et branché de Pékin* » et, sans surprise, dans ce quartier branché, Clinton « *a la cote* ». Une citation outrancière des opposants chinois à la candidate, la traitant de « *vieille sorcière* », s'ajoute à cette précision que les « *milieux du business* » (connotation fortement péjorative, à peu près comparable à « *pays du dollar roi* ») éprouvent une « *certaine sympathie* » pour Trump, comme l'illustrent les mots d'un certain Chen (ne pas confondre avec Chen, voir supra). Une nuance intéressante est introduite quand on apprend que les Chinois reprochent à Hillary Clinton « *d'avoir soutenu la politique du pivot asiatique lancée par Obama, c'est-à-dire de refaire du Pacifique une priorité de la politique étrangère américaine* », mais pas question de s'attarder sur cet aspect qui risquerait de brouiller le message global et de troubler, par conséquent, le consensus universel qu'il convient d'entretenir. On se dépêche donc d'élargir à des considérations générales sur ce que les jeunes Chinois pensent des États-Unis. Et on conclut avec cette citation mystérieuse, dans laquelle le rapport d'opposition exprimé par « *cependant* » m'échappe totalement : →

© FRANCK FIFE

France Inter : studio du 7/9.

« *Attirés par les États-Unis, 52 % des Chinois sondés pensent cependant que la Chine doit d'abord s'occuper de ses propres problèmes.* » Peu importe, l'essentiel est de rappeler, en deux minutes et quarante secondes, que pour être « *branché* », où que vous soyez dans le monde, il faut soutenir Hillary.

Thomas Legrand, à 7 h 45.

Suit, entre autres, une séquence intitulée « Et si demain on travaillait heureux ? », petite chronique gentillette sur une PME qui a renoué avec la croissance grâce à des méthodes révolutionnaires : désormais, les employés se parlent ; et un code de trois couleurs permet de distinguer les commandes prêtes pour la livraison, en cours de traitement et en retard. C'est simple mais cela méritait bien un sujet. D'ailleurs, la mélodie et le phrasé tout sauf naturels de Catherine Boullay valent à eux seuls le détour ; cela monte et descend, mal de mer garanti. Cerise sur le gâteau, « *les trois dernières recrues avec un peu de responsabilités* » sont des femmes. L'histoire ne dit pas si l'une d'elles est issue d'une minorité ethnique ou de la communauté LGBTQIA. Le monde n'est pas encore parfait.
Il y a le passage obligé par la case « ce qu'on vous cache », affectionnée des chaînes d'info (confer tous les « *c'est off* », « *les coulisses de* », etc.) et qui a vocation à calmer les benêts « complotistes ». Ils veulent du top secret ? On va leur en donner. Tous les mardis soir, nous raconte Marcelo Wesfreid, se tient à l'Élysée une réunion « *ultra confidentielle* ». Le vaillant journaliste a enquêté et peut nous affirmer qu'il s'agit d'un « *dîner* » qui a lieu « *à 20 h 30* » dans le « *Salon des portraits* » et dont les participants sont Hollande, Valls, Cambadélis, Bruno Le Roux, Didier Guillaume et Claude Bartolone. L'objet de ces conciliabules ? À l'origine il s'agissait de faire en sorte que (métaphores journalistiques) « *tout le monde rame dans le même sens* » afin d'« *éviter les couacs* ». On y fait maintenant de la « *stratégie* » : « *la semaine dernière, les invités ont passé quelques minutes à regarder le meeting de Macron* » et, attention scoop, « *ce dîner commence de plus en plus tard* » à cause des réunions de précampagne. Oui, on vous cache des choses ; mais ces choses n'ont aucun intérêt.

Ensuite, on se dérouille les zygomatiques avec Daniel Morin, qui fait ce matin une imitation de Poutine dialoguant avec Hollande. N'est pas Canteloup qui veut mais un peu d'humour anti-Poutine ne peut pas faire de mal ; c'est impertinent et original.

On entre dans la tranche Cohen avec un petit reportage sur les nouvelles méthodes de militantisme du Parti de Gauche. Un instant je me demande si les mêmes procédés employés par des militants de droite auraient bénéficié d'une telle complaisance de la part de la journaliste : surtout le principe du message qu'on accroche sur une corde avec une pince à linge. Cela me fait penser que j'ai une lessive à étendre…

Quand je reprends le fil, Thomas Legrand est en train d'expliquer que, concernant la répartition des migrants sur le territoire, « *le prisme du débat public est tristement déformant* », entre « *ceux qui, à gauche, pensent que la France est raciste et ceux qui, à droite, estiment que nous sommes au bord de la guerre civile à cause des migrants* ». Un curé accroche une pancarte « bienvenue » à son clocher, des gens se mettent en quatre pour apprendre le français aux nouveaux arrivants. C'est bien la preuve que « *la France accueillante existe* ». Personne n'en a jamais douté, et le problème n'est pas là. Mais Thomas Legrand a besoin de se rassurer.

La chronique de Bernard Guetta remet une couche de discours anti-Poutine, pour ceux qui auraient manqué le billet de Daniel Morin.

Puis entre en scène l'invitée du jour, Caroline Fourest, venue présenter son dernier essai. En seconde partie d'émission, Nicole, une directrice d'école, explique par téléphone combien elle désapprouve le fait que des mères « *voilées de la tête aux pieds* » puissent accompagner les sorties scolaires. Après la réponse de Caroline Fourest intervient Mohamed, qui diagnostique chez Nicole une « *véritable phobie* » : cela le « *gêne beaucoup* » qu'on puisse considérer que « *ces femmes voilées de la tête aux pieds posent problème* ». De même, refuser le port du voile à l'université reviendrait à « *exclure encore plus ces filles* ». Il faudrait donc entériner le communautarisme, sinon la radicalisation, afin de ne pas l'encourager : l'argument est totalement fallacieux mais Patrick Cohen commente simplement : « *C'est compliqué.* » La résistance ne viendra pas de lui. On l'attendra plutôt du côté d'Alex Vizorek, qui annonce sa conversion au pastafarisme : la religion professée par les adorateurs de la nouille géante, lesquels revendiquent le droit de porter une passoire sur la tête. Peut-être le seul moment d'humour authentiquement subversif de la journée.

Je vaque à mes occupations quotidiennes, et c'est quand je passe en cuisine que je retrouve mes amis d'Inter. Nagui reçoit Richard Anconina, l'entretien est plaisant, l'acteur revient sur des souvenirs de tournage, la

© Philippe Matsas

conversation est ponctuée d'extraits musicaux, c'est bien agréable. Cela ne pouvait pas durer. Arrive Frédérick Sigrist qui souhaite revenir sur l'émission de Karine Le Marchand, Ambition intime, qu'ils n'ont vraiment pas aimée, à France Inter. Déjà, la veille, Daniel Morin et Patrick Cohen lui avaient réglé son compte. En réalité, le concept de l'émission en lui-même, incontestablement très cucul la praline, les gêne beaucoup moins que l'idée saugrenue d'inviter Marine Le Pen, au risque de la rendre sympathique. C'est aussi ce qui ennuie Frédérick Sigrist ; et il enchaîne : « *Il y a très peu de chance que les électeurs du Front national écoutent France Inter. Non mais c'est vrai, à moins d'être puni ou d'avoir perdu un pari, je ne vois pas une seule émission de la grille susceptible de plaire à un militant FN.* » Sigrist continue : « *On va être honnête, on a autant d'amour pour le FN que Nicolas Sarkozy n'en a* [sic] *pour les élites qui vont acheter des œufs avec un panier en osier.* » Il note que « *le paradoxe du Front national, c'est qu'il se vante de ne pas penser comme tout le monde, mais il veut être traité comme les autres* ». Sur Inter, il faut penser comme tout le monde. Cependant, ajoute-t-il, le FN n'a pas le monopole du « *racisme et de l'intolérance* » ; il y a aussi Wauquiez et Estrosi, et même les socialistes quand ils sont favorables à la déchéance de nationalité. On le voit, sur France Inter, la seule différence entre un édito politique et un billet comique, c'est le ton. La chronique sur la répartition des migrants pourrait entrer dans la catégorie « humour », pour peu qu'on la lise avec une intonation de one-man-show sur un fond de rires en boîte.

Charline Vanhoenacker, de 17 h à 18 h.

Oh, il y a aussi des émissions vraiment sérieuses sur France Inter ! Manque de chance, c'est en plein à l'heure de ma sieste. Quand je rallume le poste, après avoir récupéré les enfants à l'école, je tombe sur Charline Vanhoenacker, « *l'émission qui dit zut à Poutine* ». Yes ! Il est 17 h 07. On va encore rigoler. Par exemple avec Guillaume Meurice. Ce jour-là, il s'en prend aux défenseurs de la corrida : facile. Le lendemain, plus ambitieux, il appellera la plateforme d'écoute du site ivg.net en se faisant passer pour le petit ami d'une femme qui s'apprête à avorter. Du grand art quand on pense que la presse mentionnait, il y a peu, un jeune homme de Mouscron qui, s'étant trouvé réellement dans la situation que singe Meurice, a mis fin à ses jours. Le farceur sera évidemment à la Manif pour tous le 16 octobre, afin de rire de tous ces nigauds qui profèrent des absurdités (les filles aiment plus jouer à la poupée que les garçons, etc.). Les Femen aussi étaient à la manif. Ces dames ont, à mon sens, un énorme potentiel comique. Malheureusement, Meurice et ses collègues d'Inter n'en ont pas encore pris conscience. C'est dommage ; on rirait encore plus.

Sur Inter, la seule différence entre un édito politique et un billet comique, c'est le ton.

Épluchage patates en écoutant un reportage sur la Californie. Encore ? Oui, mais cette fois, elle nous montre l'exemple. Les Américains, là-bas, ont voté une loi qui permet aux clandestins de passer leur permis de conduire. Satisfaction d'une sans-papiers et d'un travailleur social membre d'une association d'aide aux sans-papiers. Réprobation d'une dame, mais c'est une conservatrice qui revient d'un meeting de Trump. Grillée. Et on termine la journée avec un échange entre invités et auditeurs sur le thème des « *événements* » survenus récemment dans un « *quartier sensible* ». Le lexique donne le ton. Une auditrice ayant demandé pourquoi les policiers ont si peu le réflexe de sortir leur arme, et le policier en plateau ayant répondu que cela tenait à la menace des procédures administratives chargées de suspicion, on confie la conclusion à un sociologue, voix de la sagesse, qui accuse à demi-mot l'auditrice de faire l'apologie des armes à feu et rappelle que « *le cadre légal est ce qui caractérise l'État de droit* » et qu'il « *faut s'en féliciter* ». Si les policiers n'avaient pas la culture de la retenue, la France serait comme les États-Unis ou les Philippines. Gloups.

Finalement, France Inter, c'est comme le vélo nantais à guidon intelligent : on vous aide à penser dans les clous.

Allez, c'est la nuit, on s'en remet un petit coup : « *Comment reconnaître un militant FN sur internet ?* » « *Outre le contenu des messages, il y a leurs avatars : Jeanne d'Arc, par exemple, ou le coq gaulois.* » Donc les militants FN, c'est comme les champignons en forêt : il faut apprendre à les reconnaître. Pourquoi ? Sais pas. Et je m'endors en me demandant à quoi on peut reconnaître un auditeur de France Inter. Mission accomplie. Demain : Rire & Chansons. •

1. Pour les auditeurs francintériens, il s'agit d'une allusion à un sketch de Chevallier et Laspallès…

© JOEL SAGET

LE RAPPEL AU DOGME

Par Olivier Prévôt

Paris, 14 novembre 2015.

Novembre 2015 : Juste après le Bataclan, la rédaction du 5/7 est à l'unisson de la colère des Français contre les islamistes. Très vite, pourtant, l'obsession de la lutte contre les amalgames va reprendre le dessus. Comme pour conjurer un doute.

On ne raisonne pas une patelle, ce gastéropode marin plus connu sous le nom de « chapeau chinois » et qui, au moindre signe de présence extérieure, se colle à son rocher. Gosse, ça m'amusait beaucoup, cette grosse ventouse réduite à ses fonctions d'autoprotection. J'essayais d'en décoller une quand l'un de mes moniteurs de colonie de vacances, étudiant en biologie, me conseilla plutôt de l'observer – avant le choc et après le choc. Avec France Inter, dont la maison est agrippée aux rives de la Seine, j'ai fait de même.

Pour cela, je me suis concentré sur la période qui va du 12 au 28 novembre 2015, afin d'observer, avec le recul du temps, l'impact des attentats sur le contenu éditorial de la chaîne. J'ai choisi une émission, une seule, ni particulièrement emblématique ni tout à fait marginale, dans la grille des programmes : le 5/7 de France Inter, animé par le tandem Éric Delvaux/Catherine Boullay. Chaque matin, le 5/7 distille à la France qui se lève tôt

© Christopher Furlong

l'esprit d'Inter. C'est rythmé, bien fichu, varié. À travers une pléiade de séquences et de chroniques aux noms divers, on retrouve les fondamentaux idéologiques de la station – quelques ennemis récurrents : Assad, Poutine, Le Pen –, quelques dadas – le vivre ensemble, l'initiative citoyenne, l'Europe. Mais l'ensemble est plutôt léger et évite d'assommer le prolo.

Le matin du 13 novembre, l'émission fut conforme à ce qu'elle était les autres jours : ni plus ni moins militante que la veille. Un peu d'Europe, un peu de bonne volonté (le recyclage des chaussettes orphelines – si, si), une évocation du prince Albert de Monaco, etc. Évidemment, rien ne laissait présager la tragédie qui aurait lieu le soir même.

Le lendemain étant un samedi, on ne retrouvera l'émission que le lundi 16 novembre. La France est encore sous le choc, et le tandem Delvaux/Boullay a le bon sens de se mettre à l'unisson du pays : reportages sur les manifestations de solidarité du monde entier, invités très sérieux (François Géré, de l'Institut français d'analyse stratégique, le lendemain ce sera Claude Moniquet, un ancien de la DGSE). Pourtant, en étant très attentif, on peut déjà observer les premiers signes du raidissement idéologique. On va coller aux fondamentaux menacés par le réel. Ainsi, dans la chronique « Ailleurs », Franck Mathevon évoque, depuis Londres, les conséquences des attentats qui seraient « *un excellent prétexte pour fermer les frontières* ».

Ce n'est que les jours suivants que l'avalanche idéologique va véritablement se déchaîner. Les chroniques se succèdent pour dire, de mille façons, la même chose. Ainsi, dès le 17, dans la chronique « Les histoires du monde », Anthony Bellanger évoquera « *les Syriens solidaires de Douma* », précisant que Douma est une ville martyrisée par le régime de Bachar. Le 19, Claire Chaudière s'intéresse aux réfugiés syriens à Paris, « [leurs] *peurs que ça se retourne contre* [eux] » et que les frontières soient « *encore plus hermétiques* [sic] ». On évoque Mohammad en termes rassurants : « *un jeune web designer aux yeux bleu clair* ». Le 20, « *les mosquées de France sont à l'unisson* » pour professer un islam « *de paix et de tolérance* », mais on ne craint pas la contradiction en dénonçant, dans le même sujet « *certains prédicateurs nocifs* ». Le 23, tout un sujet est consacré à l'initiative du CRAN (Conseil représentatif des associations noires), qui lance un site de statistiques ethniques. On interviewe le doux « *Jawad, étudiant en sociologie* ». Le site, apprend-on, a décerné « *un prix Nadine Morano* » à Yves Calvi, coupable de n'avoir invité « *aucune personne issue de la diversité en septembre* ». Le même jour, Colombe Brossel, adjointe au maire de Paris, évoque à l'antenne « *la volonté de vivre ensemble* » des Parisiens. Éric Delvaux s'inquiète alors à haute voix : « *Depuis les attentats, des tabous sont en train de tomber.* » Puis on apprend qu'en Iran la jeunesse se révolte (depuis le temps qu'on nous l'annonce, ce printemps démocratique iranien), alors qu'en Grande-Bretagne les actes islamophobes augmentent de 300 %. Le lendemain, le 24, c'est Pierre Perret qui est à l'honneur : Éric Delvaux évoque son texte « *qui prône la diversité et la tolérance* », Anthony Bellanger raconte l'histoire de cette famille juive syrienne à laquelle « *une famille palestinienne a offert gîte et couvert* », tandis que les autorités israéliennes, décidément mal intentionnées, refusaient un visa à Gilda, la mère convertie à l'islam. Le 25, un sujet est consacré à « *ces Hongrois qui viennent en aide aux réfugiés* » et à une association qui « *refuse de faire l'amalgame entre migrants et terrorisme* ». Le message est ainsi répété à l'envi : pas d'amalgame, ce n'est pas de l'islam que vient le danger, etc.

Et puis, subitement, plus rien. Les 26, 27, et 28, c'est le calme plat. La crise a cessé. On est passé d'un symptôme aigu à une sorte de décompensation silencieuse. Par la suite, les préoccupations idéologiques réapparaîtront, mais pas sous cette forme maniaque. Du moins, jusqu'aux attentats suivants.

Que s'est-il passé pendant la période de notre étude ? On peut interpréter cette étrange séquence sous un angle politique, sociologique et même économique. Les attentats, qui furent des démentis sauvages au discours de France Inter, mettaient en péril la crédibilité de la radio, dont on rappellera qu'elle est aussi un gagne-pain pour ceux qui y travaillent.

Mais je serais plutôt tenté par une autre explication, paradoxale. En effet, alors que je réécoutais les séquences de ces 5/7 postattentats, m'est revenue en mémoire la formule énigmatique de Régis Debray : « clos donc ouvert [1] ». On peut la paraphraser ainsi : plus un groupe est soumis à des forces centrifuges, plus il se barricade. Ainsi, les attentats avaient obligé chacun, en son for intérieur, à se poser des questions. À y répondre, individuellement. La cohésion, les lieux communs du groupe étaient menacés. Inconsciemment, l'équipe a senti un danger mortel. Un danger qui ne venait pas de l'extérieur, mais de l'intérieur. De chacun. D'où la surenchère, l'affirmation frénétique, maniaque, irrépressible du credo. Les collaborateurs du 5/7 de France Inter se sont d'autant plus emmurés dans leurs « certitudes » communes qu'elles étaient, pour chacun d'entre eux, ébranlées. Ensemble, ils ont ânonné postulats et articles de foi – pour se donner comme une contenance. Ce qui a terrorisé ce média, ce ne sont pas les kalachnikovs, c'est le doute et la force de dispersion qu'il porte avec lui.

J'ajouterai : si, comme un seul homme, France Inter a refusé le débat avec *Causeur* et ses lecteurs, c'est que, justement, les équipes ne forment plus « un seul homme ». •

1. Régis Debray, *Critique de la raison politique ou l'inconscient religieux*, Gallimard, 1981.

PEUT-ON RIRE AVEC CHARLINE ?

Par Marc Cohen

Une semaine à l'écoute de l'humoriste vedette d'Inter, c'est pas de la rigolade.

J'ai dû faire des grosses bêtises, dans cette vie-là ou une précédente : me voilà préposé par la cheffe à commenter une semaine de chroniques de Charline Vanhoenacker, l'humoriste engagée de la matinale de Patrick Cohen diffusée à 7 h 57 tapantes du lundi au vendredi (sauf que cette fois, il y avait relâche le vendredi, j'ai de la chance dans mon malheur).

Lundi 17 octobre, thème du jour : l'arrivée de Morandini à i-Télé

Pour évoquer le sujet, et plus spécialement la grève des journalistes de la chaîne d'info, Charline y va fort : « *La violence du capital s'abat sur les journalistes, ceux-là même qui sont chargés de montrer au grand public la violence du capital.* » Vous voyez le gag ? Pas moi. Et d'ailleurs notre amie reconnaît bien volontiers qu'il n'y en a pas, même qu'elle nous explique aussi sec pourquoi : « *Vous me direz, Charline, votre billet, ce n'est pas de l'humour, c'est un édito. Pardon, mais quand on veut transformer les journalistes en guignols, ça encourage les guignols à se transformer en journalistes.* » Après cette intro un rien militante, place au rire, au vrai, au *rire de résistance*, où l'on s'en prend de front aux télés privées et aux animateurs vulgaires : « *Il y avait Hanouna et les nouilles dans le slip,* lance Charline très contente d'elle, *avec Morandini, y a même plus de slip pour mettre dans les nouilles !* » Heu, c'est drôle ça ? J'entends pourtant encore Patrick Cohen glousser dans son micro comme pour nous indiquer qu'il y a gag – façon rires enregistrés des sitcoms. En désespoir de cause, j'ai cherché la contrepèterie, car les nouilles sont une mine d'or en la matière (« *couper les nouilles au sécateur* », « *le cuistot secoue les nouilles* », voire le fameux « *il se fait des nouilles, encore !* »). Mais non, j'ai beau triturer les syllabes, pas de contrepet. J'en déduis donc qu'il doit bel et bien y avoir un gag drôle. Sauf que je ne l'ai pas trouvé. Peut-être que l'auditeur d'Inter rigole quand il entend le mot « Hanouna », ou « Morandini », ou alors « slip ». À moins que ce soit les nouilles…

Mardi 18 octobre : Hollande à Florange

Aujourd'hui, Charline joue François Hollande. Voilà ce qu'elle fait dire au président : « *Cette fois, j'ai bien tenu ma promesse de bien revenir à l'endroit où je n'ai pas tenu ma promesse.* » Techniquement, c'est ce qu'on appelle un mensonge. Sans vouloir gâcher l'ambiance, Hollande n'a jamais promis de rouvrir tous les hauts-fourneaux de Lorraine. Il s'était seulement engagé à ce qu'il n'y ait pas de licenciements « secs » à Florange, ce qui a été le cas. C'est pourtant pas si compliqué, ma Charline, d'expliquer qu'un reclassement, c'est pas Byzance. Tu n'aurais pas pu nous bricoler un sketch genre un sidérurgiste qui après le plan social se retrouve vigile devant la friche de son usine ? Un truc rigolo, social, mais un peu crédible, quoi. Je suis déçu. Toi qui as su être si compassionnelle avec des damnés de la terre d'i-Télé…

Mercredi 19 octobre : les élections américaines

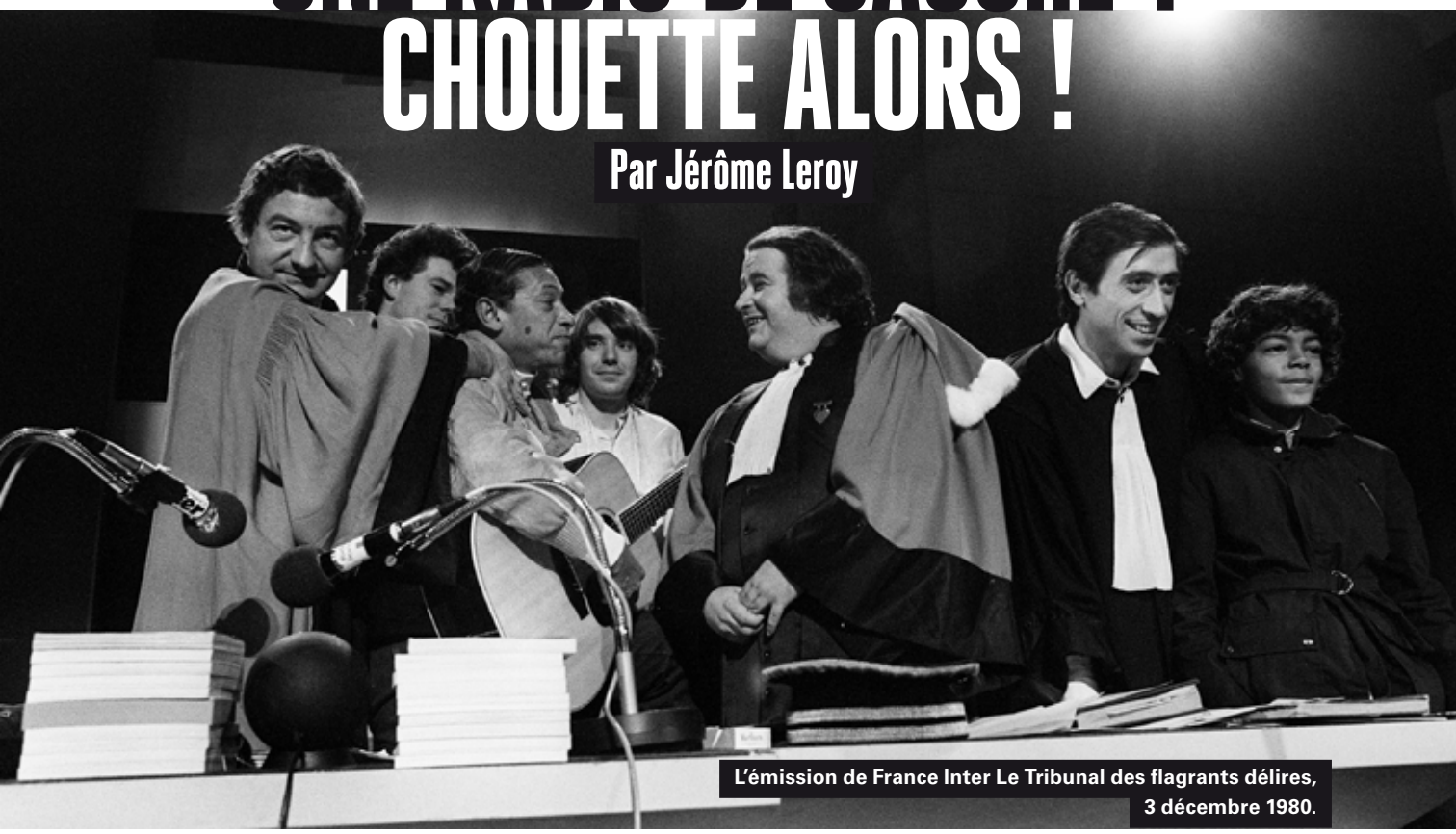
Journée spéciale USA sur Inter. Charline va donc nous parler de Trump. Pour ce faire, elle s'est adjoint un humoriste maison nommé Daniel Morin (dont la patronne me dit l'air un peu coupable, qu'il la fait souvent rire). Tous deux jouent une saynète featuring Jessica et John-Didier, deux Français périurbains fans de Donald et fans de son épouse aussi, parce que comme le dit Charline-Jessica « *sa pouffe elle est formidable ! Melania, elle est fabulous* ». L'auriez-vous deviné ? Si Jessica et John-Didier adorent Trump, c'est bien sûr parce qu'il va régler leur compte aux migrants – quoique Jessica regrette que son idole veuille seulement expulser les clandestins, alors qu'on pourrait les zigouiller à la chaise électrique. Vous l'avez compris : Jessica et John-Didier sont des gros beaufs fachos, et Charline étale ses preuves : ils aiment Zemmour et mangent au Buffalo Grill.

Jeudi 20 octobre : le Parlement wallon refuse le CETA

Jeudi, on parle des Wallons qui veulent bazarder le traité de libre-échange entre le Canada et l'Europe. Changement de ton pour la dernière émission de la semaine : tout le monde il est belge, tout le monde il est gentil. Aujourd'hui, c'est un cri d'amour lancé par Charline à ses compatriotes, ponctué de scuds bien sentis contre le traité. Étant moi-même plutôt « belgophile » et salement « europhobe », je jubile. J'irais même jusqu'à dire que pour une fois, je la trouve drôle, cette chronique. Le parti pris, gross malheur. Pas vrai, Charline ? •

UNE RADIO DE GAUCHE ? CHOUETTE ALORS !

Par Jérôme Leroy



L'émission de France Inter Le Tribunal des flagrants délires, 3 décembre 1980.

Et soudain, le coup de téléphone. C'est la patronne, trois jours avant le bouclage.

« Dis donc, il nous faudrait un papier pour défendre France Inter.
— Euh…
— Bah oui, tu comprends, il faut quand même un point de vue alternatif dans le dossier. Et chez eux, personne veut nous causer…
— Mais…
— Il n'y a pas de mais… T'es de gauche, non ?
— Oui, mais…
— J'ai dit pas de mais. T'es de gauche ?
— Oui. De plus en plus, d'ailleurs.
— Alors, défends France Inter. Pas le temps de discuter. »

Et la patronne raccroche. Bon, comment lui expliquer que l'homme de gauche n'aime pas forcément France Inter. Ce n'est pas qu'il préfère Europe ou RTL, mais il n'est pas obligé de souscrire à tous les accessoires de la panoplie. Par exemple, quoique de gauche, j'aime les écrivains de droite, de la droite d'avant. On ne parle pas souvent des écrivains de la droite d'avant sur France Inter. D'ailleurs, je n'en sais rien, parce que, pour être honnête, je n'écoute pas France Inter. Va expliquer ça à la patronne. Je ne sais pas de quand ça date, que je n'écoute plus France Inter. Bien avant, en tout cas, que mes amis de *Causeur* m'expliquent à quel point, France Inter, c'est une radio de gauche.

Mes derniers souvenirs de France Inter, ce sont mes soirées de lycéen studieux. En fond sonore, j'écoutais Jean-Louis Foulquier défendre la chanson française, Patrice Blanc-Francard et Loup-Garou, Bernard Lenoir et Feedback. Le midi, quand l'occasion se présentait, hélas rarement – on était avant les podcasts –, j'écoutais Le Tribunal des flagrants délires. Pierre Desproges était celui qui me faisait le plus rire. Rétrospectivement, il avait plutôt un humour de droite, Desproges, disons « anar de droite ». Cette appellation commode permettra de ne fâcher ni ses fans de gauche ni ses fans de droite. Ou alors les deux.

Alors quoi ? Expliquer à la patronne que j'écoute plutôt France Culture, en fait. Beaucoup, même. Y compris la matinale dont Brice Couturier explique maintenant à quel point elle est de gauche. Si elle est de gauche, ce n'est pas de la mienne, alors.

Je dois être encore plus à gauche, en fait. Du coup, ce serait peut-être mieux, si j'en crois la patronne, que j'écoute France Inter. J'avais une radio de gauche à ma disposition et je ne le savais même pas. C'est ballot. •

© ALAIN BOURRON

ÉCOUTEZ LA BIENSÉANCE

Par Patrick Mandon

Michèle Torr (à droite), avec Sylvie Vartan et Claude François, Cannes, 1965.

Sur la radio publique, on ne tolère que la culture raffinée. Si vous aimez Michèle Torr, vous avez forcément tort.

À la radio d'État française, on a son esthétique, c'est-à-dire sa morale, c'est-à-dire sa bienséance. On y transgresse selon la norme en vigueur, on y est conforme par crainte d'être exclu de la Tribu. Le goût y est dominant, c'est-à-dire uniforme : il relève d'un certain chic municipal (par référence à la dominante culturelle de la Mairie de Paris) : on a ses artistes, ses poulains, ses protégés. Ils sont choyés, encensés. Tout le reste est honni ou ignoré, voire méprisé. Un exemple de ce comportement nous a été donné dans le 6/9 du dimanche 8 octobre, tranche horaire animée par Patricia Martin. Sa voix agréable appartient, comme celle de Patrick Cohen, au registre de la séduction radiophonique. Mais, alors que Cohen veut « enrober » le micro, le saturer de son désir, le timbre de Patricia Martin retient l'attention par une note d'ironie légère, de gaieté non feinte, ce qui lui donne une maîtrise de l'antenne sur un mode un peu plan-plan, mais sans arrogance ni abus de gorge.

Vers 6 h 50 intervient Aurore Vincenti, linguiste, dans

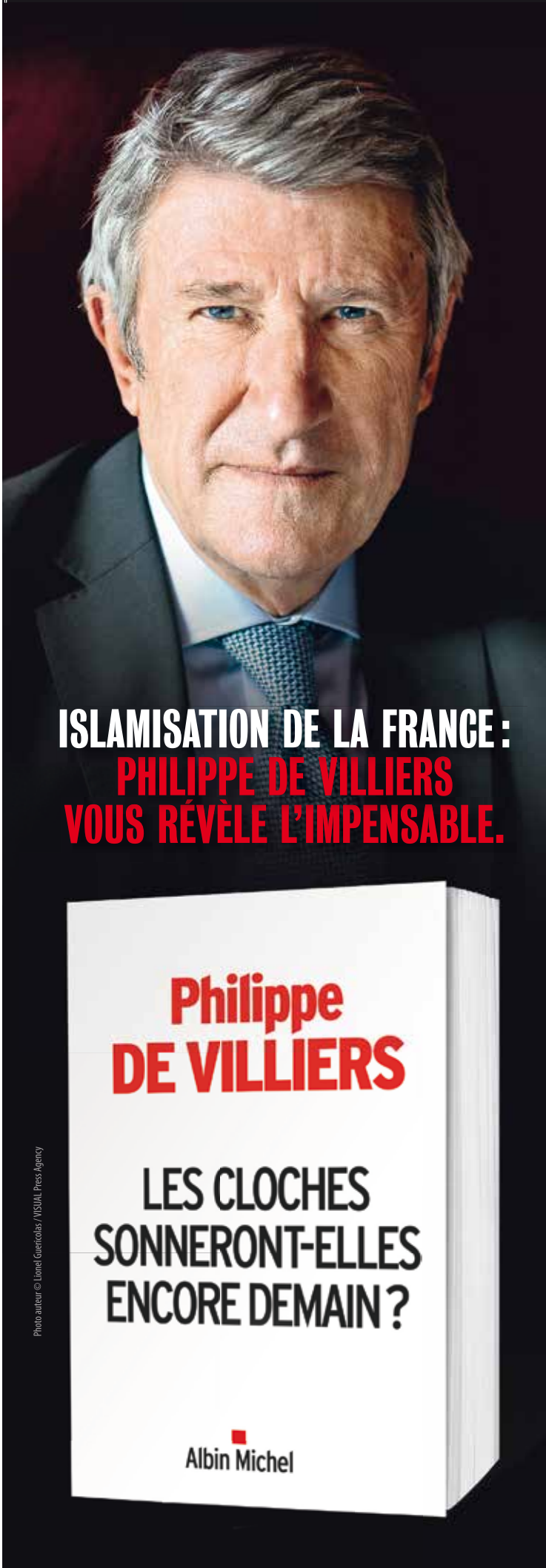
© Rue des Archives

le cadre d'une chronique intitulée « Dico somatique ». Pour ce qui est de la voix, je me désole immédiatement de lui trouver une ressemblance avec celle de Cécile Duflot. La dame traite du genou : son articulation, l'usage du mot, son symbole. C'est bien mené, astucieux, savant sans être pédant. Aurore Vincenti examine toutes les facettes de son sujet, jusqu'à la génuflexion, posture d'admiration, d'humilité ou d'humiliation, voire plus si affinités – et là, ça se gâte, si l'on ose cette formule : *« La caresse qui se pratique à genoux peut susciter le refus de se mettre dans une position de soumission. »* On ne saura pas de quelle caresse (de quelle gâterie) il s'agit, ni qui, de l'homme, de la femme ou du transgenre, s'accroupit, s'agenouille, se soumet adorablement, et, s'il y a alternance de génuflexion, lequel des trois fait l'ange quand les deux autres font la bête. Pour illustrer son propos, elle fait entendre un bref extrait d'une chanson de Michèle Torr « À tes genoux » : *« À tes genoux/Je tombe à tes genoux/Ma franchise te fait sourire/Ton orgueil d'homme est sans pitié/Puisque tu dois m'abandonner. »*

Patricia Martin, alors, manifeste son étonnement : *« Si l'on m'avait dit qu'on passerait du Michèle Torr un matin sur France Inter ! »* Aurore se défend mollement : *« Ah ! écoutez, il faut de tout pour faire un monde »*, puis elle poursuit son exposé sur le genou. Et le propos se conclut sur « J'aime tes genoux », rendu célèbre par le regretté Henri Salvador, qui emporte l'adhésion de Patricia et d'Aurore. Apprécient-elles également « La main au cul » et son refrain entraînant : *« Si je te foutais la main au cul/Tu ferais beaucoup moins d'histoires/Je gagnerais le temps perdu/T'en redemanderais, tu peux me croire. »*

Il ne se trouve personne pour faire observer que Michèle Torr est une chanteuse respectable, digne fille de Piaf, qui poursuit sur toutes les routes de France et de Navarre une carrière commencée en 1963, et qu'elle distrait, plus certainement encore que les ondes de France Inter, des dizaines de milliers de Français de l'angoisse fondamentale d'être au monde, comme le font inlassablement Hervé Vilard, Gérard Lenorman, Sheila et quelques autres avec eux, tous membres d'une corporation de roulottes, de chapiteaux, de salles municipales et de bastringues enjoués.

Michèle Torr à France Inter, c'est une faute de goût : on n'est pas chez les concierges de Radio Montmartre ! Dommage ! J'attendais de Patricia M. qu'elle prît le risque de défendre le slow, ce sanglot sulpicien, cette désolation sur un rythme binaire, ce blues navré de la moiteur amoureuse. Le slow, nous suggère Michèle Torr, est une comédie lente que se donnent à elles-mêmes deux personnes menacées par la désillusion et l'ennui. En passant, elle nous rappelle la leçon fondamentale administrée par l'illustre Oscar Wilde : *« L'amour est un sacrement qui doit être pris à genoux. »* •



CULTURE & HUMEURS

72
Roberto Bizzocchi
Sigisbée m'était conté...
Propos recueillis par Daoud Boughezla

76
David Goodis
À la recherche du noir parfait
Jérôme Leroy

78
Ben, à l'origine
Patrick Mandon

82
Albert Besnard :
ne tirez pas sur le pompier
Pierre Lamalattie

86
Asghar Farhadi
« Dans mes films,
il est impensable qu'un
personnage tue »
Propos recueillis par Olivier Prévôt

88
Prix Nobel pour Bob Dylan
Vers un monde sans livres
Alain Finkielkraut

94
Tant qu'il y aura des films
Olivier Prévôt

96
Les carnets de Roland Jaccard

98
Le journal de l'ouvreuse

Féerie intime, **Albert Besnard, 1901.**

© Thomas Hennocque / Lucile Audouy

ROBERTO BIZZOCCHI
SIGISBÉE M'ÉTAIT CONTÉ...

Propos recueillis à Blois par Daoud Boughezala

Au XVIIIe siècle, les nobles dames italiennes avaient presque toutes un chevalier servant, sans que leur mari ne s'en offusque. Ce sigisbée, tantôt ami, tantôt amant, est l'un des symboles de l'Europe galante que l'historien Roberto Bizzocchi ressuscite dans un fort bel essai.

***Causeur.* En quelques mots, comment définiriez-vous le « sigisbée » auquel vous avez consacré tout un essai ?**

Roberto Bizzocchi. Le sigisbée est le chevalier servant, c'est-à-dire l'homme qui accompagne en société une femme qui n'est pas son épouse. Étymologiquement, le mot dérive probablement d'une onomatopée, inspirée par l'habitude des sigisbées de susurrer des petits mots doux à l'oreille de leurs dames (« chi, chi, chi » – en italien sigisbée se dit *cicisbeo*).

Professeur au département d'histoire de l'université de Pise, Roberto Bizzocchi a publié *Les Sigisbées. Comment l'Italie inventa le ménage à trois* (Alma, 2016).

Cette coutume s'est surtout diffusée parmi la noblesse italienne au XVIIIe siècle, mais également dans d'autres pays catholiques comme l'Espagne et l'Autriche. À l'époque, la morale protestante n'admettait pas la complicité entre une femme mariée et un homme.

Pourquoi les maris italiens, eux, y consentaient-ils ?

Au XVIIIe siècle, le mariage est quelque chose de trop sérieux pour l'abandonner à l'amour ! C'est une union de raison et d'intérêt enchevêtrés dans un tissu de relations économiques, sociales et politiques. Le mari noble n'est pas amoureux de sa femme au sens moderne du terme. Il accomplit son devoir conjugal, parfois avec plaisir, en lui faisant des fils pour prolonger la lignée, mais il ne passe pas sa vie à ses côtés. L'époux se consacre à des tâches plus importantes : gérer les biens de sa famille, les alliances politiques, participer à la vie de la cité, etc. C'est pourquoi il n'a pas le temps d'aller dans le monde avec sa femme. Une dame noble ne pouvant sortir de chez elle toute seule, le réseau familial décidait du choix d'un chevalier servant.

J'en déduis que la femme italienne était moins libre à la veille du XVIIIe siècle qu'au Moyen Âge qui l'a *« élevée au rang* →

© Alfredo Dagli Orti

La Promenade, **Giandomenico Tiepolo, 1791.**

***d'une reine »*, d'après l'historienne Régine Pernoud…**

La Contre-Réforme a enfermé les femmes. Tout particulièrement en Italie où la lutte entre l'Église catholique et la réforme protestante s'est conclue très rapidement par la victoire de la première. Ainsi la Contre-Réforme a-t-elle pris un tour très moralisateur et imposé un double standard : aux hommes, une relative liberté, aux femmes l'enfermement. Puis, sous l'influence des Lumières, la galanterie française s'est exportée en Italie, où les femmes nobles aspiraient à avoir une vie sociale, à aller au théâtre, dans les salons... Dans un contexte d'adoucissement des mœurs, le sigisbéisme apparaît comme un compromis entre la sévérité des règles du mariage et l'entrée des femmes dans la vie mondaine. Il n'est pas anodin que le chef-d'œuvre poétique de la littérature italienne du XVIIIe siècle, *La Journée* de Giuseppe Parini, soit une satire du sigisbéisme.

Vaste sujet littéraire ! Autant poser la question que tout le monde se pose : les maris italiens étaient-ils cocus mais contents ?

En principe, le sigisbéisme n'est pas un adultère ! Les chefs de famille choisissent de préférence des jeunes hommes qu'ils disent « *tranquilles* », et pas des coureurs de jupon. Il arrive que des maris soient contents mais aucunement cocus, comme cet ambassadeur de Venise en Espagne, qui a laissé au pays sa femme criblée de dettes de jeu mais flanquée d'un sigisbée plus âgé. Par son entregent et ses réseaux nobiliaires, ce dernier parvient à échelonner la dette du mari, allégeant la contrainte qui pèse sur le couple. Mais une réalité aussi complexe n'empêche pas les caricatures. Le voyageur anglais Samuel Sharp s'est ainsi permis d'écrire que toutes les femmes italiennes faisaient l'amour avec leur sigisbée. Toutes. Ce à quoi l'écrivain italien Baretti a répondu : « *Aucune !* » La vérité est sans doute entre les deux. On a construit une légende noire de l'Italie comme pays moralement corrompu alors que les voyageurs étrangers, notamment français, étaient frappés par le côté institutionnel du sigisbéisme.

L'Histoire est assez injuste, puisque l'Italie a conservé une image de libertinage alors que la France n'avait rien à lui envier…

Les libertins français s'agacent d'ailleurs de ce point de vue. Quand Sade, Montesquieu ou le chevalier de Brosses arrivent en Italie, ils écrivent tous : « *C'est vraiment quelque chose d'ennuyeux, il est impossible de faire la cour aux femmes, non pas à cause de la jalousie des maris mais parce qu'il y a toujours auprès d'elles un jeune homme, qui empêche de faire son jeu avec la femme.* » La France du XVIIIe siècle connaît trop de libertés pour accepter un système aussi réglementé.

Concédez que les étrangers avaient de quoi s'étonner : à Lucques, près de Pise, une dame comme Luisa Palma Mansi disposait de trois sigisbées, d'un mari aimant et… de la protection de l'Église. Comment était-ce possible ?

Durant tout le XVIIIe siècle, les moralistes catholiques ont écrit des traités de théologie sur le sigisbéisme que l'Église considérait comme un scandale, mais dont elle s'est peu ou prou accommodée. Le simple fait que cette coutume ait perduré un siècle entier montre que la noblesse et l'Église ont trouvé un compromis sur le sujet. D'après les traces écrites dont on dispose, la plupart des prêtres en confession ont traité cette question délicate en incitant les femmes mariées à respecter certaines règles sous réserve desquelles ce n'était pas forcément un péché mortel de se faire accompagner par un sigisbée. Il a même existé des hommes d'Église sigisbées ! Des petits abbés issus d'ordres mineurs vivant en société formaient de parfaits jeunes hommes célibataires disponibles pour le sigisbéisme.

Justement, vous liez la fonction de chevalier servant au principe de la primogéniture, qui réservait l'héritage au fils aîné. La condition de sigisbée était-elle le lot de consolation des cadets ?

Les sigisbées sont souvent les puînés des familles nobles. Il s'agit de jeunes mâles sans aucune possibilité de se marier, voués au célibat toute leur vie. Qu'ils soient clercs, militaires, diplomates ou hauts fonctionnaires, ils auront peut-être 100 000 amantes, mais pas d'épouse. Les familles nobles ont tellement peur que leurs enfants puînés tombent amoureux d'une actrice ou d'une danseuse et dilapident leur patrimoine qu'elles ne marient que les aînés. Placer les cadets en compagnie de femmes mariées représentait une espèce d'éducation sentimentale. On le voit bien dans plusieurs pièces de théâtre de Goldoni qui montrent le lien « sigisbéique » comme une forme d'amitié plus ou moins affectueuse entre un jeune homme et une femme.

Sans ironiser sur la nature de cette « affection », étant donné l'obsession des seigneurs italiens pour la généalogie, on peut s'étonner de l'essor du sigisbéisme. Ce dernier a-t-il fini par s'effondrer à force d'alimenter les soupçons d'adultères et de naissances extraconjugales ?

Non. La mentalité nobiliaire du XVIIIe siècle italien est un peu contradictoire. D'un côté, la noblesse cultive une obsession fanatique pour la culture généalogique : si le problème est la pureté du sang noble, il faut que ce « sang pur » passe d'une génération à l'autre sans problème. De l'autre, pour conserver leur prestige et leur richesse, des familles aristocratiques veillent à ne pas diviser leur patri-

moine et ne marient qu'un seul de leurs enfants. Au bout de quelques générations, le risque d'extinction de la famille devient énorme. C'est pourquoi la noblesse italienne a fortement recours à l'adoption.

Mais je vous citerai la mise au point qu'un noble italien faisait à un voyageur français inquiet du risque de naissance de fils illégitimes engendrés par les sigisbées : « *Écoutez, si je peux adopter un jeune homme qui est le fils d'un de mes cousins de deuxième degré, est-ce si grave de laisser mon patrimoine au fils de mon épouse et d'un de mes cousins qui est son chevalier servant ?* » Cette vision des choses peut paraître assez voltairienne. Il faut dire que le XVIIIe siècle est avant tout le siècle de Voltaire. C'est le XIXe qui sera celui de Rousseau…

… que vous désignez comme le fossoyeur du sigisbéisme et de l'amour galant. Ne surestimez-vous pas l'influence du Genevois ?

La conception rousseauiste de l'amour absolu s'est diffusée en Europe avec *Julie ou la Nouvelle Héloïse*. L'énorme succès que ce livre a rencontré dans la seconde moitié du XVIIIe siècle a contribué à faire évoluer les mentalités. Prenons l'exemple de Pietro Verri, chef du parti des Lumières à Milan, sigisbée dans sa quarantième année. Dans la dernière partie de sa vie, ce galant homme épouse une femme plus jeune que lui et décrit ainsi son mariage : « *Assez de galanterie, je vais commencer à mener une vie de couple avec mon épouse. On s'aime, on ne veut pas de tiers, pas de chevalier servant, je l'accompagne aux promenades ou le soir au théâtre.* »

L'Église condamne le sigisbéisme, mais s'en accommode peu ou prou. Il a même existé des petits abbés sigisbées !

On peut aussi expliquer la fin du sigisbéisme dans la dernière partie du XVIIIe siècle par l'occupation française de l'Italie. Le vice-roi d'Italie – et fils adoptif de Napoléon – Eugène de Beauharnais, a proscrit cette pratique à sa cour et imposé que les femmes soient uniquement accompagnées de leurs maris !

Si le déclin du sigisbéisme a commencé avant l'arrivée des Français, la politique moralisatrice napoléonienne a marqué un virage d'autant plus important que la France était jusque-là considérée comme le pays de la galanterie. Or la Révolution française a entraîné une rupture avec l'amour galant, imposant une morale spartiate : en lieu et place des petites dames légères se prêtant au jeu de la séduction, des matrones, des femmes fidèles et des hommes virils. Lorsque les officiers de la Révolution arrivent en Italie sous le commandement de Napoléon, ils font la cour aux femmes, mais se situent totalement en dehors du sigisbéisme, dans le monde de l'adultère. C'est déjà entrer dans le XIXe siècle que d'envisager la possibilité de la trahison masculine ou féminine dans un modèle de couple à deux personnes, et non plus trois.

L'égalité révolutionnaire ayant sonné le glas de la galanterie, faut-il en conclure avec David Hume que la courtoisie s'appuie sur l'acceptation de l'inégalité entre les sexes ?

La galanterie de l'âge classique forme en effet une inégalité. Mary Wollstonecraft, la plus grande femme écrivain de la fin du XVIIIe siècle, auteur de *Défense des droits de la femme*, n'en doutait pas. D'après cette femme très intelligente qui a vécu à Paris et assisté à la Révolution avant de revenir en Angleterre, le modèle patriarcal de la Contre-Réforme et le modèle révolutionnaire étaient tous deux inégalitaires. On comprend son aversion pour la Contre-Réforme qui permettait aux hommes de vivre en société, d'étudier et de travailler à loisir tandis que les femmes restaient recluses dans leur foyer. Mais Wollstonecraft adresse le même reproche à Rousseau. Dans son livre *Émile ou De l'éducation*, l'éducation d'Émile s'avère différente de celle de Sophie. Émile doit devenir un chef de famille, étudie les mathématiques et le latin, se voue à la politique et constitue l'élément actif tandis que la jeune fille se cantonne au plaisir.

Malgré toute l'admiration que je porte à Rousseau, j'ai l'impression que son idéal de l'amour absolu a produit des Mme Bovary en série…

La décision de fonder un mariage sur l'amour en proposant une vie entière de couple à deux est quelque chose de très beau, mais de très difficile à réaliser. Ce n'est pas un hasard si l'adultère représente l'un des grands thèmes du roman du XIXe siècle. Remarquez que les héroïnes adultères finissent presque toujours par décéder brutalement. Emma Bovary et Anna Karénine meurent après s'être rendues coupables d'infidélité. Dès lors que le mariage devient une affaire sentimentale, la moindre trahison est tragique ! •

Les Sigisbées. Comment l'Italie inventa le mariage à trois, Roberto Bizzocchi, Alma éditeur, 2016.

DAVID GOODIS
À LA RECHERCHE DU NOIR PARFAIT

Par Jérôme Leroy

Les Passagers de la nuit, Delmer Daves, 1947, d'après le roman *Cauchemar* de David Goodis.

Avec *Retour vers David Goodis*, Philippe Garnier publie son deuxième ouvrage sur l'auteur de *Tirez sur le Pianiste*, figure tutélaire de la Série noire, tendance pessimiste radical. postérité aléatoire, aussi bien aux Etats-Unis que chez nous.

Pour les lecteurs de David Goodis, tout a commencé par l'amour de la Série noire. Dans la France de l'après-guerre, au jeu des trois familles des amants du mauvais genre, on distinguait les lecteurs du Masque sous casaque jaune. C'était d'ailleurs plutôt des lectrices, des dames qui se rêvaient en Miss Marple. On pouvait aussi appartenir à la famille Fleuve noir. Mais si, souvenez-vous, les couvertures de Gourdon, sagement dénudées et déclinées en couleurs ou en noir et blanc, selon que la collection était policière, d'angoisse ou d'espionnage. Le Fleuve noir était la vraie littérature de gare à l'époque où on lisait encore dans les gares, même quand on était un prolo de retour du turbin. Et puis il y avait la Série noire. Sa couverture rigide et janséniste avec jaquette au liseré blanc tranchait, sans compter que l'ombre tutélaire de Gallimard lui valut l'onction des intellectuels qui y virent des contes de fées modernes.

Des noms nouveaux apparaissaient, des noms qui peu à peu allaient devenir des classiques : Hammett et Chandler, les pères fondateurs, mais aussi la génération suivante avec notamment Jim Thompson, Chester Himes et bien entendu David Goodis. Marcel Duhamel, le fondateur de la Série noire, aurait préféré comme ses confrères que le chaland achète une marque de fabrique plutôt que le nom d'un écrivain. Il n'y est pas parvenu et c'est tant mieux. La Série noire s'est caractérisée par une bonne quantité de titres illisibles aujourd'hui mais

aussi quelques révélations qu'il faudra bien se résoudre à qualifier de littéraires.

David Goodis en fait partie. Et *Retour vers David Goodis*, le livre que lui consacre à nouveau Philippe Garnier après une première enquête parue en 1984, *Goodis, la vie en noir et blanc*, lui donne sa pleine dimension. Il n'est pas certain malgré tout que ce Nerval du roman noir, qui a donné ses lettres de noblesse à une poésie urbaine du sordide et à la femme fatale vue par les yeux d'hommes redevenus des enfants perdus, dise forcément quelque chose aujourd'hui aux lecteurs si ce n'est, indirectement, par le cinéma. Goodis a très vite et très souvent été adapté et, ce qui aurait tendance à prouver son universalité, pas seulement par quelques grands noms d'Hollywood comme Delmer Daves ou Jacques Tourneur. En France, nous rappelle Garnier, c'est dès 1960 que Truffaut adapte avec Charles Aznavour *Tirez sur le pianiste*, un roman publié aux États-Unis seulement quatre ans plus tôt : *« Si son film était si fidèle à Goodis par le ton, c'est justement que rien n'est français dans son "Pianiste". »* Puis il cite Truffaut lui-même : *« Aznavour est arménien, et même en France a cet air lunaire venu d'ailleurs. Je crois que c'est important, ça, si on veut garder cette idée de pays imaginaire, ce qu'est au fond la Série noire. »*

Contrairement à sa légende noire, Goodis ne ressemblait pas aux héros maudits de ses romans.

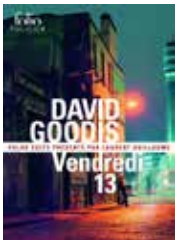
Goodis, né en 1917 et mort cinquante ans plus tard plutôt usé, plutôt alcoolique, aura été presque malgré lui la silhouette près du réverbère qui attend une blonde au coin de la rue sans savoir, ou bien trop tard, si elle représente sa rédemption ou sa chute. Nous sommes chez lui toujours dans l'archétype ou la névrose d'une scène primitive qui diffracte à l'infini : *Cauchemar*, *Cassidy's Girl*, *La nuit tombe*, *Les Pieds dans les nuages*, Goodis aura finalement toujours écrit le même roman, et ce n'est pas pour rien que l'un de ses titres les plus célèbres est *Obsession*. Écrire toujours le même livre, comme Modiano ou Simenon, est un privilège des grands écrivains : ils ne se répètent pas, ils modulent, ils jouent subtilement de variations sur un même thème. Celles des grands romans de Goodis sont comme les monochromes de Soulages : elles cherchent le noir parfait, celui que l'on atteint, pour reprendre un autre titre célèbre de Goodis, *Sans espoir de retour*. La trame goodisienne est simple, comme le sont les tragédies : sur des airs de jazz et de be-bop, au milieu de truands minables ou de flics corrompus, un homme seul, déchu, se noie dans l'alcool pour oublier qu'il a été autrefois un type bien.

L'influence de Goodis demeure pourtant importante, au moins sur les écrivains de noir. En témoigne Laurent Guillaume, l'une des plumes les plus prometteuses du polar français[1], qui a rédigé la préface d'une réédition récente de *Vendredi 13* : « Vendredi 13 *est la parfaite incarnation du roman noir non en ce qu'il raconte une histoire de braquage, car il ne s'agit là que du prétexte qui réunit les personnages.* Vendredi 13 *est un roman noir en ce qu'il montre par le menu les interactions entre des personnages de la rue, des ratés, des petits malfrats. Le roman noir est plus dans le décor que montre Goodis que dans l'intrigue qu'il bâtit.* »

Le malentendu sur sa postérité à éclipses est sans doute dû au fait que Goodis est un grand écrivain sans vraiment l'avoir voulu. Dans son livre construit comme un road-movie, Garnier recueille des témoignages dans les trois points névralgiques de la vie de Goodis : Philadelphie, sa ville natale, New York, où il a fait ses débuts dans les *pulps* (ces magazines bon marché qui publiaient des nouvelles à la chaîne), et Hollywood, où il connaîtra, comme nombre de ses confrères de l'époque, une carrière aléatoire de scénariste. Il démonte la légende d'un homme qui aurait fini par ressembler à ses personnages au point de disparaître de longs moments dans les bas quartiers ou de séjourner dans des cellules de dégrisement de Phily, obsédé sexuellement par les femmes noires ou plus fortes que lui. Goodis, nous dit en substance Garnier, n'est pas un personnage. Ou alors pas du roman qu'on croit, plutôt celui d'un homme qui a lutté désespérément pour être comme les autres, qui a été hanté par l'écriture tout en ayant peur de la folie d'un frère cadet qu'il a protégé jusqu'au bout.

Au début des années 1980, quand Garnier démarrait sa première enquête, Goodis était pratiquement indisponible dans toutes les librairies américaines, et absent des histoires littéraires. Depuis, nous apprend Garnier, il semblerait qu'on le relise et qu'on commence à l'étudier sur le plan universitaire. Il serait même devenu une « *cottage industry* », une attraction touristique, dans sa ville natale de Philadelphie.

Il faut croire que cet écrivain d'un pessimisme radical très contemporain, conjugué au vieux romantisme de la nuit, est aujourd'hui une voix que l'on peut à nouveau entendre, qu'il faut à nouveau entendre. •



Retour vers David Goodis, Philippe Garnier, éditions de La Table ronde, 2016. *Vendredi 13*, David Goodis, préface de Laurent Guillaume, « Folio Policier », Gallimard, 2016.

La plupart des romans de David Goodis sont disponibles aux éditions Gallimard et chez Payot & Rivages.

1. On pourra lire de lui *Delta Charlie Delta* ou *Black Cocaïne* (éditions Denoël).

© Photos12.com - Collection CinÈma

BEN, À L'ORIGINE

Par Patrick Mandon

À l'occasion de sa réouverture, le musée Maillol rend hommage à l'œuvre de Ben, et plus précisément à ses débuts dans les années 1960, quand s'inventait ce que l'on n'appelait pas encore l'art contemporain. Entretien.

C'est en maugréant que je me rendis au charmant musée Maillol, où Ben se montre une fois de plus. J'apportai mes préjugés. Ils s'évanouirent à l'entrée, surtout dans la première partie de la « cérémonie ». Car Ben jeune, c'est Ben l'Espiègle, et c'est aussi un moment de grâce dans la longue histoire des peuples européens. L'exposition ne démontre rien en faveur d'une œuvre éventuelle. On n'y constate nulle production de beauté, nulle consécration esthétique. Y a-t-il un artiste au numéro que vous avez demandé ? Il y a assurément un individu, doté d'un magnifique ego, affamé de reconnaissance, un chercheur de sens, un trublion dans les habits d'un curieux esthète du bizarre, d'un enquêteur du saugrenu. À Maillol, on déambule sur un site archéologique : on y relève les traces en parfait état de conservation, et les preuves évidentes, de l'existence déjà ancienne d'une activité « artistique » ou apparentée. Ben, né en 1935, habite Nice, il est disponible pour toutes les aventures de l'esprit. Il s'est mis en tête d'expérimenter la notion « artistique » d'intervention, qui consiste à surprendre sans craindre de choquer. Le public, au fond, ne demande que cela ; à sa manière, il démontre une certaine naïveté. Et l'on voit le jeune homme Ben en pionnier du grand malaise qui allait frapper l'art dit contemporain. Il formule l'impossibilité pour un garçon d'un peu plus de 20 ans au début des années 1960 de poursuivre dans la voie du beau, du bon, du bien. Au premier étage, là où sont déposés tous les sédiments, se produit un phénomène singulier : le charme agit, qui transporte le visiteur dans une autre dimension sensible, un décor de ville où les simples gens, les badauds, les passants sont partie prenante d'une manifestation souvent saugrenue, parfois inquiétante, toujours loufoque. Le peuple est convoqué, pris à témoin : il entre dans la réussite, voire dans la composition des « happenings » (le mot et la chose sont alors peu connus), et il ne s'en effraie pas ni n'en prend ombrage.

En 1969, le geste dit de la « boulette de nez », par exemple [voir notre entretien], possède encore une fraîcheur de petite provocation postadolescente qui se pousse du col. Les Français, artistes ou spectateurs, montrent une ingénuité qui a disparu d'un côté comme de l'autre. Nous n'en sommes plus là : l'art contemporain a définitivement perdu toute candeur. Au reste, il a été totalement confisqué et ne se trouve justifié que par sa reconnaissance dans le circuit commercial. L'art est une affaire privée à l'usage de happy few en quête de plus-values, parfois mal conseillés. Dans les années 1950 et 1960, la prospérité, même relative, des nations occidentales, le développement des moyens de communication, l'irruption de la jeunesse dans l'allure générale des sociétés rassemblent tous les éléments favorables à la découverte et à une certaine bienveillance devant le genre de cette nouveauté. C'est cela que nous révèle l'exposition de Maillol : la disponibilité aimable de notre état d'esprit, qui nous entraînait, dans ces temps déjà reculés, à donner raison à Charles Baudelaire et à murmurer après lui : « *Nous voulons, tant ce feu nous brûle le cerveau, Plonger au fond du gouffre, Enfer ou Ciel, qu'importe ? Au fond de l'Inconnu pour trouver du nouveau !* » (« Le Voyage », *Les Fleurs du mal.*)

Il était tôt, ce matin-là. Ben prenait un peu de whisky : « *Je ressens un début d'Alzheimer, léger, le whisky me donne un coup de fouet, il réactive ma mémoire.* »

***Causeur*. Je suis allé à votre exposition sans enthousiasme, j'en suis ressorti plutôt heureux.**

Ben. Je comprends cela. Si j'étais flatté qu'on m'ait sollicité, je me suis interrogé sur cette entreprise de « propagande culturelle ». Puis j'ai vu que je jouissais d'une totale liberté. C'est ainsi que, menacé par les trous de mémoire, j'ai retrouvé, dans la première partie de l'exposition qui se tient au premier étage, les traces d'un jeune homme nommé Ben. J'ai redécouvert ce garçon, cet autodidacte qui voulait prendre sa place dans un grand jeu, dont l'inventeur, les maîtres étaient Marcel Duchamp suivi de John Cage. Je cherchais à montrer quelque chose qui n'avait pas existé, qui ne possédait pas vraiment d'antécédent. C'était l'enjeu. Tout cela m'a contraint à me retourner sur moi-même, alors que ce mouvement ne m'est pas naturel. Par contraste, je me suis complètement laissé aller dans la seconde partie, où j'ai eu le sentiment de trouver une voie nouvelle.

***Sculpture objet suspendu*, Ben, 1963.**

Eh bien, je vous avoue que c'est pourtant la première partie qui a retenu toute mon attention, et même provoqué en moi une certaine euphorie. J'y ai croisé un garnement très audacieux, qui a eu 20 ans dans les années 1950…

Garnement, le mot est juste : ma mère me répétait « *Don't put your finger in your nose.* » Par la suite, d'autres m'ont fait la même remarque, ce qui démontrait que je n'avais pas perdu cette habitude de garnement. Cela m'énervait et, dans le même temps, en accord avec l'esprit du temps, je me suis interrogé sur la manière de me servir de cette remontrance. J'ai fini par répondre que je me creusais le nez afin d'y trouver une boulette, que je transformerais en œuvre d'art. →

© Collection de l'artiste

C'est ainsi que vous avez inventé, dans la série des actions de rue, le geste que vous baptiserez « Extraire une boulette de son nez ». Laquelle boulette fut expédiée en Italie, en 1969, où elle fut exposée. C'est en pensant à cela, et en voyant vos premières « interventions », que j'ai éprouvé une sensation comparable à celle d'un archéologue arrivant sur un site intact. Grâce à ce qu'on nous montre de Ben dans ces années-là, on perçoit un peu du faisceau initial, qui signalait un big bang culturel.

Oui, enfin, le big bang remontait à trois décennies auparavant, avec Dada et, bien sûr, Marcel Duchamp, le concepteur du ready-made, puis Malevitch, Kandinsky, Mondrian, tous ceux que j'appelle des rupteurs, car ils sont à l'origine de grandes ruptures.

Ben.

Avec vous et vos semblables, pour le bon et pour le pire, s'amorce une histoire de l'art dit contemporain. Vous en êtes la postadolescence et la jeunesse. Là où je vois un paradoxe, c'est qu'il me paraît que votre désir de célébrité, très supportable et même nécessaire, porte à la fois en lui les excès, la grande dérive du marché de l'art, que nous connaissons aujourd'hui, et leur dénonciation implicite.

Au lieu de dénonciation, je parlerai de lucidité. Nous avions nos propres illusions, nous voyions le monde d'une certaine façon et nous voulions y trouver notre place, plutôt un fauteuil d'orchestre. Dans le même temps, nous n'étions pas dupes. J'ai voulu quelquefois être reconnu comme artiste, mais si j'ai fait les choses avec sérieux, avec application, je ne me suis pas pris au sérieux. Aujourd'hui, il règne un grand sérieux dans le monde de l'art.

Malevitch, Kandinsky, Mondrian sont des peintres. Ils cherchent passionnément des formes neuves, ce faisant ils produisent de la beauté dans le même temps qu'ils bouleversent les codes de la beauté. Après la Seconde Guerre mondiale, les mouvements tels que Fluxus, auquel vous avez appartenu, basculent dans un autre univers, ils explorent des voies très différentes. La première partie de votre exposition nous fait entendre ce qu'est cet « autre chose ».

Oui, c'est cela. Nous sommes dans la tabula rasa, la table rase. Nous avons fait un saut dans la non-beauté. Nous préoccupions-nous seulement de cette beauté ? Pas le moins du monde ! Dada ne s'est guère soucié des conséquences de ses actes, qui n'ont pas eu un effet immédiat. Dada n'a pas empêché l'avènement de l'École de Paris, composée d'artistes figuratifs produisant une nouvelle beauté. Il faut attendre notre génération, les années 1960, pour que s'ébauche vraiment le non-art, l'anti-art, etc.

Nous voyons des manifestations de rue, apparentées à ce qu'on appela un peu plus tard les happenings, des installations, des événements. Nous sommes bien dans l'archéologie.

Oui, le film où l'on voit un homme marcher puis tomber sur la chaussée, c'était une performance de rue avant la lettre. Vous savez, il n'y a rien de neuf sous le soleil !

À Maillol, on constate la présence et les effets de l'art contemporain, on en ressent l'activisme joyeux, l'absurdité réjouissante. Vous annoncez pourtant, par les brusqueries sympathiques de votre jeune ego, les limites de l'art contemporain, et sa critique.

Je marche, à la condition que vous précisiez que cette critique n'apparaît que sous l'aspect du questionnement ininterrompu, du doute qui hantait le jeune homme que j'ai été. J'ajoute que ce questionnement ne m'a pas abandonné. Ensuite, eh bien, il a fallu que je vive, que je me renouvelle, que je cherche encore. J'ai été reconnu, j'en suis heureux. Cela dit, je suis resté une sorte de naïf. J'ai poursuivi ma réflexion initiale dans l'autre partie de l'exposition. Cela, sans abandonner ma naïveté interrogative, qui cherche moins à comprendre ce qu'est l'art qu'à relancer toujours l'interrogation qu'il suscite sur son usage même.

Une dernière chose. Dans la liste des dix artistes les plus cotés du moment, ceux dont les œuvres se vendent à des prix très élevés, on trouve Jeff Koons et Anselm Kiefer.

Kiefer est un artiste, Jeff Koons un fabricant de gadget. •

L'exposition « Tout est art ? Ben au musée Maillol », à Paris jusqu'au 15 janvier 2017.

© Eva Vautier

BACK TO BAC

Par Daoud Boughezala

Dans *Le Bac 68*, Philippe Caubère se remémore ses frasques de lycéen glandeur à l'ombres des barricades de Mai. Une prouesse de comédien et de mime interprétée sans temps mort. A savourer sans entraves.

Déjà quinze ans que Philippe Caubère écume les tréteaux avec son spectacle *Le Bac 68*. À force d'entendre narrer les aventures de son double Ferdinand, cancre aspirant cycliste-rockeur-poète-comédien qui se fout du tiers comme du quart, on pouvait craindre l'overdose. Raté !

Au théâtre de l'Athénée, dans l'antre de Louis Jouvet, à côté d'un Zemmour hilare, je me suis payé une bonne tranche de rire à l'évocation des Louison Bobet, Johnny Hallyday, Gérard Philipe et autres animaux préhistoriques qui peuplent l'imaginaire de Ferdinand, 17 printemps bourgeonnants. Seul en scène au milieu d'un décor spartiate, Caubère multiplie les clins d'œil à son public de « *diplômés en lettres* » sans jamais sombrer dans la mise en abyme scabreuse façon Jean Lefebvre. L'ancien complice d'Ariane Mnouchkine, dont il ne se lasse pas d'écorcher le patronyme, a le don de mimer tous ses personnages : l'examinateur du bac, Ferdinand, la cadette Isabelle, sa mère Claudine « *paraphasique à cause de l'âge* »…

Attifé de falbalas et d'un bonnet de marin, Caubère campe une matrone pétaino-gaullo-pompidolienne plus vraie que nature, sosie hystérique de Jean-Marie Le Guen (excusez le pléonasme…), affligée d'un fils indigne. Ventriloque d'un père absent, la *mater familias* matérialise la vieille France que les Enragés de mai entendent mettre à sac. « *Faut se tenir !* », passe ton bac ou « *Tu seras coiffeur !* » car « *Tous les acteurs sont des tatas !* » répète-t-elle à son rejeton Ferdinand « *au planning trop chargé* » mais jamais levé avant midi.

C'est d'ailleurs essentiellement cela, Mai 68, l'occasion pour une génération d'Oblomov onanistes biberonnés à Salut les Copains « *de se lever avant midi* » au prétexte de renverser le vieux monde. On rit aux éclats devant les sorties facho-burlesques de mère Claudine (« *Ce qu'on a pu s'amuser sous l'Occupation !* »), avant d'applaudir à tout rompre le clou du spectacle : l'oral du bac.

Philippe Caubère joue *Le Bac 68,* théâtre de l'Athénée.

© Michèle Laurent

Digne du meilleur Dupontel, ce sketch conclut magistralement le one-man-show. Le jour du bachot, un examinateur pince-sans-rire fait plancher Ferdinand sur la Sibérie. Vaste sujet… que le glandeur ignore superbement. Des rennes gros mangeurs de lichens et d'agrumes qui « *déambulent* » dans la toundra au pétrole arrosant « *la grande mer internationale* », les inepties de Ferdinand consternent son interrogateur. Mais tireraient des larmes de joie à un condamné !

Au terme de presque deux heures passées à toute berzingue, le spectateur contredit la sentence maternelle : « *Quand on est fou, malade, et qu'on a des croûtes, on ne fait pas comédien !* » Et accorde un prix d'excellence théâtrale à l'élève Caubère. •

Le Bac 68, comédie écrite, mise en scène et jouée par Philippe Caubère, au théâtre de l'Athénée-Louis-Jouvet à Paris, jusqu'au 20 novembre 2016.

Portrait de Madame Roger Jourdain, **Albert Besnard, 1885.**

© Photo RMN - Herve Lewandowski

ALBERT BESNARD : NE TIREZ PAS SUR LE POMPIER

Par Pierre Lamalattie

Le Petit Palais nous fait découvrir le très oublié Albert Besnard, qui a été l'un des artistes les plus en vue de la Belle Epoque, aujourd'hui qualifiés de pompiers ou d'académiques. Comme souvent, les idées reçues sont sottes.

Albert Besnard naît en 1849 dans une famille d'artistes. Après le départ de son père et la mort de ses six frères et sœurs, il est choyé par sa mère, miniaturiste. L'amant de cette dernière, un peintre respecté, s'occupe aussi de lui et le soutient lorsqu'il souhaite entrer dans l'atelier d'Alexandre Cabanel. Puis, le jeune Albert est admis à la Villa Médicis, à Rome. C'est là qu'il rencontre sa femme, également artiste. Ensuite, sa carrière démarre. Il enchaîne les commandes. Il devient finalement directeur de l'Académie de France à Rome, puis de l'École des beaux-arts à Paris et membre de l'Institut, sur le fauteuil d'Ingres. Les photos le montrent ventru, bourgeoisement vêtu et arborant sa Légion d'honneur. En 1934, la République lui fait des funérailles nationales. Sa biographie semble correspondre au stéréotype du peintre officiel. Peut-être trop bien, justement…

En réalité, ce parcours très classique coexiste avec un talent original. La singularité de cet artiste se décide vers la trentaine. Il accompagne alors sa femme, sculptrice, en Angleterre où elle doit honorer une série de commandes. Durant près de trois années, Besnard met quasiment en berne sa production et entame une sorte de période sabbatique.

Il découvre à cette occasion les peintres préraphaélites. Il est fasciné non seulement par leur sensibilité romanesque, mais aussi par leurs coloris souvent détonants. C'est là que s'affirme sa prédilection pour les chromatismes audacieux. Dans la foulée, il commence à accommoder à son goût la pratique du *cangiante* (« changeant » en italien), un procédé datant de la Renaissance. Il s'agit de varier la teinte d'un même objet, par exemple à l'occasion du passage de la lumière à l'ombre. Il en résulte des effets très vivants.

C'est aussi en Grande-Bretagne qu'il rencontre l'œuvre de William Morris, l'une des principales figures du mouvement Arts & Crafts. Cet artiste hors norme conjugue art, artisanat, littérature et engagement politique. Besnard retient de cet ensemble l'inventivité décorative de Morris, souvent proche de l'enluminure. Il apprécie ses arabesques qui se développent le long de courbes, à la façon de phrases musicales. La leçon qu'en tire Besnard est cependant assez éloignée du modèle, mais elle est déterminante. Il introduit dans ses compositions des envolées, des essors, des traversées lyriques qui communiquent à ses peintures une étonnante liberté.

Il rencontre durant le même séjour le graveur Alphonse Legros, qui l'aide à parfaire sa maîtrise de l'eau-forte. Besnard se passionne pour ce moyen d'expression auquel il réserve la part sombre de son inspiration. Des thèmes tels que la misère, la drogue et le suicide s'y côtoient. La série consacrée à la vie d'une femme ou celle présentant la mort dans ses diverses modalités rappellent celles de Max Klinger. Mais ce sont surtout ses tirages exprimant la mélancolie ordinaire qui frappent par leur justesse.

On peut s'étonner qu'un artiste comme Besnard ait une tonalité si spécifique en gravure. Cela s'explique sans doute par le fait que cette technique, souvent incluse dans des livres ou des portfolios, est traditionnellement plus tournée vers un usage personnel et privé. Les créateurs peuvent s'y permettre une sincérité plus difficile à exprimer dans des œuvres à la vue d'un large public. Qu'on se souvienne par exemple des eaux-fortes de Jacques Callot, *Misères et Malheurs de la guerre,* →

publiées en 1633. Ces planches donnent une représentation très crue de la guerre de Trente Ans. Quel contraste avec Le Brun, à la galerie des Glaces, qui se doit d'héroïser les campagnes militaires du Roi-Soleil ! Les gravures chez Besnard accueillent le fond de tristesse qu'il ne veut pas imposer à tous les regardeurs.

Mais, bien sûr, c'est avec la peinture qu'il accède à la gloire. La toile la plus mémorable est sans doute son *Portrait de Mme Roger Jourdain* réalisé en 1885. Cette composition, insuffisamment connue de nos jours, est peut-être l'un des chefs-d'œuvre les plus aboutis de cette époque. Bizarrement, elle a fait l'objet d'un énorme scandale au Salon de 1886.

À première vue, cette toile n'a rien d'exceptionnel. Elle peut même paraître totalement banale pour un œil de notre temps. C'est le portrait en pied d'une jeune élégante de la IIIe République. Elle est représentée à la nuit tombante, au moment où, revenant de son jardin, elle entre dans sa maison baignée par la clarté des bougies. On voit peu de choses de l'intérieur et encore moins de l'extérieur.

Le point décisif – et ce qui constitue le véritable sujet du tableau – est le conflit entre deux sources de lumière : d'un côté, la lueur jaune des bougies et, de l'autre, les bleus du soir tombant. Ces deux sortes de lumière se dispersent en mille éclats qui s'opposent ou se mêlent, comme les notes d'un contrepoint assez complexe. Besnard arrive à brosser une envolée chromatique particulièrement lyrique, tout en restant dans des tons assourdis où dominent les gris et les demi-teintes. Aucune vulgarité donc, pas de couleurs faciles ou tapageuses, mais une symphonie de nuances que seul un artiste exceptionnellement subtil peut orchestrer. Il faudrait presque considérer cette peinture comme une œuvre abstraite, tant la forme prend le pas sur le fond.

Au Salon de 1886, c'est le jaune du visage qui suscite le tollé. Les badauds se gondolent en face de ce qu'ils perçoivent comme une manifestation de la jaunisse. Octave Mirbeau note : « *La foule ricane. Il n'est pas de bons mots dont on ne l'accable. Les rates se dilatent devant cette toile ; d'horribles grimaces se tordent* […], *on voit des ahurissements prodigieux* […] » Jacques-Émile Blanche se souvient que c'est « *peut-être la plus vive bataille depuis l'apparition de l'*Olympia *de Manet* », vingt et un ans auparavant.

À l'époque, le Salon bénéficie d'une fréquentation très importante, de l'ordre de dix fois supérieure à celle des plus grosses manifestations d'art contemporain actuelles en France. Des visiteurs non initiés et même populaires affluent. Ils regardent et ils n'ont pas leur langue dans leur poche. Aujourd'hui, les historiens de l'art ironisent beaucoup sur ce public qui aurait méconnu des génies. Cependant, l'intérêt massif

La Vérité entraînant les Sciences à sa suite répand sa lumière sur les hommes, **vers 1890.**

d'une population pour les productions de son temps est quand même une chance. Le fait que Besnard et quelques autres soient chahutés ne doit pas être pris au tragique. C'est le jeu.

Le plus surprenant est que, parmi ceux qui protestent avec véhémence, figurent nombre d'impressionnistes. Ils ont, semble-t-il, le sentiment que l'auteur du *Portrait de Mme Roger Jourdain* leur a dérobé quelque chose de leurs audaces chromatiques. Ils se sentent dépassés sur leur terrain. Degas s'exclame avec fureur : « *Il vole de nos propres ailes !* » L'apogée de la peinture pompier et académique est, contrairement à l'idée reçue, postérieur à l'apparition de l'impressionnisme. Celle-ci intègre volontiers les trouvailles des courants l'ayant précédée. Quoi de plus naturel ?

Besnard est par ailleurs l'auteur de grands décors pour les nombreux bâtiments érigés par la IIIe République. C'est le cas de celui de la source Cachat d'Évian où a été présentée l'exposition dont il est ici question. Le Petit Palais comporte aussi sur ses voûtes une contribution de Besnard. Toutefois, il faut se déplacer dans Paris pour voir ses œuvres les plus significatives. L'une des plus originales est certainement le plafond de la Comédie-Française.

La thématique mythologique touche peu le public de notre temps, et déjà à l'inauguration en 1913, ces références antiquisantes sont jugées dépassées. L'œuvre composée en 1902 est marouflée seulement onze ans plus tard, la salle étant rarement disponible. C'est pour cela qu'elle paraît dès le départ un peu démodée. Peu importe, la peinture en elle-même, par l'ampleur de son mouvement, par ses audaces chromatiques, par l'élégance de ses tracés, est sans doute le plus beau plafond du Paris de la Belle Époque.

© Claire Pignol / COARC / Roger-Viollet

La plupart des visiteurs qui se rendent dans la maison de Molière ne sont pas incités à accorder de l'importance à ce décor. Il n'y est fait aucune référence sur le site de l'institution. C'est dire qu'il convient de faire preuve d'un peu d'indépendance d'esprit pour l'apprécier.

Il faut quand même savourer toute la chance qu'on a de pouvoir encore le regarder. D'autres plafonds du même ordre n'ont pas survécu à la période où André Malraux était ministre de la Culture. Le pompeux homme n'aimait pas les peintres pompiers. C'est pourquoi il a fait recouvrir le plafond de Lenepveu, à l'Opéra de Paris, par les décors de Chagall. Charles Garnier considérait pourtant ce plafond « *plafonnant* », c'est-à-dire avec une perspective aérienne adaptée à la concavité du support, comme le couronnement de son bâtiment. Il éprouvait une immense admiration pour ce peintre dont il a rédigé une biographie. Il a même conçu la coupole spécialement pour accueillir une trouée illusionniste telle que les réalisait Lenepveu, en opposition à l'usage dominant de son temps. Une décision aussi discutable est intervenue à l'Odéon. Raison de plus pour prendre le temps de regarder le plafond de la Comédie-Française !

Comme à chaque fois qu'on expose un artiste présumé *académique* ou *pompier*, resurgit un procès en modernité. On ne sait pas très bien en quoi ça consiste, la *modernité*, tant ce concept est protéiforme. Mais il semble que ce soit une affaire très importante, en art tout au moins. L'artiste préfigure-t-il peu ou prou la modernité ? A-t-il au moins été moderne par rapport à son époque ? On ne peut pas plus se débarrasser de ces questions que du sparadrap des Dupont !

Les commissaires de la rétrospective, prenant les devants, ont prudemment sous-titré l'événement « Modernités Belle Époque ». Des expositions précédentes, comme celle de José María Sert, ont été durement attaquées sur ce motif. Mais le Petit Palais ne s'en tire pas à si bon compte. L'attribution du précieux substantif est contestée par certains. D'autres y voient « *une modernité superficielle* » …

Disons-le tout net, Besnard n'a absolument rien de moderne, et c'est peut-être ce qui en fait le charme ! •

« Albert Besnard, modernités Belle Époque », Petit Palais, jusqu'au 15 janvier 2017.

C'ÉTAIT ÉCRIT
AUX ARMES, CITOYENS DENTISTES !

Par Jérôme Leroy

Si la réalité dépasse parfois la fiction, c'est que la fiction précède souvent la réalité. La littérature prévoit l'avenir. Cette chronique le prouve.

« *La Garde nationale de Buchy était venue s'adjoindre au corps des pompiers, dont Binet était le capitaine.* [...] *sanglé dans sa tunique, il avait le buste si roide et immobile que toute la partie vitale de sa personne semblait être descendue dans ses deux jambes, qui se levaient en cadence, à pas marqués, d'un seul mouvement.* » Aurait-on déjà favorablement répondu dans nos cantons à la création de la Garde nationale qui « *concourt, le cas échéant par la force des armes, à la défense de la patrie et à la sécurité de la population et du territoire* » annoncée au *Journal officiel* du 14 octobre 2016 ? Non, puisqu'il s'agit ici d'une scène de *Madame Bovary.* L'appellation « Garde nationale » a en effet un genre très XIXe. On la croise chez un Balzac réfractaire arrêté à son domicile en 1836 par un « *ignare dentiste* » qui cumule son « *affreuse profession* » et « *la fonction atroce de sergent major* ». Balzac aurait pu avoir honte, surtout s'il avait pris connaissance de l'enthousiasme civique et connecté de Razzy Hammadi, député de Seine-Saint-Denis qui, après avoir « *candidaté via [s]on smartphone* » appelle « *tous les citoyens et citoyennes à se mobiliser* ». Flaubert, en revanche, est aussi bon patriote qu'Hammadi : il est prêt à rejoindre la Garde nationale après le désastre de 1870 comme il l'écrit à sa nièce Caroline.

À vrai dire, il n'en fera rien, à la différence de Jules Vallès qui, quelques mois plus tard, rejoint la Garde nationale parisienne qui avait pris fait et cause pour la Commune comme il l'écrit dans *Le Cri du peuple* : « *Gardes nationaux de Paris* [...], *Votre drapeau est vraiment aujourd'hui le clocher de la ville en deuil, autour duquel tous doivent se presser, sans regarder s'il y a au bout un lambeau de toile bleue ou un bonnet rouge.* »

La Garde nationale qui existait depuis la Révolution sera dissoute en 1871 à la suite de cet événement. C'est qu'il arrive parfois que le patriotisme devienne dangereusement révolutionnaire. Et il ne manquerait plus que la Garde nationale voulue par Hollande le chasse de Paris et qu'il soit obligé de se réfugier à Versailles pour les derniers mois de son mandat. •

« DANS MES FILMS, IL EST IMPENSABLE QU'UN PERSONNAGE TUE »

Entretien avec Asghar Farhadi
propos recueillis par Olivier Prévôt

Asghar Farhadi, Paris, octobre 2016.

© Olivier Prévôt

Comment évoquer clairement la violence ou la censure dans l'Iran d'aujourd'hui, sans subir soi-même l'une ou l'autre ? C'est pourtant ce qu'a réussi le cinéaste Asghar Farhadi dans *Le Client*. Entretien.

***Causeur.* Emad et Rana, les deux personnages de votre nouveau film, *Le Client*, sont des intellectuels. Ils répètent à Téhéran une pièce d'Arthur Miller, *Mort d'un commis voyageur*. Emad et Rana sont-ils des marginaux dans la société iranienne ?**

Asghar Farhadi. Non, la réalité que je représente ici est extrêmement banale, du moins dans les grandes villes. Cette classe moyenne qui a un rapport très intime à la culture est nombreuse. Tout au long de son histoire, l'activité culturelle a constitué une sorte de réconfort pour le peuple iranien. C'est d'ailleurs cette vitalité culturelle qui attire l'attention de l'étranger.

Et joue-t-on, à Téhéran, des pièces américaines ?

Oui. Elles sont très appréciées. La littérature occidentale a été très largement traduite en farsi. C'est l'héritage du siècle précédent.

Emad, votre personnage, doit néanmoins composer avec la censure. Et c'est pendant qu'il est à une réunion avec celle-ci qu'à l'autre bout de la ville Rana se fait agresser.

La censure à laquelle je fais allusion est celle qui porte sur les questions de moralité, de sexualité. Peut-on voir telle mèche de cheveux ? Peut-on prononcer tel mot durant la représentation ? Comme si, par la répres-

sion, on venait à bout de la complexité de la question sexuelle ! De ce point de vue, la censure a été confrontée à un échec. Dans mon film, c'est la concomitance entre l'agression dont Rana est victime et la réunion d'Emad avec le comité de censure qui fait sens. Pendant qu'on discute à l'infini sur la moralité d'une perruque, Rana de son côté est confrontée de manière beaucoup plus brutale, douloureuse, sérieuse, aux mêmes questions – mais dans la sphère intime.

Rana de son côté, « le client » de l'autre... mais aussi un élève d'Emad, un adolescent, surpris avec des photos qu'on devine licencieuses… Tous ont une même demande : que « ces choses-là » ne s'ébruitent pas.
Si la question de la pudeur est universelle, celle de la réputation est plus spécifiquement orientale. Renvoyer une bonne image de soi, même si elle est peu conforme à la réalité, est un gage de sérénité en Iran.

À tel point que Rana refuse l'intervention de la justice après l'agression.
Rana a le sentiment que la loi ne peut la protéger. La justice est trop lente ; elle exige trop d'énergie de la part du plaignant. Si vous êtes blessé, vous n'irez pas voir un médecin qui mettrait des mois avant de panser votre plaie.

Dans tous vos films, les personnages essaient de trouver un arrangement entre eux. Cette recherche de la transaction, est-elle une caractéristique de la société iranienne ?
Les Iraniens ont une grande faculté d'adaptation. Une souplesse particulière. À l'étranger par exemple, ils s'intègrent facilement dans leurs sociétés d'accueil. Mais, en une heure trente ou deux heures, mes films ne sauraient montrer l'ensemble de la société ! Disons… Oui, disons que mes personnages ont, du point de vue de leur adaptabilité, des caractéristiques que, globalement, on peut observer dans la société iranienne.

Vos personnages sont très préoccupés par leurs responsabilités.
C'est une de leurs caractéristiques. Ce n'est pas volontaire, mais c'est vrai, et j'en suis heureux. Quand ils agissent mal, ils vivent très douloureusement cette mauvaise action. Et ces petites mauvaises actions ont souvent des conséquences très importantes. Si ça pouvait tempérer le public, je n'en serais pas mécontent. Dans certains films aujourd'hui, on peut voir – dans un seul plan – une centaine de personnes mourir. Alors, que d'autres films fassent au contraire réfléchir aux conséquences de nos actions, c'est plutôt bien.

J'avais une quinzaine d'années lors de la révolution iranienne. Et comme bon nombre d'Occidentaux de cette génération, j'associe votre pays à une véhémence, voire à une menace. Or votre cinéma est très éloigné de cette image… Entendez-vous, par une certaine douceur, battre en brèche ces représentations ?
Au départ, ce n'est jamais la question que je me pose. J'essaie de raconter une histoire, le mieux possible. Avant tout, je veux qu'elle soit passionnante, tous mes efforts tendent vers ce but. Mais vous avez en partie raison. Mon adolescence a été marquée par huit années de guerre contre l'Irak. Nous avons tous été touchés par cette violence. Toute une génération d'Iraniens résiste, s'oppose à celle-ci. Dans mon cinéma, il est impensable qu'un personnage tue. Il n'y a pas de violence physique. Mais, vous le savez bien, cette douceur, on la retrouve dans l'ensemble du cinéma iranien. Prenez les films d'Abbas Kiarostami… En fait, nous avons une grande chance : notre peuple est très émotif. C'est très « cinégénique ». Ça rend tout de suite un film plus chaleureux.

Dans vos films, les gens, la société ont l'air plus miséricordieux que la loi elle-même.
La société, pas forcément. Mais mes films, en eux-mêmes, oui. Tout est fait pour que le spectateur essaie de comprendre le fautif, de se mettre à sa place. Il tend au spectateur cette question : qu'aurais-je fait dans des circonstances comparables ?

Les événements nous ont éloignés de l'Iran. Du coup, nous recevons vos films avec une avidité particulière. Nous scrutons chaque détail… Avez-vous conscience de ce regard particulier ?
L'éloignement, l'absence, la perte provoquent en général cette curiosité. En France, on observe ainsi le moindre détail de mes films… au risque parfois de perdre le fil de l'histoire *[Rires]*. Mais c'est bien. Il faut être attentif aux détails. Même en dehors du cinéma, comme les enfants qui sont curieux de tout. On est très conscients, en Iran, de ce regard porté sur mes films. Cela réjouit toute une frange de la population. Mais parfois, une certaine presse me reproche mon réalisme. Elle surinterprète un plan, un décor. *Le Client* commence par l'effondrement d'un immeuble et on me demande : « *À qui allez-vous faire croire que l'Iran s'effondre ?* »

***[Rires]* J'allais justement vous poser cette question ! Est-ce un symbole ?**
Mais non ! Ce n'est ni un message ni un symbole. C'est seulement l'élément déclencheur de l'histoire : Rana et Emad doivent trouver un autre logement. Cet effondrement de l'immeuble est juste un signe, un signe qui ne prend sens qu'en se juxtaposant à d'autres signes. Comme sur la route. Le film nous emmène vers une destination, et cette destination, c'est la sphère privée. •

Le Client, d'Asghar Farhadi, en salles le 9 novembre.

PRIX NOBEL POUR BOB DYLAN
VERS UN MONDE SANS LIVRES

Par Alain Finkielkraut

Ah ! Comme j'aimerais être imprévisible et célébrer, contre toute attente, l'attribution du prix Nobel de littérature à Bob Dylan. Rien à faire hélas : scrongneugneu je suis, scrongneugneu je demeure. Pour moi, ce choix est un indice annonciateur de la fin : la fin des temps modernes européens. En 1983, Milan Kundera écrivait : « *Au Moyen Âge, l'unité de l'Europe reposait sur la religion commune. Dans les Temps modernes, quand le Dieu médiéval se transforma en* "deus absconditus"*, la religion céda la place à la culture qui devint la réalisation des valeurs suprêmes, par lesquelles l'humanité européenne se comprenait, se définissait et s'identifiait.* »

La même année, Mario Vargas Llosa assistait à une conférence du grand anthropologue Edmund Leach. La scène se passait à Cambridge et le titre de la conférence était : « *Literacy is doomed :* la culture livresque va périr. » Ce qui se faisait et s'obtenait par la lecture allait désormais s'obtenir au moyen de projecteurs, de haut-parleurs et de cassettes, affirmait Leach. Nous entrions dans le monde de l'audiovisuel. Et cela n'attristait pas Leach, cela lui faisait plaisir. Il disait même, avec un sourire espiègle, que la période de « *literacy* » dans l'histoire de l'humanité avait été très brève. Tout comme par le passé, des hommes avaient vécu en créant des cultures splendides et des civilisations sans livres, de même pourrait-il en aller dans l'avenir. Le jury scandinave n'a pas seulement nobélisé son adolescence, il a découplé la littérature et le livre. On ne lit pas Bob Dylan en se prenant la tête, on l'écoute en fumant (ou non) un pétard. Comme l'a dit ironiquement l'écrivain américain Gary Shteyngart, cité dans *Libération* : « *Je comprends totalement le comité des Nobel, c'est dur de lire des livres.* » Et les professeurs vont encore avoir plus de mal qu'hier à transmettre ce plaisir difficile : le goût de la lecture car, se réjouit la poétesse américaine Gabrielle Calvocoressi, toujours citée dans *Libération* : « *Un enfant pourra maintenant amener à l'école une chanson de hip-hop ou d'un autre style musical et en débattre comme d'une autre forme de littérature.* »

La chanson avait déjà chassé la musique de la musique : quand on dit musique aujourd'hui, on pense Julien Doré, Abd Al Malik ou Benjamin Biolay mais plus du tout Bartók ou Ligeti. Voici maintenant que la chanson colonise la littérature. Rien ne doit lui résister. Et quel est l'auteur américain qui fait les frais de cet impérialisme ? Philip Roth. L'autre jour sur France Culture, Guillaume Erner a demandé à Antoine Compagnon, professeur de littérature française au Collège de France, si c'est pour des raisons politiques que le jury Nobel s'obstine à ne pas honorer l'auteur de *La Tache*. Compagnon est tombé d'accord. Mais tout en affichant son admiration pour Roth, il a assuré le jury de sa bienveillance. En ces temps de droitisation, de trumpisation, il fallait envoyer un signal fort. Peu importe que les Nobel boycottent un immense écrivain et affaiblissent encore la civilisation du livre. Dylan est de gauche ! Avec Dylan, « *The times they are a changin'* » !

J'ai beaucoup écouté ce qu'on appelait autrefois la chanson rive gauche : Georges Brassens, Jean Ferrat, et plus encore Léo Ferré malgré son cabotinage. J'aimais aussi, j'aime toujours Gainsbourg et Barbara. Mais aucun d'entre eux ne se prenait pour un grand poète.

Ils savaient mettre en musique les poètes, mais ils savaient aussi que la chanson, qu'ils pratiquaient magnifiquement, était un art mineur, et ils auraient été les premiers étonnés, et sans doute, même, désolés, de se voir décerner le Nobel.

Une hypothèse admirative pour finir : si Bob Dylan n'a toujours pas accusé réception de son prix, c'est peut-être parce qu'il sait que Wallace Stevens et William Carlos Williams sont les deux grands poètes américains du XXe siècle et qu'il ne veut pas contribuer, par l'hommage inapproprié qui est rendu, en sa personne, au rock'n'roll, à plonger dans un oubli définitif ces grandes œuvres silencieuses. •

© HASSE PERSSON

POUR UNE POÉTIQUE DE LA GASTRONOMIE

Par Emmanuel Tresmontant

Les plats des restaurants étoilés sont techniquement parfaits donc parfaitement techniques. Aventurez-vous plutôt vers ces tables discrètes, dont les menus proposent un supplément d'âme…

« *Le phénomène de la décadence est inséparable de la gastronomie*, écrivait Cioran. *Quand on ne croit à rien, les sens deviennent religion. Et l'estomac finalité. Depuis que la France a renié sa vocation, la manducation s'est élevée au rang de rituel. Les aliments remplacent les idées. Du dernier paysan à l'intellectuel le plus raffiné, l'heure du repas est la liturgie quotidienne du vide spirituel. Le ventre a été le tombeau de l'Empire romain. Il sera inéluctablement celui de l'Intelligence française…* » (*De la France*, 1941.) Que dirait donc notre philosophe des Carpates préféré s'il voyait le tsunami de bouffe qui s'est aujourd'hui abattu sur notre pays ? Sans doute, en soupirant, que nous sommes entrés dans le Kali Yuga, l'ultime moment de « l'âge sombre » dont la caractéristique, nous disent les livres sacrés de l'Inde, est d'avoir fait de l'homme la mesure de toute chose, comme s'il était une fin en soi, alors qu'il n'est qu'un embryon inachevé…

Même aux gourmands les plus obsessionnels que nous sommes quelques-uns à être (capables de traverser tout Paris pour s'en aller chercher une baguette cuite au feu de bois chez Frédéric Pichard, rue Cambronne, dans le XVe arrondissement…), ce spectacle d'une gastronomie étalée, comme une Brigitte Lahaie des années 1970, et qui a gagné en surface ce qu'elle a perdu en signification, a fini par inspirer un sentiment de nausée ! À la Fnac, le rayon cuisine est désormais presque aussi vaste que celui dédié à la littérature française. Pas un jour ne passe sans que ne soit publié un nouveau livre de recettes, illisible, et au tirage souvent extravagant (plus de 500 000 exemplaires vendus en six mois pour *Simplissime* du photographe culinaire Jean-François Mallet). Quant aux émissions de télé-réalité, aux blogs et aux interviews de « grands chefs » devenus hommes d'affaires, ils sont notre pain quotidien.

Pendant ce temps, la dimension la plus intime et la plus secrète, donc la plus fascinante, de la cuisine et des vins – la dimension poétique ! – demeure occultée, exactement comme Baudelaire reprochait (déjà !) à cette grosse « *brioche insipide* » de Brillat-Savarin (l'un des pères de la chronique gastronomique) d'être passé à côté de la dimension poétique et métaphysique du vin. Oui, le vin, en effet, nous murmure quelque chose, « *dans son langage mystérieux* », mais aussi la perdrix, le cèpe fraîchement cueilli, l'oursin ou le gruyère d'alpage. Il existe encore, grâce à Dieu, certains lieux où cette poésie et ce chant sont audibles. En voici quelques-uns…

La rue Broca, dans le Ve arrondissement de Paris, était jusqu'à présent surtout connue pour avoir donné son nom aux contes pour enfants de Pierre Gripari. Aujourd'hui, les gastronomes de la capitale s'y rendent avec discrétion, en veillant bien à ne pas trop ébruiter l'adresse qui les ravit tant : Prosper et Fortunée. S'agit-il d'un restaurant ? Oui, mais non. Enfin, quelque chose qui s'en rapproche. Éric Lévy a baptisé ce lieu du nom de ses parents. Ce cuisinier, disons-le tout de go, est du genre caractériel : inassimilable par quelque institution ou entreprise que ce soit. Il cuisine seul, fait le service, bougonne si vous arrivez en avance et ne vous accepte comme client que si vous vous pliez à tous ses caprices… Menus uniques, le plus souvent improvisés à partir des produits d'exception qui lui tombent sous la main, à n'importe quel moment de la journée. Chez ce « zigomar » se trouve vérifié l'adage du grand chef Alain Chapel : « *La cuisine, c'est*

beaucoup plus que des recettes ! » Pas de plats à proprement parler, mais une cuisine de l'instant, vivante et spontanée, non fabriquée et non reproductible, comme son turbot au cacao et aux amandes de Noto, ses pommes de terre écrasées aux épices et à la queue de homard, ou son agneau de Lozère cuit comme un tajine avec de la peau de citron bio, des épices et des légumes. La recette telle qu'on la conçoit d'ordinaire fige, statufie et ne prend pas en compte ces autres paramètres pourtant essentiels que sont la température ambiante, l'humeur, la lumière, l'envie, les rêves que l'on a faits la nuit précédente. Éric Levy est donc un cas à part, un grain de poivre, une antithèse et un antidote au conformisme gastronomique qui s'est instauré en France depuis maintenant une quinzaine d'années. « *Avant l'an 2000,* se souvient-il, *être cuisinier était honteux, et le dire à une fille au cours d'une soirée vous exposait à un râteau magistral ! Aujourd'hui, c'est un métier qui fait rêver, on fait la une des magazines et on porte des Rolex. Les gens surtout voient en la cuisine un refuge, un rempart contre la barbarie, un espoir de salut pour l'humanité. Mais tout cela est excessif et nous détourne de la dimension poétique de la cuisine, laquelle est tellement fragile et impalpable qu'on ne sait jamais où et quand elle va se manifester !* »

Éric Lévy.

En allant dîner chez Prosper et Fortunée, le derrière sur un tabouret bien dur, face à sa cuisine ouverte, on aura au moins l'assurance de se sentir « chez quelqu'un » et de ne pas vivre pour la énième fois la « routine » des grands restaurants étoilés, devenus, en l'occurrence, des machines extraordinairement policées, où la perfection technique et le raffinement ont fini, hélas, par déboucher sur un ennui mallarméen : « *La chair est triste et j'ai bu tous les vins !* » Hier soir, ainsi, il s'est passé quelque chose, rue Broca. Les clients parlaient, tapotaient sur leur iPhone, commentaient la cuisine du chef. Jusque-là, rien que de très normal. Éric apporta alors un veau de lait cuit pendant onze heures dans une cocotte, frotté de poivre du Sichuan, d'écorces de kumquat, d'anis étoilé, de sauge, de thym, de laurier frais, de sel de Guérande et d'huile d'olive. Juste avant de servir, il l'avait passé à la broche, pour lui donner du croustillant. Un délicat volnay au goût de griotte et à la robe rubis fut suggéré pour accompagner ce mets fondant, moelleux, juteux et incroyablement parfumé. Soudain, ce fut le silence dans la salle. Quelques secondes de contemplation, comme dans *Le Festin de Babette*. L'imagination des mangeurs était stimulée. Ils avaient oublié leur condition de mortels, le monde réel, l'horreur du présent. « *Le silence est le critère de la réussite* », me souffla alors Éric dans un clin d'œil.

Prosper et Fortunée
50, rue Broca – 75005 Paris – Tél. : 01 43 37 70 39.
30 € le menu à 19 heures.

Impossible de ne pas mentionner ici l'un des très rares lieux où manger et boire constituent une expérience à la fois gastronomique et existentielle : le Skite Sainte-Foy. Dans ce petit monastère orthodoxe perché sur un piton rocheux, au-dessus de la vallée du Gardon, à 25 kilomètres de l'ancienne ville minière d'Alès, dans les Cévennes, il est possible, si l'on en fait la demande par écrit, de partager le repas des moines. Pour Frère Jean, robuste personnage tout droit sorti des *Récits d'un pèlerin russe*, la cuisine est en effet aussi bien une prière, un hymne à la Création, qu'une méditation, un partage et une façon de s'incorporer le monde, ainsi que l'avait très bien compris Joseph Delteil dans *La Cuisine paléolithique* (sans doute le plus beau livre de cuisine jamais écrit !) : « *Entre la nature et l'homme, il y a exquis métabolisme, entière transsubstantiation, par longueur d'onde, ambiance, osmose, sympathie, écho. D'où que la nourriture a double fonction, elle répond au rêve de notre âme comme à l'appétit de nos entrailles. Elle nourrit, mais aussi, mystérieusement, elle guérit.* »

Frère Jean cultive ses légumes à la manière des anciens paysans cévenols (cendres de bois contre les limaces, purin d'ortie contre les pucerons, poireaux au milieu des fraises), plante ses semis, contemple ses potirons, caresse ses concombres et chante en arrosant ses tomates… Veloutés de courges aux épices, caviar d'aubergines, salade de fenouil sauvage, brandade de morue, fraises →

© Hannah Assouline

du jardin à la crème, sans oublier le vatrouchka, monumental gâteau russe au fromage blanc et aux raisins macérés dans du vin de noix parfumé au clou de girofle… Sa cuisine incroyablement goûteuse et élégante nous transporte dans un ailleurs. Certains grands chefs étoilés, comme Gérald Passedat du Petit Nice à Marseille, viennent le voir régulièrement : « *Je connais Frère Jean depuis des années, il m'a aidé à avancer dans la vie, c'est tout ce que je puis dire.* »

Frère Jean.

Les hôtes mangent à la table des moines. Après le bénédicité, le repas dure trente minutes, pas plus. Chacun prend la parole à tour de rôle, car il est interdit de s'interrompre… Tous les plats sont servis en même temps et composent une nature morte à la Chardin. « *Chaque repas est unique et peut, s'il est partagé, mener au sacré.* »

Skite Sainte-Foy
Le Verdier – 48160 Saint-Julien-des-Points (Lozère) – Tél. : 04 66 45 42 93 – www.photo-frerejean.com

Le monastère n'est pas un hôtel. Aucun prix n'est exigé. Le retraitant est invité à laisser une offrande lors de son départ.

Si vos pas vous portent du côté de la Côte d'Azur (l'une des régions les plus gastronomiquement frelatées qui soient, hélas !), rendez-vous toutes affaires cessantes à l'antique village gallo-romain de La Turbie, au-dessus de Nice et de Monaco. Vous y trouverez, dans une jolie ruelle pavée et fleurie, une très vieille auberge, L'Hostellerie Jérôme, où le jeune Napoléon Bonaparte séjourna au retour de sa campagne d'Italie. Dans le métier, nous sommes quelques-uns à considérer Bruno Cirino comme le meilleur cuisinier de France. La preuve ? On ne parle jamais de lui ! Les médias sont trop stupides pour cela, et c'est très bien ainsi. Il faut dire que ce fils de paysans napolitains (qui auraient voulu que leur enfant devînt curé) n'a pas d'attachée de presse et n'a jamais publié de livres de recettes. Il parle peu, ne part jamais en vacances, se lève à cinq heures du matin et se couche à une heure. Chaque jour, il s'en va en Italie, dans sa camionnette blanche, chercher ses légumes, ses poissons et ses crustacés : « *Je déteste commander les produits par téléphone. Je veux d'abord voir le visage de celui qui les fait, le maraîcher, le pêcheur. Ma cuisine n'est pas de saison, elle est du jour-même !* »

En goûtant ses sublimes raviolis aux artichauts violets, à la truffe noire et au lait de bufflonne, ou ses délicates gamberoni translucides à la nèfle, aux dattes blanches et aux fleurs d'acacia, on comprend aussitôt que l'on a affaire à un sorcier, un mage, un devin étrusque. « *Si vous n'êtes pas capable d'un peu de sorcellerie, ce n'est pas la peine de vous mêler de cuisine* », susurrait Colette avec son accent bourguignon. Dans son auberge qui surplombe la mer, Cirino sait exalter le goût naturel des produits. La technique, bien sûr, il la possède au plus haut point, lui qui forma des dizaines de grands chefs étoilés (dont son disciple préféré, Jean-François Piège). Mais la technique n'est pas tout. Car ce que l'on comprend, en le regardant faire, avec ses grosses mains incroyablement minutieuses, et ce qui n'a jamais été expliqué à la télé, ni dans les manuels de cuisine, c'est que l'essentiel se passe au niveau du ventre… « *Je joue du piano avec le ventre* », disait Rubinstein. « *Je peins avec le ventre* », disait Picasso. « *Je cuisine avec le ventre* », nous dit Cirino. Une question d'énergie. Dans la plupart des restaurants trois étoiles Michelin, les assiettes sont techniquement parfaites, mais il est très rare qu'une véritable émotion s'en dégage. Chez Cirino, la langoustine vibre, le rouget de roche frétille, l'agneau Sambucano des Préalpes gambade dans notre bouche. Une mystérieuse énergie circule, traverse notre palais et déclenche un imaginaire.

Dès le mois de novembre, vous pourrez découvrir ce cuisinier unique au milieu de la garrigue, au soleil levant, face à la mer, en train d'observer l'éclat rouge de l'arbouse et de l'églantier. « *Les olives et les pommes sauvages poussent en même temps, au même endroit, ainsi que les citrons, les herbes, les fleurs de romarin et de violettes, le fenouil et d'autres racines encore... Il y a une alchimie secrète qu'il faut essayer de traduire.* » De toute cette harmonie naturelle, il fera

© Frère Jean - Christian Larit

une tarte extraordinaire où le tranchant du citron épousera la douceur des fruits confits, le tout nappé d'une fine couche de lait de bufflonne caillé. Pierre Hermé n'a qu'à aller se rhabiller… Avant de tomber sous son charme, Marion, son épouse, était harpiste à l'Orchestre de Paris. Elle a tout plaqué et est devenue une sommelière d'exception. Sa cave est l'une des plus belles de France. La nuit, quand l'insomnie la prend, elle descend contempler ses merveilles : Château Rayas, Clos Rougeard, Meursault Les Gouttes d'Or de Lalou Bize-Leroy… Les vins sont des produits vivants sensibles à leur environnement. Chez certains, ils se ferment et restent muets, on ne sait trop pourquoi. Chez les Cirino, ils sont toujours rayonnants et, de surcroît, proposés à des prix qui nous les rendent accessibles. Ce sont des adresses de ce genre qui nous réconcilient avec le monde.

La tarte au citron de Bruno Cirino.

Hostellerie Jérôme
20, rue du Comte-de-Cessole – 06320 La Turbie –
Tél. : 04 92 41 51 51 – www.hostelleriejerome.com
Menu à 78 €.

Aux fourneaux !

« *C'est moi qui ai fait sortir les cuisiniers de leur cuisine, aujourd'hui j'aimerais qu'ils y retournent !* » Prononcée il y a quelques années, cette petite phrase assassine de Paul Bocuse (surnommé « Monsieur Paul » dans le milieu) eut le mérite d'officialiser l'incroyable transformation du statut et de la condition sociale des chefs. En gros, jusqu'à Bocuse (début des années 1960), les cuisiniers étaient des larbins, des domestiques anonymes enfermés dans leur cuisine, et alcooliques de surcroît, pour la plupart . La star à l'époque était le directeur du restaurant, qui recevait les clients en queue-de-pie, comme Claude Terrail de la Tour d'Argent, René Lasserre, ou Jean-Claude Vrinat de chez Taillevent. Aujourd'hui, le directeur et le maître d'hôtel ne sont plus que des faire-valoir. Les chefs, eux, sont devenus des gourous, des chefs d'entreprises, des hommes d'affaires. Parvenus au sommet de la gloire, ils passent leur temps dans des avions, entre New York et Hong Kong, et vendent à prix d'or leur image, leur conseil. En Espagne, Ferran Adrià est un demi-dieu adoré à l'égal de Cervantès et de Vélasquez. En France, Cyril Lignac fait la une de *Paris Match* aux côtés de Sophie Marceau. Aller manger dans un grand restaurant avec l'idée que la cuisine a été faite par le chef relève donc désormais du mythe. Dans le meilleur des cas, si le chef est bien présent, c'est plutôt comme un compositeur dont la partition est interprétée par sa brigade : très peu, en réalité, mettent encore la main à la pâte. C'est sans doute la raison pour laquelle on finit par s'ennuyer ferme dans ce genre d'établissement. Mais ce tabou est d'autant plus difficile à faire sauter que les journalistes, privés de notes de frais, en sont réduits à servir la soupe au chef qui les a invités. Qui dira donc que la vraie émotion on ne la ressent plus dans les restaurants étoilés (à 400 euros le dîner), mais dans des tavernes de pêcheurs en Grèce, des trattorias en Italie (à 20 euros le repas !), où la mamma prépare encore la pasta à la main, ou, mieux encore, chez certains grands vignerons, qui sont à mes yeux les vrais poètes des temps modernes ? •

TANT QU'IL Y AURA DES FILMS

Par Olivier Prévôt

À cœur et sans cri

***Réparer les vivants,* de Katell Quillévéré.**

À sa sortie, le roman de Maylis de Kerangal, *Réparer les vivants*, a rencontré plus que le succès. Autour de cette histoire – de vie, de mort, de peine et d'espoir –, autour de ce cœur encore palpitant, transplanté du corps de Simon Limbres, jeune surfeur en état de mort cérébrale, à celui de Claire, quinquagénaire souffrant d'une grave insuffisance cardiaque, il s'était passé quelque chose. On s'offrait le livre, avec un « *Lis ça, c'est formidable !* » chuchoté, encore ému. Oui, ce roman fit événement.

Gabin Verdet et Tahar Rahim.

Il fallait donc être taraudé par un sacré désir de cinéma pour oser le porter à l'écran. Non que *Réparer les vivants* soit difficile à transposer en tant que tel : le roman est factuel ; lieux, personnages et situations s'y enchaînent, comme au cinéma, ou presque – c'est d'ailleurs l'une des forces du livre. À deux ou trois pièges près, bien repérés par la cinéaste Katell Quillévéré (à qui l'on devait déjà l'excellent *Suzanne*), l'adaptation pouvait être à la fois fidèle et cinématographiquement juste. Mais il y avait d'autres écueils : confronter le langage du cinéma à la puissance littéraire de Maylis de Kerangal, au risque du KO ; proposer des images, un souffle, un univers mental à des spectateurs qui, à la lecture du livre, avaient déjà construit leur propre film.

La réalisatrice a compris que, dans cette entreprise, les acteurs ne devraient pas se contenter d'interpréter un rôle, avec ce rien de décalage qui fait partie du jeu. Ils devraient l'incarner, totalement – c'est-à-dire être tellement investis par leurs personnages, de l'intérieur, qu'ils en deviendraient, extérieurement, parfois méconnaissables. Parmi la pléiade de comédiens présents dans le film, citons Tahar Rahim (Thomas) et Anne Dorval (Claire), stupéfiants de retenue et dont l'intériorité affleure si délicatement à la surface de leurs visages qu'elle se transforme, à l'écran, en émotion pure.

Les décors jouent également un grand rôle dans cette capacité d'entraînement du film : si l'hôpital et « *la réa* » sont un peu décevants, l'univers discrètement étrange de Claire, de la véranda de sa maison de Rambouillet à l'appartement prêté, en face de l'hôpital, donnent à son personnage une profondeur toute particulière. Comme un arrière-pays.

C'est d'ailleurs ici que se révèlent le plus le talent, l'intuition cinématographique de Katell Quillévéré. En donnant à Claire, receveuse du cœur de Simon, une si grande importance, en introduisant une rupture si totale dans son récit, la cinéaste fait entrer en « *collision* » (c'est son propre terme) l'histoire de cette quinquagénaire qui va vers la vie avec la pente naturelle du film, mélodramatique. Ce big bang narratif donne à l'histoire singulière de ce cœur transplanté sa dimension universelle, pleine, entre vie et mort. Notre émotion n'est plus convoquée mais ressentie, dans l'étendue lyrique de ce que Freud appelait, dans une formule étrange, « *un sentiment océanique* ». Cet océan sur lequel surfait – si belles images du début – le jeune Simon Limbres. •

Réparer les vivants, de Katell Quillévéré, en salles.

© Mars Films

Ego en bandoulière

Snowden, d'Oliver Stone.

Vorace, intarissable, mégalo comme tous les grands réalisateurs hollywoodiens, Oliver Stone devait tôt ou tard s'emparer de l'affaire Snowden – un sujet à la mesure de cette « grande conscience de gauche ». C'est chose faite avec ce long film (2 h 14) dont la sobriété se limite au titre : *Snowden*.

Joseph Gordon-Levitt dans le rôle d'Edward Snowden.

S'il se laisse volontiers regarder, comme toutes ces productions américaines à la qualité technique irréprochable, on ne peut que sourire en observant la manière dont Oliver Stone a tordu la biographie du jeune informaticien, afin d'en faire un héros à l'image de ce qu'il prétend avoir lui-même été : un jeune patriote idéaliste, tombé à gauche par révolte face au cynisme de la droite (et surtout pas un geek sorti de l'anonymat sur un regrettable coup de sang). Pareil travestissement serait anecdotique (après tout, *Snowden*, quoi qu'on en dise, n'est qu'un divertissement) si le film, hanté de bout en bout par l'ego de Stone, ne passait pas à côté, juste à côté, de ce qu'il aurait pu être : un récit palpitant sur le journalisme d'investigation et l'un des plus grands scoops de l'histoire. Les courtes scènes pendant lesquelles on voit Edward Snowden se confier aux deux journalistes, Glenn Greenwald (interprété par l'épatant Zachary Quinto) et Laura Poitras (l'impayable Melissa Leo), sont incontestablement les meilleures. Mais elles sont noyées dans une sorte de récit d'initiation, narcissique, interminable, où Edward Snowden découvre, stupéfait, l'univers impitoyable de l'espionnage. Dommage ! •

Snowden, d'Oliver Stone, en salles.

De l'art, sûrement, le septième, peut-être

Les Beaux Jours d'Aranjuez, de Wim Wenders, et _La Mort de Louis XIV_, d'Albert Serra.

Jean-Pierre Léaud en Louis XIV.

Sans doute doit-on d'emblée prévenir le spectateur : les deux films dont il est question ici s'adressent davantage à un public contemplatif qu'aux amateurs de courses-poursuites. À cette réserve près, reconnaissons-le : *Les Beaux Jours d'Aranjuez* et *La Mort de Louis XIV* sont tous deux d'une incroyable beauté. Le premier, réalisé par Wim Wenders qui adapte la pièce éponyme de Peter Handke, met en scène le dialogue d'un homme et d'une femme évoquant souvenirs et désirs au cours d'une belle journée d'été, à la campagne. Reda Kateb et Sophie Semin se parlent, s'écoutent, se regardent, se sourient. C'est tout. Mais ils ont, l'un et l'autre, une élégance, une qualité d'être qui donnent à leur dialogue, au-delà des mots eux-mêmes, une intensité peu commune. Reda Kateb offre à ce film son visage psycho-sensible et son jeu économe qui rappelle, dans son expressive retenue, celui d'Isabelle Huppert. La mise en scène de Wim Wenders, ses très beaux mouvements de caméra, d'une sûreté, d'une rigueur rares, nous évoquent enfin le geste des plus grands maîtres de la peinture.

Les amateurs de sensations inédites iront aussi découvrir Jean-Pierre Léaud, Roi-Soleil à son crépuscule, vieillard agacé, trépignant presque de devoir mourir, dans le film d'Albert Serra, *La Mort de Louis XIV*. À la limite du cinéma expérimental, mais d'une totale rigueur historique, le film, statique, captive de bout en bout grâce à l'interprétation magistrale de celui qui fut et restera toujours notre jeune Antoine Doinel. Ainsi va la vie. •

Les Beaux Jours d'Aranjuez, de Wim Wenders, en salles le 9 novembre, et *La Mort de Louis XIV*, d'Albert Serra, en salles.

© Universum Film GmbH - Capricci Films

LES CARNETS DE ROLAND JACCARD

JE RÉSISTE À TOUT, SAUF À OSCAR WILDE.

1. ET SI J'ÉPOUSAIS SYBIL VANE ?

Cela faisait si longtemps que je n'avais pas revu mon cher Oscar Wilde. Aussi quelle ne fut pas ma surprise de le croiser au musée du Petit Palais, où une exposition lui est consacrée. Il tint aussitôt à me rassurer :

« *Je vous ai confié il y a longtemps que la mort est la seule chose au monde qui me terrifie. Je la haïssais, tout comme je haïssais la vulgarité. Jusqu'au jour où j'ai compris que les artistes ne meurent jamais vraiment. On les installe dans d'immenses boudoirs où ils ont tout le loisir de contempler les troupeaux de leurs admirateurs béats. Le mépris qu'ils m'inspirent n'a d'égal que le plaisir que j'éprouve à retrouver un vieil ami comme vous. Vous êtes inouï, Dorian. Le temps qui n'épargne rien, vous a oublié. Vous êtes tel que notre ami Basil Hallward vous a portraituré. Mais allons prendre un thé !* »

À peine avions-nous commandé un Earl Grey, que Wilde me mit en garde : « *Ne me confiez surtout pas de secrets. Vous savez comme j'aime les mystères. Pour peu qu'on les dissimule, le plus banal devient exquis.* »

J'avais pourtant une question à lui poser. Une question qui me hantait depuis plusieurs semaines : devais-je ou non épouser Sybil Vane ? Sybil était cette adorable actrice londonienne dont le corps portait les stigmates d'une lointaine rébellion, d'un terrible combat contre elle-même, sous la forme de cicatrices qui m'émouvaient plus que je ne saurais le dire. Le pire l'avait déçue, le meilleur la laissait indifférente. J'avais la certitude de ne rien pouvoir pour elle. Et c'est sans doute pourquoi je ne parvenais plus à me détacher d'elle.

« *Mon cher Dorian*, me demanda abruptement Wilde, *Sybil Vane est-elle votre maîtresse ?* »

Elle m'avait certes suivi un soir chez moi, s'était déshabillée et, pendant que je caressais son corps de petite fille, n'avait pas dit un mot. Comme si elle s'était égarée dans les labyrinthes de son être. J'aurais eu, en me montrant insistant, l'impression de la profaner. Elle était sacrée à mes yeux.

« *Seules les choses sacrées méritent qu'on les touche ! D'ailleurs,* poursuivit Oscar Wilde, *tôt ou tard, elle deviendra votre maîtresse. Mais n'oubliez pas que quand on est amoureux, on commence toujours par se tromper soi-même et on finit toujours par tromper les autres. C'est ce que le monde appelle une histoire d'amour. Et puis, une fois les premiers élans de la passion ou de la compassion passés, tout ce qu'une femme peut faire à un homme est de l'ennuyer si profondément qu'il en perde tout intérêt à la vie.* »

© D.R.

Je n'en attendais pas moins de vous, mon cher Oscar. Savez-vous au fait que *Le Portrait de Dorian Gray* vient de reparaître, tel qu'il figurait sur votre premier manuscrit, avant les censures successives ? « *Non*, me répondit-il en feignant l'indifférence. *Je m'en suis totalement désintéressé. Mes livres ne sont que des masques et, à une époque aussi vulgaire que la nôtre, nous avons tous besoin de masques. Et, comme vous le savez, j'ai choisi de mettre mon génie dans ma vie plutôt que dans mon œuvre. Je l'ai payé au prix fort. C'est sans doute ce qui me donne droit à des fragments d'éternité et au plaisir d'échanger quelques paradoxes avec vous, mon cher Dorian. Mais je redoute le pire pour vous : ce portrait de Basil Hallward qui devrait être accroché ici, au côté des dessins d'Aubrey Beardsley figurant Salomé, vous conduira droit en enfer.* »

Je quittai Oscar Wilde très troublé. Il me promettait l'enfer. Je décidai d'en avoir un avant-goût. Trois jours plus tard, j'épousai Sybil Vane.

2. UN RHÉTEUR SANS CONVICTION ?

On a souvent traité Oscar Wilde de sophiste, usant d'une logique déstabilisante à la manière des sophistes de l'Antiquité tels Protagoras, Gorgias ou Hippias, déployant une chorégraphie verbale reposant sur du vide. Platon et Aristote dénigraient ces rhéteurs sans conviction. C'est mal comprendre ce qu'était pour Wilde, ce prince du paradoxe, la fonction créatrice de la rhétorique : elle vise à libérer l'individu du joug de la raison critique et, par là même, à lui permettre de s'auto-engendrer. Pour Oscar Wilde, l'être n'est qu'un effet du dire. À la question qui lui fut posée : « *Croyez-vous tout ce qui arrive dans les journaux ?* » il répondit : « *Absolument. Aujourd'hui, il n'y a que ce qui est illisible qui arrive.* » Lacan n'est pas loin.

3. ET L'AFFAIRE DREYFUS…

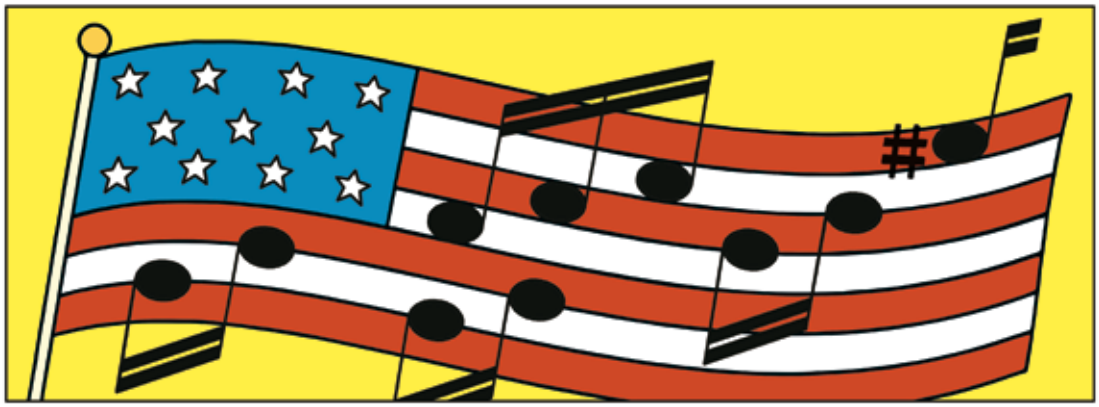
Le plus surprenant est que, réfugié à Paris après sa libération de prison, Oscar Wilde se soit lié au moment de l'affaire Dreyfus avec l'officier français Esterhazy, dont il savait le rôle qu'il avait joué dans la condamnation du capitaine Dreyfus, puisque c'est lui qui avait livré des documents secrets à l'attaché militaire allemand en poste à Paris, le major Schwartzkoppen. Pour avoir connu la prison, il aurait pu évoquer la culpabilité d'Esterhazy qu'il fréquenta à plusieurs reprises. Mais il partait de l'idée « *qu'Esterhazy est bien plus intéressant que Dreyfus qui est innocent. On a toujours tort d'être innocent*, confia-t-il à Henry Davray. *Pour être criminel, il faut de l'imagination et du courage* ». Esterhazy incarnait, en dehors de toute morale, une position indéfendable et, par conséquent, séduisante. La vocation du dandy est dans la singularité, son apothéose dans la surenchère. En ce sens, Oscar Wilde incarne le dandy absolu. Conscient toutefois « *que les paradoxes sont toujours des choses dangereuses* », comme il l'écrivit, et qui, de défis en défis, vous conduisent à la geôle de Reading, où il composa ses poèmes les plus bouleversants :

« *Dans la geôle de Reading, près de la ville,*
Est une fosse d'infamie :
C'est là que gît un homme misérable
Dévoré par des dents de flamme.
Dans un suaire brûlant il repose
Et sa tombe n'a pas de nom. » •

LE JOURNAL DE L'OUVREUSE

C'EST BOULEZ QU'ON ASSASSINE !

Plus que le critique, le comédien, le musicien et le danseur, c'est l'ouvreuse qui passe sa vie dans les salles de spectacle. Laissons donc sa petite lampe éclairer notre lanterne !



Une que les Américains n'avaient pas. Nous, on a tout vendu, tout acheté : les stars, les fringues, la bouffe, la langue, la pop. Tout sauf la musique « sérieuse ». Des pianistes, des chanteurs, des orchestres tant qu'on veut. Mais des créateurs… Où sont leurs Mozart et leurs Debussy ? La contemporaine n'en parlons pas. Qui sont leurs Stockhausen ? John Cage ? Morton Feldman ? Citez une œuvre. Même le chouchou de Boulez, Elliott Carter. Que reste-t-il d'Elliott Carter ? Non, non, non. La pop c'est eux, le reste c'est nous.

Du moins l'a-t-on cru. En fait, au cœur des seventies, une bande de kids avait déjà traversé l'océan pour nous prévenir : attention les gars, on arrive ! Avignon 1976, ça vous rappelle quelque chose ? Bob Wilson « *révolutionne le regard* », parole d'Aragon. Le spectacle s'intitule *Einstein on the Beach*, la musique est d'un nommé Phil Glass. Elle est aussi minimale que notre avant-garde est maximale et a tout de suite ses fans qui crient au génie, à l'avant-avant-garde.

Foutaise ! répond l'écho. Imposture ! L'oncle Sam nous soûle de Batman et Donald (Duck ou Trump, même combat). Ses dérouleurs d'arpèges à deux balles, qu'il se les garde ! Les inventeurs de la musique répétitive, Terry Riley, Steve Reich, Phil Glass, rendent Boulez marteau. « *Trop simples pour être intéressants* », tranche l'apôtre de l'alambiqué. John Adams, le compositeur de *Nixon in China* ? « *Mauvaise musique de film* », selon saint Pierre. Et toute la culturie française d'entonner le cantique. Quand *Nixon in China* arrivait à Bobigny, il y a vingt-cinq ans, devinez ce qu'on lisait dans *Notre Télérama*. « *C'est le degré zéro de la musique. Une sorte de produit typiquement américain, comme le Coca-Cola, Disneyland, et le nouvel ordre international.* » Debout, Ircam, contre le mainstream des débiles transatlantiques ! Le pays de Godard et de Mallarmé fera résistance. L'ensemble Intercontemporain et tous les avant-gardiens vous effaceront ces cochonneries vite fait, bien fait.

En oubliant un truc. Que l'histoire déteste la nécessité historique. En art, les novateurs font le contraire de l'Ircam. Ils ne compliquent pas. Ils simplifient. Duchamp balaie, Houellebecq balaie. En musique, pareil. Du balai ! Quand le papy d'Europe tarabiscotait, le bébé d'Amérique simplifiait – du moins en apparence et c'est ce qui compte. Si bien que le public, même le public élevé au *Télérama*-Boulez, a fini par craquer. Du chant, du souffle, du rythme, ça lui a plu. Salaud de public !

Et comme si le public suffisait pas, voilà ce mois-ci que le temple cède. Boulézodrôme rebaptisé depuis une semaine « Salle Pierre Boulez » et gouverné par un boulézarque historique, la Philharmonie de Paris hisse la bannière étoilée – une première. Le week-end des 12-13 novembre : *Steve Reich Unlimited* avec quelques inédits. Les 10 et 11 décembre, portrait de John Adams en six œuvres dont trois créations. Fin mars, festival Phil Glass !

Saint Pierre va se retourner dans sa tombe mais que voulez-vous. Onc' Picsam nous aura tout pris, même la musique « sérieuse » d'aujourd'hui. Preuve qu'elle ne l'est plus, geignent les orphelins du Domaine musical. Pour mieux nous la rendre, exultent nos jeunes compositeurs qui attendent cette libération depuis quarante ans. Le ciel les entende ! Mais où sont-ils, nos jeunes compositeurs ? •

© Soleil

TOUT MICHEL-ANGE EN UNE SEULE BD*

* MICHEL-ANGE par Hector OBALK • 96 pages, 432 images, éditions HAZAN • 25 euros

VALEURS

PRÉSENTE

ÉVÉNEMENT

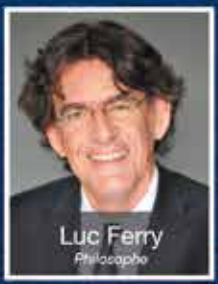
LA CROISIÈRE
Valeurs & Histoire

Du 21 au 28 mai 2017 à bord de MSC Musica

Découvrez les merveilles de l'Adriatique
en compagnie des invités de Valeurs Actuelles

André Bercoff
Journaliste et écrivain

Chantal Delsol
Philosophe et historienne



Luc Ferry
Philosophe

Denis Tillinac
Écrivain

-150 €/pers.
pour toute inscription avant le 31 décembre 2016

À PARTIR DE
~~1 290 €~~ TTC/pers.*
1 140 €

* Prix par pers. en cabine double intérieure, pension complète, boissons/vins (sélection) à volonté pendant les repas, taxes et forfait de séjour, conférences

RENSEIGNEMENTS ET PROGRAMME DÉTAILLÉ

Connectez-vous sur www.croisieres-exception.fr/valeurs

Appelez au 01 75 77 87 48
du lundi au vendredi de 9h30 à 13h et de 14h30 à 18h30

Croisière d'exception licence n° IM075150063. Itinéraire sous réserve de modifications de l'armateur. Les invités seront présents sauf en cas de force majeure. Programme garanti à partir de 70 inscrits. * Prix par pers. en cabine double intérieure, pension complète, boissons/vins (sélection) à volonté pendant les repas, taxes et forfait de séjour, conférences. Crédits photos : © Shutterstock, © Sylvie Galmot. Création graphique : www.linerz.fr